

NOTRE AVENIR AU CANADA: LE SOCIALISME!

PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA

40E CONGRÈS – 2022

Chapitre 1 NOTRE BUT EST LE SOCIALISME

Au fil des siècles, les masses laborieuses ont toujours rêvé d'un monde de liberté et d'égalité, ainsi que de la fin de l'exploitation et de la misère. Tout au long du XX^e siècle, des millions de personnes à travers le monde se sont ralliées à la cause du socialisme. Aujourd'hui, les grandes entreprises et leurs défenseurs soutiennent que le socialisme est mort, que le développement humain est achevé et que le capitalisme durera éternellement.

En réalité, c'est le système capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui n'a plus d'avenir. Ayant dépassé la période où il était utile, il est aujourd'hui incapable de répondre aux besoins et aux aspirations des peuples du monde.

Du fait de sa nature même, le capitalisme génère et intensifie le chômage de masse et la pauvreté, le chauvinisme national ainsi que la marginalisation, le racisme, l'inégalité et l'oppression entre les sexes, la destruction de l'environnement, la guerre et la réaction.

Sous le capitalisme, les pratiques et les institutions démocratiques sont vidées de la majorité de leurs caractéristiques réelles. La « démocratie » capitaliste assure à la classe capitaliste le droit de dominer l'économie et la société, et d'exploiter le peuple.

La mondialisation capitaliste, dirigée par l'impérialisme des États-Unis avec l'appui total de la classe dirigeante impérialiste du Canada, menace les derniers vestiges de souveraineté et d'indépendance du pays, à savoir : le droit et la capacité du peuple canadien de déterminer son propre destin. Les accords multilatéraux sur l'investissement et le commerce minent le droit démocratique du peuple canadien d'établir des politiques et de déterminer sa propre voie de développement.

Bien que le capitalisme au Canada et partout dans le monde soit aujourd'hui un système en crise et en décadence, il porte en lui néanmoins son contraire : le socialisme.

La première période héroïque du mouvement de la classe ouvrière contre le capitalisme, la Commune de Paris en 1871, a été écrasée par la force brutale. La deuxième grande

période a commencé par la Révolution russe d'octobre 1917, lorsque pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la grande majorité, les travailleurs et les travailleuses de concert avec leurs alliés, ont réussi à prendre le pouvoir d'État et à le conserver. Les victoires du socialisme, notamment en URSS, en Chine et à Cuba, ont inspiré les travailleurs et les peuples du monde entier dans leurs luttes pour la libération. Cette période a cependant été en grande partie freinée à la fois par la puissance économique et militaire de l'impérialisme, de même que par les graves lacunes des pays socialistes eux-mêmes.

Le socialisme demeure la prochaine étape incontournable dans le développement historique de notre pays. Seul le socialisme fait des besoins et des aspirations du peuple sa plus haute priorité. Seul le socialisme peut faire passer les gens avant le profit. Et seul le socialisme sera capable d'utiliser les bienfaits de la révolution scientifique et technique pour le bien-être de tous les Canadiens et Canadiennes plutôt que d'enrichir un petit nombre d'individus et pour faire la guerre. Le socialisme est la seule alternative, il n'y a pas de « troisième voie ».

La réalisation du socialisme, fondée sur le pouvoir de la classe ouvrière au Canada et à l'échelle internationale, devra constituer une étape cruciale vers une véritable démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Dans un Canada socialiste, les principaux moyens de production et de distribution de la richesse devront appartenir collectivement à la société dans son ensemble. L'exploitation de la force de travail sera abolie. La dégradation écologique sera inversée et une approche planifiée en matière de relations entre la vie humaine et l'environnement sera mise en œuvre. La misère, la pauvreté, l'insécurité et la discrimination, causées par l'exploitation capitaliste, seront éliminées. Le socialisme pourra enfin établir une nouvelle société fondée sur la solidarité, l'égalité et l'émancipation.

Au fur et à mesure de son évolution, le socialisme fournira la véritable base nécessaire au communisme, c'est-à-dire une société sans classes dans laquelle, pour la première fois dans l'Histoire, le libre et complet développement de chacun serait la condition de développement de tous.

Le but du Parti communiste est d'abord d'établir une société socialiste et, ultérieurement, une société communiste au Canada. Le Parti soutient la victoire du socialisme partout dans le monde.

Chapitre 2

LE CAPITALISME AU CANADA

Qu'est-ce que le capitalisme?

Le système économique dans lequel nous vivons est le capitalisme. Dans ce système, les moyens de production sont essentiellement de propriété privée; les capitalistes exploitent leurs usines, leurs banques et leurs bureaux, leurs mines, leurs opérations forestières, leurs industries de transports et de services dans le but d'en tirer des profits. La source de ces profits et de l'accumulation du capital est l'exploitation de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous les travailleurs et travailleuses manuels et intellectuels. Le travail humain, de pair avec la nature, est la source de toute richesse matérielle et de toute valeur culturelle.

Sous le capitalisme, les travailleurs et travailleuses ne possèdent aucun moyen de production. N'ayant pour source principale de revenu que leur capacité de travailler, ils doivent vendre leur force de travail à des capitalistes en échange d'un salaire afin de pouvoir vivre. La classe ouvrière constitue la grande majorité de la population dans des pays capitalistes tels que le Canada. Elle comprend des travailleurs et des travailleuses, syndiqués ou non, œuvrant dans tous les secteurs de l'économie, ainsi que des chômeurs, des personnes sous-employées et leurs familles.

Aujourd'hui, le système encourage les travailleurs et travailleuses à investir dans des actions et des obligations d'épargne, et leurs fonds de pension sont devenus un important bassin de capitaux pour l'investissement et la spéculation sur les marchés boursiers et monétaires. Cela a pour effet d'augmenter l'accès des capitalistes à des fonds supplémentaires pour l'investissement, tout en créant l'illusion chez les travailleurs et travailleuses qu'ils ont une quelconque influence sur les décisions économiques et la politique des entreprises. Mais en réalité, le « capitalisme populaire » n'est qu'une ruse; la classe capitaliste en conserve le contrôle exclusif.

Le conflit fondamental entre le capital et le travail est inhérent au système capitaliste. Les capitalistes, qui contrôlent les principaux moyens de production, n'emploient des salariés qu'aussi longtemps que cette main-d'œuvre leur rapporte des profits. Ils maintiennent les salaires au plus bas niveau possible afin d'extraire de plus grands profits de l'exploitation de leurs employés. Ces derniers luttent pour maintenir leurs salaires et obtenir des augmentations, améliorer leurs conditions de vie et de travail, et accroître leurs droits économiques, politiques et sociaux. Tel est l'aspect central de la lutte des classes sous le capitalisme, qui touche l'ensemble de la société, et qui, à une certaine étape, pousse la classe ouvrière à la lutte révolutionnaire en vue de changer le système social lui-même.

Sous le capitalisme, le processus de travail est réalisé grâce aux efforts communs d'un grand nombre de travailleurs et travailleuses, œuvrant dans des ateliers, des usines et des bureaux. Mais, s'il est vrai que le travail et le processus de production sont socialisés, en revanche, les fruits du travail sont privatisés par les propriétaires des moyens de

production. Cette contradiction fondamentale – entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste privée des marchandises produites – est à l'origine de tous les maux du capitalisme : le chômage, l'insécurité économique et sociale, la pauvreté généralisée, les crises économiques et les guerres.

En même temps, le capitalisme produit aussi ses propres fossoyeurs : la classe ouvrière.

Le développement du capitalisme au Canada

Au Canada, les rapports capitalistes remontent aux premiers jours de la colonisation européenne et de l'assujettissement des peuples autochtones. Les structures coloniales ont violemment été imposées dans le contexte du capitalisme mercantile, axé principalement à ses débuts sur le commerce du poisson, des fourrures et du bois entre les colonies et la France et l'Angleterre. Avec l'expansion de la colonisation et l'accumulation du capital, les premières petites entreprises capitalistes font leur apparition. Peu à peu, des activités de plus grande envergure en particulier dans le secteur forestier et la construction navale voient le jour.

Au moment de la Confédération, en 1867, l'expansion industrielle est déjà en plein essor, grâce au développement du transport maritime et ferroviaire ainsi qu'à l'introduction de la machine à vapeur et d'autres progrès technologiques.

En tant que colonie dépendante, le Canada est dominé par des capitaux britanniques. Cependant, au début du XXe siècle, la dépendance commerciale et la dette envers la Grande-Bretagne sont peu à peu remplacées par une dépendance encore plus grande envers les capitaux et la technologie des États-Unis. C'est alors que le capital basé aux États-Unis prend le contrôle des secteurs clés de l'économie canadienne, notamment dans le domaine manufacturier et celui des ressources naturelles. Ce processus aura pour effet d'accroître l'intégration et la dépendance du Canada envers l'économie des États-Unis, plus que tout autre pays capitaliste développé. Situation qui, à son tour, accentue les distorsions dans la structure de l'économie canadienne. La présence grandissante des multinationales des États-Unis et d'autres pays aura pour effet d'accroître les pressions pour l'exploitation des ressources naturelles canadiennes. Cela entraînera également une fuite massive et croissante de profits, d'intérêts, de tarifs et d'autres transferts de capitaux, freinant du coup les nouveaux développements, la création d'emplois et la recherche, tout en facilitant la pénétration politique et culturelle de l'impérialisme états-unien.

Le capitalisme au Canada aujourd'hui

Le capitalisme concentre la richesse et la propriété des moyens de production entre les mains d'un nombre toujours plus restreint de personnes. Au Canada, comme partout ailleurs, les petits producteurs, les commerçants et les agriculteurs sont acculés au pied du mur par de plus grandes entreprises capitalistes. C'est parallèlement dans un tel contexte de concurrence acharnée du capitalisme primitif que les monopoles commencent à émerger. Quelques grandes entreprises, dans lesquelles ont fusionné le capital bancaire et le capital industriel, manipulés par une poignée de magnats du capital financier, en sont venues à dominer l'ensemble de l'économie. Tel est le stade du capitalisme monopoliste,

fondement économique de l'impérialisme, à savoir : le stade suprême et final du développement capitaliste.

Le capital financier, résultat de la fusion du capital bancaire et du capital industriel, est devenu la forme dominante de capital au Canada. Ce capital financier – tant canadien qu'étranger – contrôle des entreprises multinationales et des banques géantes qui opèrent partout dans le monde en tenant de moins en moins compte des intérêts nationaux.

Le capitalisme monopoliste actuel se caractérise principalement par le rôle dominant des sociétés multinationales. Les investissements et la spéculation dus à des flux toujours croissants de capital financier international déstabilisent les marchés nationaux et régionaux, ainsi que le système capitaliste mondial dans son ensemble. La lutte pour la suprématie mondiale parmi une poignée de multinationales géantes – dont plusieurs exercent un pouvoir économique supérieur à celui des gouvernements et des économies nationales – accélère rapidement à la fois la concentration des richesses (par le biais de fusions, d'acquisitions et de partenariats d'entreprises) et l'accroissement de la pauvreté à l'échelle mondiale. Le développement inégal, une caractéristique propre à toutes les étapes du capitalisme, atteint des proportions sans précédent sous l'impact de la mondialisation capitaliste.

Malgré son pouvoir économique et idéologique actuel, le capitalisme monopoliste se voit plongé dans une profonde crise systémique dont il ne peut finalement se sortir; une crise économique, politique et culturelle généralisée, qu'il cherche à résoudre en intensifiant l'exploitation, l'agression et la guerre.

Le capitalisme monopoliste d'État

Le capital financier soumet toujours plus directement l'État canadien à ses intérêts et à son contrôle. Le capitalisme monopoliste d'État – c'est-à-dire l'intégration ou la fusion des intérêts du capital financier avec l'État – constitue une nouvelle étape de l'expansion du contrôle des entreprises dans tous les secteurs de la vie économique et politique. Le gouvernement, malgré le fait qu'il donne l'impression d'être indépendant des intérêts spécifiques des entreprises, n'en est pas moins devenu, pour l'essentiel, l'instrument politique d'un petit groupe au service des plus importants capitalistes monopolistes qui exercent un contrôle sur le reste de la société. Le capital financier utilise l'État pour se procurer des contrats, des capitaux et des subventions, afin de s'assurer des marchés et investissements étrangers. Le capital monopoliste soutient l'expansion du secteur public – tant des services que des entreprises – lorsque cela sert ses intérêts, et à d'autres moments, il utilise l'État pour imposer des compressions budgétaires et privatiser. L'État sert également à redistribuer les revenus et la richesse dans l'intérêt des monopoles, par le biais du système fiscal et des lois visant à réduire les salaires et à affaiblir le mouvement syndical.

Le capitalisme monopoliste d'État sape les bases de la démocratie bourgeoise traditionnelle. La soumission de l'État aux intérêts du capital financier mine le rôle déjà réduit des organismes gouvernementaux élus, fédéraux, provinciaux et municipaux. Les grandes entreprises interviennent ouvertement dans le processus électoral pour leur propre

compte, mais aussi de façon indirecte par le biais d'un réseau d'instituts et de groupes de réflexion favorables aux entreprises. Elles exercent un contrôle sur les médias de masse pour influencer les idées et les attitudes de la population, afin d'influer de manière flagrante sur les résultats des élections. Les grandes entreprises corrompent le processus démocratique en achetant politiciens et fonctionnaires. Elles bafouent les droits politiques du peuple canadien d'exercer tout choix important, favorisant ainsi l'aliénation et le cynisme généralisés de la population à l'égard du processus électoral.

Dans les conditions actuelles de la mondialisation capitaliste, le capital financier international a également besoin d'institutions de régulation reconnues et soutenues par les États impérialistes afin de protéger et promouvoir ses intérêts. Pour imposer son hégémonie mondiale, ainsi que plusieurs blocs économiques régionaux visant à protéger les intérêts des centres impérialistes respectifs, il a amplifié le rôle des institutions capitalistes internationales existantes telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ces puissantes structures internationales sapent la souveraineté nationale et étatique, donnant ainsi lieu à de nouveaux conflits et contradictions au sein du système de régulation capitaliste monopoliste.

L'État capitaliste monopoliste moderne, quelles que soient ses formes, a pour objectifs principaux la préservation du système capitaliste et, en particulier, l'enrichissement des monopoles. Cela exige la répression du mouvement ouvrier et de son avant-garde révolutionnaire, mais aussi l'écrasement des derniers pays socialistes et des luttes de libération nationale dans le monde. La résurgence des partis et mouvements fascistes et suprématistes blancs témoigne de l'accentuation des contradictions du système capitaliste, qui cherche à détruire toute opposition à ses objectifs voraces.

Le capitalisme canadien et les multinationales

Le Canada est un pays impérialiste, c'est-à-dire un État capitaliste monopoliste très développé. Même s'il détient le plus haut niveau de propriété étrangère parmi les pays impérialistes, le Canada n'est ni une colonie ni une semi-colonie. Les multinationales canadiennes participent à l'exploitation des masses laborieuses d'autres pays, et le Canada est soumis à toutes les contradictions propres au capitalisme mondial.

Le capital financier canadien est aujourd'hui étroitement lié aux sociétés multinationales états-uniennes et au capital financier international en général. L'imposition de politiques néolibérales – en particulier les soi-disant accords de « libre-échange » – a intensifié ce processus d'intégration capitaliste sous la domination des États-Unis. Les groupes monopolistes canadiens contrôlent de nombreux secteurs de l'économie ainsi que l'État canadien, mais le capital financier international – principalement celui des sociétés multinationales états-uniennes – contrôle d'importantes parties des secteurs des ressources naturelles, de la fabrication de biens et des services. Ces niveaux élevés de propriété étrangère ont accentué les déséquilibres structurels et les inégalités régionales au sein de l'économie canadienne. La domination des États-Unis mine la capacité du Canada et des autres pays des Amériques à contrôler leurs économies nationales respectives. D'importantes décisions en matière de politique d'investissement, de changements

technologiques, de fermetures d'usines et de congédiements sont prises hors de nos frontières. Aucun secteur de l'économie canadienne n'est à l'abri de l'influence des sociétés multinationales états-uniennes et d'ailleurs.

Simultanément, on assiste à une centralisation rapide de la richesse du secteur canadien de l'économie entre les mains d'un groupe extrêmement restreint de conglomérats et de multinationales. En conséquence, l'économie canadienne est fortement monopolisée, même en comparaison avec d'autres pays impérialistes. Les capitaux canadiens s'exportent maintenant à un rythme croissant. Plus qu'un partenaire secondaire de l'impérialisme états-unien, le monopole canadien fait désormais partie intégrante du système impérialiste mondial. Les intérêts monopolistes canadiens sont étroitement liés à ceux des capitaux états-uniens et, de plus en plus, aux capitaux de l'Union européenne et du Japon.

La collaboration entre les secteurs les plus réactionnaires des monopoles états-uniens et des monopoles canadiens se manifeste clairement dans la politique étrangère. La subordination délibérée du Canada à l'impérialisme états-unien l'engage à suivre la politique de guerre des États-Unis, par l'entremise de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et d'un réseau d'autres accords de « défense ». Les politiques d'intégration économique et militaire, adoptées par le secteur dominant du capital financier, ont fait du Canada une rampe de lancement militaire pour le complexe militaro-industriel états-unien, et un participant actif aux guerres d'agression des États-Unis et de l'OTAN.

Les monopoles canadiens ont leurs propres intérêts indépendants à protéger et à promouvoir. Cependant, l'actuelle tendance dominante au sein des milieux monopolistes canadiens vise non seulement l'intégration économique et la collaboration politique avec l'impérialisme états-unien, mais aussi avec le capital financier international en général. Dans leur quête de maximisation des profits, les monopoles canadiens sont prêts à sacrifier la souveraineté économique et politique du pays, à condition de conserver une part raisonnable du pillage des ressources naturelles du Canada et de son marché intérieur, tout en élargissant l'accès aux grands marchés états-uniens, panaméricains et mondiaux.

La relation de dépendance du Canada à l'égard de l'impérialisme états-unien nous a coûté cher en matière de développement. Elle a accéléré l'épuisement de nos ressources naturelles, diminué notre degré d'autosuffisance en matière de production alimentaire et d'autres produits de base, aggravé les déséquilibres propres au développement inégal du Canada; réduit fortement la recherche et le développement, ainsi qu'éliminé des emplois dans pratiquement tous les secteurs de l'économie.

Une plus grande intégration du Canada à l'impérialisme états-unien va carrément à l'encontre de la volonté, exprimée par la grande majorité des Canadiens et Canadiennes, de défendre la souveraineté et l'indépendance de leur pays. La lutte contre la domination des États-Unis pour une véritable indépendance du Canada et une politique étrangère indépendante s'inscrit dans la lutte mondiale contre la mondialisation capitaliste, l'agression impérialiste et la guerre.

La lutte pour la démocratie et la souveraineté est une composante nécessaire et fait partie intégrante du processus révolutionnaire canadien. Elle exige une lutte concertée contre le principal ennemi du peuple canadien, à savoir : le capital financier, tant canadien qu'international. Pour mener à bien cette lutte, la classe ouvrière aura à jouer un rôle de premier plan.

Le capital financier et le peuple canadien

La concentration, la centralisation et l'internationalisation du capital, en constante augmentation, ont creusé un fossé vertigineux entre les monopoles et la majorité des Canadiens et Canadiennes.

L'idée selon laquelle le capitalisme serait une société de consommation et d'abondance, capable de survivre à toutes les crises économiques et pouvant assurer le plein emploi et des conditions de vie toujours meilleures, est fautive. L'idée selon laquelle la croissance économique et la création d'emplois sont possibles, en augmentant la productivité et la compétitivité internationale, est également fautive. Sous toutes ses formes, le capitalisme agit à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. Étant donné que ce système est fondé sur l'exploitation des travailleurs et travailleuses par le capital à des fins lucratives, il ne saurait y avoir de sécurité réelle pour les masses laborieuses. La course effrénée du capital pour le profit, son exploitation et son accélération sans cesse croissante tend à saper tous les gains salariaux obtenus au gré des luttes. En même temps, le capital monopoliste tire d'immenses profits des salariés, et des masses laborieuses en général, par sa manipulation du système monétaire et de crédit, ainsi que la politique fiscale du gouvernement qui redistribue le revenu national en faveur des riches.

Le capitalisme canadien confirme la loi générale de l'accumulation de Karl Marx, à savoir que le capitalisme crée partout plus de richesse privée, mais pousse également plus de gens vers le travail salarié (prolétarianisation), le chômage et la pauvreté. Une part croissante de la classe ouvrière se voit contrainte d'accepter des emplois précaires, sans sécurité d'emploi ni avantages sociaux.

Le capitalisme monopoliste d'État profite également de la classe ouvrière en la divisant par l'oppression systématique des femmes, des jeunes, des Autochtones et des personnes racisées, des personnes 2S/LGBTiQ (bispirituelles, lesbiennes, gais, bisexuelles, transgenres, intersexuées, queer), des personnes handicapées et des personnes vivant dans la pauvreté. C'est un système qui dépouille les gens de leur dignité humaine.

Les monopoles et les multinationales perpétuent la surexploitation des femmes en tant que travailleuses, ainsi que l'oppression sexiste des femmes et des filles au sein de la société. L'offensive du capital financier contre les niveaux de vie et les droits sociaux les frappe plus durement. Elles se voient refuser un salaire égal pour un travail de valeur égale, et leurs salaires et revenus continuent d'être inférieurs à ceux des hommes. Les femmes au Canada, en particulier, les racisées, les transgenres et les autochtones, font face à des taux de chômage plus élevés. De nombreuses femmes demeurent dans le secteur des services à bas salaires, où prédominent celles qui sont issues de communautés marginalisées. En

outre, nombre d'entre elles continuent d'effectuer un travail à domicile rémunéré et non rémunéré, où il leur est très difficile de se syndiquer.

Le capital monopoliste fait obstacle à l'avancement professionnel des femmes, à l'établissement de garderies d'enfants, aux congés parentaux entièrement payés, au libre choix en matière de procréation et à leur pleine participation à la vie politique. Elles sont également plus durement touchées par les compressions budgétaires dans les services sociaux et les attaques contre les pauvres.

La violence à l'égard des femmes demeure très répandue. Les femmes autochtones, les femmes racisées, les femmes en milieu rural, les femmes trans et les travailleuses du sexe en sont particulièrement touchées. Malgré la violence physique et psychologique généralisée envers elles ainsi que leur déshumanisation, le financement public destiné aux refuges pour femmes, aux centres d'aide aux victimes de viol et autres établissements essentiels à leur égard s'en trouve réduit.

L'oppression fondée sur le sexe entraînant la pauvreté, la violence et la discrimination fait partie intégrante du capitalisme. Même si le patriarcat existait avant le capitalisme, ce système économique l'a transformé et intégré au profit de la classe capitaliste. En outre, la suppression des identités et expressions de genre en dehors des relations et des identités binaires de genre et non hétérosexuelles fait également partie intégrante du système capitaliste patriarcal, pour assurer la préservation de la famille nucléaire et ainsi garantir la reproduction de nouveaux travailleurs à exploiter par la classe capitaliste.

Alors qu'elles constituent près de la moitié de la main-d'œuvre rémunérée au Canada, les femmes continuent d'effectuer la majeure partie du travail domestique non rémunéré dans notre société et dans le monde entier. Bien que ce travail non payé ne fasse pas directement partie du cycle de l'exploitation capitaliste, il joue néanmoins un rôle clé dans le processus de formation de chaque nouvelle génération de travailleurs et travailleuses. Ce double fardeau est l'une des formes les plus importantes d'oppression des femmes sous le capitalisme.

Le capitalisme monopoliste refuse à la jeunesse canadienne un avenir prometteur. Un nombre croissant de jeunes hommes et de jeunes femmes sont confrontés au chômage et au sous-emploi. Les compressions budgétaires dans l'enseignement public créent un système à deux vitesses, ouvrant la porte à la privatisation totale de l'éducation. Les étudiants des collèges et des universités doivent faire face à des frais de scolarité toujours plus élevés et à des dettes écrasantes, l'éducation postsecondaire devenant de moins en moins accessible aux jeunes issus de la classe ouvrière et des couches moyennes.

Ce monopole engendre un racisme systématique qu'il utilise pour générer des superprofits et créer des boucs émissaires afin de détourner les masses populaires de la lutte pour l'emploi, la santé publique, l'éducation et l'amélioration des niveaux de vie. Le capitalisme canadien possède une longue histoire de racisme. Les théories racistes de la suprématie blanche ont été utilisées pour justifier le pillage brutal perpétré contre les peuples autochtones. Le racisme, la xénophobie, la discrimination régionale, le sexisme, l'antisémitisme et d'autres formes de discrimination – y compris la discrimination contre les gais, les lesbiennes, les bisexuels et les transgenres; contre les nations et minorités

nationales opprimées; contre les immigrants, les minorités et communautés culturelles, les groupes religieux et les athées; contre les travailleurs et travailleuses âgés, les retraités et les personnes handicapées, ainsi que la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre – sont utilisés pour diviser la classe ouvrière et affaiblir l'unité des luttes populaires.

Le capitalisme engendre des crises

Malgré sa capacité de produire d'immenses richesses, le système capitaliste moderne au Canada souffre d'une crise qui s'aggrave à tous les niveaux. Cette crise systémique comporte de nombreux éléments : récession économique cyclique, chômage structurel de masse, crises agricoles, environnementales et sociales, entre autres. Le capital financier se sert de ses abondantes ressources, dont l'État canadien, pour tenter de gérer cette crise et maintenir sa domination de classe. Mais il ne parvient pas à résoudre les contradictions fondamentales et inhérentes à l'origine de la crise systémique du capitalisme.

L'économie capitaliste fonctionne par cycles d'expansion, de crise, de dépression et de reprise. L'expansion est périodiquement suivie d'une surabondance de produits sur le marché. Puis, viennent les fermetures d'usines, les mises à pied de travailleurs et travailleuses, non pas parce que la population n'a plus besoin des produits fabriqués par ces entreprises, mais parce que les marchandises ne se vendent plus en quantités et à des prix pouvant assurer un niveau de profit satisfaisant pour les capitalistes. La capacité de production entre donc en conflit avec le pouvoir d'achat restreint des masses populaires. Et, après une lente reprise, le cycle recommence encore une fois pour aboutir à sa phase de crise. Ces crises périodiques de surproduction relative sont une caractéristique indissociable du capitalisme. Les capitalistes tentent de faire porter le fardeau de ces crises sur le dos des masses laborieuses qui se voient contraintes de riposter.

La régulation de l'économie elle-même par l'État est en crise. Le keynésianisme – une politique réformiste bourgeoise faisant appel à une intervention limitée de l'État – a largement été mis en œuvre au cours de la phase d'expansion économique prolongée après la Seconde Guerre mondiale, afin de stabiliser les économies capitalistes, d'affaiblir le militantisme et l'internationalisme en le détournant des mouvements de la classe ouvrière, ainsi que d'affaiblir le puissant attrait qu'exerçait alors la voie au socialisme. Si les prescriptions keynésiennes ont aidé les gouvernements capitalistes à atténuer temporairement les pires effets des crises cycliques, en revanche, elles n'ont finalement pas réussi à les prévenir. Elles ont plutôt nui aux intérêts du capital financier tout en élargissant le secteur public et en étendant les protections limitées des salaires et revenus pour les masses laborieuses – le soi-disant « État-providence » –, entravant ainsi l'accumulation et la centralisation du capital. Les intérêts des sociétés multinationales, en particulier, sont entrés plus profondément en conflit avec les politiques keynésiennes de régulation de l'État, qui tendaient à freiner les flux de capitaux internationaux et l'activité des sociétés multinationales en général. Ces politiques keynésiennes ont également plongé l'État capitaliste dans une énorme dette publique, dont les frais de service auront principalement été assumés par les masses laborieuses.

Vers le milieu des années 1970, l'aggravation de la crise force le capital financier à rejeter les politiques économiques keynésiennes pour se tourner vers le néolibéralisme. Sous le slogan de « Retour au marché libre », les gouvernements capitalistes du Canada et d'ailleurs commencent à imposer un programme dévastateur et antipopulaire, mais favorable aux entreprises, qui prévoit la libéralisation ou le « libre » échange, la déréglementation et la privatisation, des réductions d'impôt sur les sociétés, une intensification des attaques contre les droits syndicaux et démocratiques, ainsi que diverses mesures visant à faire baisser les revenus réels et le niveau de vie des masses laborieuses au profit des banques et des monopoles.

Ce changement substantiel vers une politique néolibérale se montrera très efficace à stopper la baisse du taux de profit et à l'inverser temporairement, tout en accélérant l'accumulation et la concentration de la richesse entre les mains de l'élite capitaliste au pouvoir. Mais ces politiques entraîneront également une baisse du pouvoir d'achat de la grande majorité de la population, et le seul moyen de maintenir la demande globale de produits et services aura été d'accorder des crédits bon marché qui, au fil du temps, ont considérablement alourdi le fardeau de la dette supporté par les ménages comme par les gouvernements.

Au début des années 2000, cette « bulle de la dette » avait atteint des niveaux insoutenables, avant d'éclater lors de la « crise économique mondiale » de 2007-2008, la crise capitaliste la plus importante, la plus étendue et la plus longue depuis la Grande Dépression des années 1930. La production et le commerce international se sont alors effondrés, et le chômage de masse, la pauvreté ont grimpé en flèche aux États-Unis, en Europe et ailleurs dans le monde. Les conséquences désastreuses du néolibéralisme ont été entièrement exposées.

Les cercles dirigeants du capital financier et leurs gouvernements ont toutefois refusé de changer de cap à la suite de la crise. Au lieu de cela, ils ont utilisé les trésors publics pour renflouer les pertes des entreprises à hauteur de dizaines de billions de dollars, et ont imposé de nouvelles mesures d'austérité et des réductions de salaire à la classe ouvrière, ainsi qu'aux masses laborieuses en général. En conséquence, la croissance économique réelle du PIB est restée stagnante, tandis que l'endettement des gouvernements et des ménages a augmenté encore plus que les niveaux de 2007-2008, préparant ainsi le terrain pour une autre crise capitaliste encore plus dévastatrice.

Le néolibéralisme qui demeure, encore aujourd'hui, la politique dominante du capital financier constitue une attaque impitoyable contre les masses laborieuses. Mais un retour aux politiques ratées du keynésianisme ne saurait en aucun cas constituer une solution de salut pour la classe ouvrière. Que ce soit sous la forme du gant de velours du réformisme de l'« État-providence » ou du coup de poing de la réaction néolibérale, les politiques du capital financier et de son État n'ont fait que créer de nouvelles contradictions.

Aucun des deux types de politiques bourgeoises ne peut débarrasser l'économie capitaliste de ses inégalités organiques et de ses crises économiques, ni assurer un progrès économique rapide et non inflationniste, pas plus que le plein emploi efficace de la force de travail et du capital. La croissance économique entraîne inévitablement une surchauffe

de l'économie, produisant des tensions excessives et des inégalités de développement, de même qu'une crise monétaire et financière. Tout cela montre que le capitalisme monopoliste d'État ne peut éliminer l'insécurité économique, les crises cycliques et le chômage de masse chronique. Cela pourrait, par ailleurs, aggraver considérablement les conditions économiques et sociales de la classe ouvrière, créant ainsi les conditions politiques pour la croissance de la réaction et l'émergence de mouvements fascistes.

Malgré toutes les réglementations nationales et internationales, le capitalisme monopoliste demeure fondamentalement une économie de marché anarchique. En effet, les réglementations nationales et le développement planifié de l'économie sont fondamentalement incompatibles avec les relations capitalistes de propriété privée et les forces spontanées du marché capitaliste.

Seule une solution démocratique et anti-corporative mettant les intérêts du peuple avant le profit peut faire avancer les intérêts des masses laborieuses au Canada, et ainsi ouvrir la voie à un véritable pouvoir populaire, c'est-à-dire au socialisme.

La productivité, le chômage et la classe ouvrière

L'innovation technologique dans des conditions de monopole capitaliste est responsable de changements structurels majeurs, d'inégalités entre les différentes sphères de production et d'une distorsion totale de l'économie à la fois au sein de chaque pays comme à l'échelle mondiale. Le capital financier international utilise son monopole technologique pour piller les pays en développement.

Le rythme accéléré des progrès scientifiques et technologiques, et leur application rapide dans toutes les sphères de la vie, a qualitativement transformé les forces productives (c'est-à-dire les outils, les matières premières et, surtout, la main-d'œuvre elle-même). Le caractère et la substance du travail des travailleurs dans le processus de production sont en constante évolution, ce qui affecte à la fois la composition de la classe ouvrière et ses relations avec les autres classes et couches de la population. Le capital financier, dans sa course folle aux profits, utilise la technologie pour réduire les coûts de production en remplaçant le travail humain par des machines et d'autres procédés permettant d'économiser de la main-d'œuvre. Les progrès scientifiques et technologiques ont augmenté le degré d'exploitation et d'aliénation de la classe ouvrière.

L'introduction de nouvelles technologies n'a pas changé l'essence du capitalisme et ne permettra donc pas l'émancipation de la classe ouvrière. Bien au contraire, les nouvelles technologies entraînent le déplacement de travailleurs et travailleuses en augmentant le taux d'exploitation, accélérant ainsi l'antagonisme entre les deux classes. Alors que le développement de la classe ouvrière industrielle s'intensifie dans d'autres secteurs capitalistes, les travailleurs et travailleuses du secteur manufacturier (à l'exception de l'assemblage d'automobiles) ont été réorganisés en unités de production de plus petites tailles dans le domaine de la haute technologie, où de plus petits groupes de travailleurs précaires se retrouvent isolés de la majorité des travailleurs syndiqués. Cela a brisé la collectivisation de ce qui a été la partie la plus militante et la plus organisée de la classe ouvrière industrielle. Le mouvement ouvrier ne s'est pas encore attaqué à ce problème qui,

lié à la désindustrialisation, a entraîné une baisse importante du taux de syndicalisation dans le secteur privé. Plus les progrès technologiques se multiplient et plus le taux de productivité s'accroît, plus le taux d'exploitation augmente et plus l'intensité du travail s'accroît, et plus se creuse le fossé qui sépare le capital financier des masses laborieuses. L'allongement des heures de travail ainsi que l'augmentation du stress physique et mental exigé de chaque travailleur ont un effet négatif sur la santé et la sécurité de tous les travailleurs et travailleuses.

On observe une tendance croissante à embaucher des employés à court terme, sur une base temporaire, sans horaires fixes, ni salaires, ni avantages sociaux, souvent coordonnés via des plateformes numériques. Cette tendance représente une atteinte brutale aux droits et aux conditions des travailleurs et travailleuses, qui sont désormais classés comme « entrepreneurs indépendants » pour permettre aux employeurs d'échapper aux obligations d'une relation de travail traditionnelle. Les conditions de travail sont souvent contrôlées à partir d'autres compétences territoriales, hors de portée des lois ou des directives sur les normes du travail, et peuvent être modifiées sans préavis. Présenté comme « progrès technologique », il s'agit en réalité d'une stratégie capitaliste visant à intensifier l'exploitation de la classe ouvrière et à entraver la capacité des travailleurs et travailleuses à se syndiquer, puisqu'ils sont souvent placés en concurrence les uns avec les autres et ne se rencontreront peut-être jamais en personne.

Les progrès scientifiques dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), et son application au processus de production, accentuent rapidement les contradictions inhérentes au capitalisme. L'IA a le potentiel d'améliorer la santé et la qualité de vie de l'ensemble de l'humanité, de faciliter les avancées scientifiques permettant d'inverser la destruction de l'environnement et le changement climatique, et de réduire considérablement le temps de travail nécessaire, d'augmenter le temps de loisirs, etc. Mais dans le cadre des relations capitalistes, la recherche sur l'IA vise plutôt à accroître les profits des employeurs en éliminant des catégories entières de travail humain, au détriment des travailleurs, de leurs familles et de leurs communautés, et vers des applications militaires (telles que les systèmes d'armes létales autonomes) susceptibles de menacer l'humanité tout entière. À moins d'être inversée, cette voie conduira à la marginalisation et la paupérisation généralisées de la classe ouvrière, à une plus grande dégradation des droits du travail et des droits démocratiques, ainsi qu'à l'agression et à la guerre.

La révolution scientifique et technologique a intensifié l'anarchie de la production et les inégalités du développement capitaliste. La concurrence féroce entre les multinationales et les groupes financiers rivaux pousse chaque entreprise à introduire des technologies permettant de réduire les coûts. Mais les innovations technologiques sont extrêmement coûteuses, et leur implantation dans les lieux de travail accentue la baisse du taux de profit. Le capital financier essaie, à son tour, de compenser cette baisse tendancielle du taux de profit de plusieurs façons : (1) en réduisant ses coûts de main-d'œuvre par des réductions de salaire, des réductions d'avantages sociaux, des réductions de pensions, l'accélération de la cadence de production, l'allongement de la journée de travail, des contrats de travail, des licenciements, des fermetures d'usines et d'autres formes de restructuration des entreprises; (2) en absorbant ses concurrents ou en fusionnant avec eux; (3) en redistribuant les revenus des travailleurs et travailleuses à la classe capitaliste par le

biais de politiques fiscales; (4) en privatisant des parties du secteur public et en les transformant en nouvelles sources de profit; et (5) en forçant l'accès à de nouveaux marchés par le biais d'accords commerciaux et d'investissement et, s'il le faut, par une agression militaire.

Les progrès en technologie de l'information représentent un facteur clé dans la mondialisation et la normalisation de nombreux secteurs de production. Dans un contexte général d'accroissement de la mobilité des capitaux, on observe en particulier une amélioration dans la transportabilité des produits. En augmentant le nombre et les types d'industries, le capital peut répondre aux grèves ou aux revendications des travailleurs et travailleuses en délocalisant rapidement – et presque sans interruption – des processus de production entiers de façon permanente ou temporaire. Comme pour toutes les révolutions technologiques précédentes, de tels changements de la production se reflètent dans la composition et la structure de la classe ouvrière, et exigent que le mouvement ouvrier se réorganise et développe de nouvelles tactiques ainsi que de nouvelles formes de lutte pour relever le défi, notamment en augmentant la coopération internationale et l'action conjointe du mouvement international de la classe ouvrière.

Bien que le capital monopoliste retarde parfois les percées scientifiques et techniques, allant même jusqu'à les supprimer dans ses propres intérêts, la tendance prédominante consiste à introduire de nouvelles technologies pour augmenter la productivité et réduire les coûts de production, afin d'obtenir plus de profits d'une main-d'œuvre moins nombreuse. Les multinationales états-unienne exercent une mainmise sur les technologies de pointe afin de miner davantage l'indépendance et la souveraineté du Canada, ce qui aurait pour effet d'entraver la recherche et le développement, ainsi que de réduire le nombre d'emplois qualifiés et de hautes technologies disponible pour les travailleurs canadiens.

Le coût extrêmement élevé de la modernisation de l'économie, par l'implantation des technologies les plus récentes, se finance grâce aux profits exorbitants arrachés à la classe ouvrière dans les pays capitalistes développés, grâce aux capitaux siphonnés par les sociétés multinationales dans les pays les plus exploités et les plus pauvres, et grâce aux généreuses subventions gouvernementales accordées au commerce et à l'industrie, et payées à même les impôts des masses laborieuses.

Les accords de libre-échange ont entraîné la désindustrialisation et l'exportation de centaines de milliers d'emplois, créant ainsi un vaste bassin de chômeurs utilisés pour faire baisser les salaires et réduire les conditions de travail de la main-d'œuvre salariée et syndiquée.

Ces accords de libre-échange contiennent des clauses de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), en vertu desquelles un tribunal composé d'avocats d'affaires peut annuler la législation nationale d'un État en matière de santé, d'environnement et de finances. Une société multinationale qui prétend avoir subi une perte de profits actuels ou futurs en raison de l'application de ces lois peut poursuivre l'État. Ces tribunaux nommés par les entreprises permettent aux avocats d'agir à tour de rôle en tant que « juges », et à engager des poursuites en faveur des entreprises contre les gouvernements; un conflit d'intérêts qui devrait être considéré comme illégal en droit. Seules les entreprises peuvent

poursuivre l'État. À l'inverse, l'État ne peut pas poursuivre les entreprises. Il s'agit là d'une victoire garantie pour les entreprises sur la souveraineté de l'État et d'une menace pour la démocratie.

Ces accords contribuent également à la surexploitation des travailleurs et travailleuses dans les pays de destination. L'unité et la solidarité de la classe ouvrière internationale sont le meilleur moyen de contrer les sociétés multinationales et leur stratégie visant à monter les travailleurs les uns contre les autres dans leur quête d'augmentation des superprofits.

L'État adopte les mesures économiques, organisationnelles et administratives nécessaires pour briser la résistance face à l'introduction de nouvelles technologies. Ainsi, voit-on s'intensifier les attaques contre l'existence même des syndicats et leur capacité à résister au caractère anti-ouvrier des restructurations. Cet assaut des entreprises est mené dans le but d'affaiblir et de miner les normes et les lois du travail telles que le droit de se syndiquer, de négocier des conventions collectives et de faire la grève; en plus de s'attaquer aux salaires réels et aux programmes sociaux.

Le problème social le plus grave lié à l'introduction des nouvelles sciences et technologies est la croissance du chômage. Si la création d'emplois au cours de la révolution scientifique et technologique a eu tendance à favoriser les travailleurs et travailleuses du secteur de l'ingénierie, de la recherche et de la haute technologie, le taux de formation professionnelle a quant à lui chuté en dessous du taux de croissance de la population dans son ensemble. L'augmentation des taux de chômage endémique et de sous-emplois est devenue un phénomène de masse, indépendant des phases de reprise et d'expansion du cycle économique. Le Canada est confronté aux conséquences tragiques d'une génération de jeunes, dont bon nombre ne travailleront peut-être jamais à temps plein, voire jamais du tout. Les travailleurs et travailleuses au chômage qualifiés de « plus âgés » par les employeurs sont victimes de discrimination et se voient refuser la réintégration sur le marché du travail, en raison de leurs compétences inadéquates et de la non-rentabilité de les recycler pour une durée de vie professionnelle restante relativement brève.

Cette tendance qui devrait se maintenir accentuera les conflits sociaux.

Dans un contexte de chômage élevé et de processus de production très flexible, on observe une croissance notable du travail à temps partiel, temporaire et contractuel, en particulier chez les femmes, les travailleurs racisés et les jeunes travailleurs. Une législation régressive du travail prive souvent ces travailleurs des garanties de salaire minimum, de la sécurité d'emploi, des prestations de sécurité sociale ou du droit de se syndiquer. Cette réalité isole un grand nombre de travailleurs et travailleuses à temps partiel du reste de la main-d'œuvre et, notamment, du mouvement syndical, une tendance renforcée par la nature du travail précaire et les conditions mêmes des travailleurs précaires.

La combinaison du chômage et du sous-emploi a entraîné un niveau qualitativement nouveau de pauvreté, atteignant de nouvelles couches de la population. À moins d'être combattus par la classe ouvrière et les personnes à l'esprit démocratique, la réaction et le fascisme exploiteront les craintes et l'insécurité ressenties par les chômeurs permanents, les personnes marginalisées, les agriculteurs pauvres et les petits entrepreneurs ruinés.

Le chômage structurel accentue les divisions existantes entre les personnes qui occupent un emploi, les chômeurs et les personnes écartées de façon permanente du marché du travail. L'armée de réserve des chômeurs peut être utilisée non seulement pour faire baisser les salaires, mais aussi pour dresser des secteurs de travailleurs les uns contre les autres. Le capitalisme monopoliste d'État utilise cette tactique de concurrence et de stratification comme un moyen de s'attaquer aux masses laborieuses. La population active, constamment forcée de payer plus d'impôts directs et indirects, se dresse contre les pauvres et les chômeurs, qui paient eux aussi des impôts directs et indirects, mais dont le sort reste toujours plus désespéré au fur et à mesure que les programmes sociaux destinés à leur venir en aide sont systématiquement réduits.

Malgré le chômage chronique, la classe ouvrière continue de croître tant en termes relatifs qu'absolus. L'exode historique des populations rurales à destination des villes ne constitue plus la principale source de croissance de la classe ouvrière. Ses rangs s'accroissent désormais principalement grâce à la tendance à la collectivisation et à la prolétarisation des professions, de semi-professions, des secteurs commerciaux, administratifs et de bureau, et grâce à la participation accrue du nombre de femmes et de nouveaux immigrants à la main-d'œuvre rémunérée.

L'immigration est, particulièrement, en train de changer le visage de la classe ouvrière au Canada. En effet, de nombreuses personnes racisées viennent grossir ses rangs, créant ainsi une main-d'œuvre de plus en plus multiethnique et multilingue, surtout dans les principaux centres urbains. Les nouveaux immigrants apportent souvent non seulement la diversité ethnique et culturelle au sein de la classe ouvrière, mais aussi leur expérience, leur militantisme et leur conscience de classe, développés par les luttes de classe dans leurs pays d'origine.

D'importants changements sont survenus dans la composition sectorielle de la classe ouvrière. Historiquement parlant, cette dernière était principalement composée de travailleurs manuels, en particulier d'ouvriers dans les usines, les mines et autres entreprises de grande envergure, dont le travail était collectif, discipliné et directement subordonné aux exigences de l'accumulation capitaliste. De nouveaux secteurs importants de la classe ouvrière se sont développés, notamment dans le secteur public et des industries de services, où les travailleurs sont principalement des femmes. La révolution scientifique, technologique et informationnelle en cours crée également de nouvelles industries et professions, tout en transformant les plus anciennes. Les travailleurs et travailleuses des nouvelles industries technologiques de masse, des institutions publiques et des grandes industries de services jouent un rôle toujours plus actif et à part entière au sein du mouvement syndical organisé, aux côtés de leurs frères et sœurs des industries plus traditionnelles.

Certains des nouveaux secteurs de la main-d'œuvre, composés de travailleurs et travailleuses plus jeunes, apportent un regain de militantisme et de dynamisme au mouvement syndical. Bien que beaucoup d'entre eux manquent d'expérience, leur énergie et leur détermination à se battre ont un impact globalement positif sur le développement du mouvement syndical organisé. Toutefois, l'impact le plus important sur ce dernier est le développement des syndicats du secteur public, qui représentent maintenant plus de 60

pour cent du mouvement syndical et se composent d'une majorité de femmes. Dans l'ensemble de ce mouvement, les femmes représentent désormais plus de 50 pour cent des membres et ont apporté une nouvelle dynamique ainsi qu'une résurgence à la lutte des classes.

Depuis les années 1970, on assiste à une augmentation du nombre et de la proportion des travailleurs et travailleuses autonomes au Canada. Les médias capitalistes déforment cette évolution en prétendant qu'il y a eu une résurgence de l'enthousiasme et des valeurs pour le capitalisme au sein de la société. En réalité, bon nombre de ces nouveaux « entrepreneurs » sont le résultat de la sous-traitance, des licenciements et de la pauvreté, sans réelle indépendance, au niveau de vie inférieure et ayant plus de points en commun avec les travailleurs qu'avec les capitalistes.

Malgré ces changements, la classe ouvrière reste une classe composée de salariés qui ne possèdent pas de moyens de production, de distribution ou d'échange, doivent vendre leur force de travail pour vivre et sont directement ou indirectement exploités par les capitalistes. Le conflit irréconciliable entre le travail et le capital demeure l'axe principal de la vie sociale et politique.

La crise dans les régions rurales au Canada

Le capitalisme monopoliste d'État est responsable de la crise agricole au Canada. Le déclin historique de sa population agricole est principalement attribuable à la tendance du capitalisme à concentrer la richesse entre de moins en moins de mains, en l'occurrence en évinçant les petits agriculteurs et agricultrices qui ne peuvent se permettre les coûts plus élevés de machines plus productives et d'autres intrants. Les politiques des gouvernements, favorables aux monopoles, n'ont fait que renforcer cette tendance. Les monopoles financiers et industriels dominent l'agriculture, et les agriculteurs sont obligés de payer des prix de monopole élevés pour les semences, l'équipement et d'autres intrants, tandis que les prix qu'ils obtiennent pour leurs produits sont fixés par les puissants monopoles de l'emballage, de la mouture, de la manutention des grains et du transport ferroviaire. Le capital monopoliste escroque les agriculteurs en contrôlant les marchés, les prix et les crédits. Il étend sa domination sur l'agriculture par le biais du secteur de l'agroentreprise et l'introduction forcée de biotechnologies telles que les cultures génétiquement modifiées, dont l'utilisation est strictement contrôlée par les monopoles agricoles.

Le contrôle et la propriété des terres et des ressources en capital, de plus en plus entre les mains de monopoles, imposent des dettes écrasantes aux exploitations agricoles familiales, accélérant ainsi les faillites et chassant la population agricole hors de ses terres en nombre record. La faillite des fermes familiales ou la transformation de ces familles en travailleurs agricoles – c'est-à-dire leur prolétarianisation croissante – et le recours toujours plus fréquent à une main-d'œuvre migrante fortement exploitée sont une conséquence directe du contrôle par le capital financier de l'agriculture et des industries agroalimentaires et des machines agricoles.

Une situation semblable touche d'autres producteurs primaires, tels que les pêcheurs et les propriétaires de terres à bois, qui dépendent de la préservation des ressources renouvelables de la terre et de la mer. La domination de ces industries par les grandes entreprises et l'introduction d'équipements de récolte et de transformation de haute technologie épuisent rapidement la base de ressources, entraînant dans certains cas des catastrophes environnementales. Les petits producteurs primaires sont également à la merci de ces grandes entreprises, auxquelles ils doivent vendre leurs récoltes. Coincés entre une monopolisation croissante, la hausse des coûts d'exploitation et de la dette, la baisse des prix de gros et l'épuisement des ressources, ces producteurs primaires et leurs familles voient leurs revenus diminuer; et des milliers d'entre eux sont contraints d'abandonner complètement leurs moyens de subsistance.

La restructuration technologique et l'épuisement des ressources forestières et minérales du Canada entraînent, également, d'importantes répercussions sur les travailleurs industriels, notamment les mineurs et les travailleurs du bois, qui vivent et travaillent dans des collectivités rurales et isolées. L'automatisation, l'épuisement des ressources ou ces deux éléments combinés ont éliminé plusieurs milliers d'emplois bien rémunérés et syndiqués.

Cette crise qui touche les agriculteurs familiaux et les producteurs primaires, les mineurs et les travailleurs du bois est en train de détruire la base économique de nombreuses collectivités rurales et petites villes partout au Canada, ruinant les petites entreprises indépendantes et augmentant le chômage à la campagne.

La crise environnementale

Sous le capitalisme, tant la main-d'œuvre que l'environnement naturel sont exploités en vue de satisfaire l'objectif primordial des capitalistes, à savoir : le profit privé. En tant que système, le capitalisme ne peut exister qu'en augmentant continuellement l'étendue et l'intensité de l'exploitation et de l'appauvrissement de la main-d'œuvre, de même que le pillage de l'environnement.

Le système impérialiste est la cause fondamentale de la dégradation de l'environnement et de l'inégalité dans l'utilisation des ressources. Le capitalisme, en tant que mode de production et de consommation, a élevé la dégradation de la nature à des niveaux historiquement sans précédent. Au Canada, à titre d'exemples, nous n'avons qu'à penser à l'extraction des sables bitumineux et aux impacts sociaux et sanitaires dévastateurs sur les peuples autochtones du nord de l'Alberta, à l'épuisement de nombreux stocks de poissons de la côte est et du Pacifique, à la menace de disparition de la forêt pluviale tempérée et des forêts anciennes du Canada en raison des pratiques de coupe à blanc, à l'aggravation de la pollution du bassin hydrographique des Grands Lacs et à la détérioration du milieu urbain qui ne cesse de s'aggraver dans de nombreuses villes.

La contradiction croissante entre le mode de production capitaliste et l'environnement mondial menace la planète entière. L'expansion du capitalisme s'étendant à tous les continents, l'ampleur de la consommation et du gaspillage des ressources et de l'énergie, ainsi que la prolifération de nouvelles formes et concentrations de produits et de substances

toxiques ont provoqué une destruction sans précédent des écosystèmes et de l'extinction de nombreuses espèces. Désignée par plusieurs scientifiques sous le nom d'anthropocène, la sixième grande vague d'extinctions et de perte de biodiversité dans l'histoire de la Terre est directement liée à l'impact des activités économiques humaines, en particulier le changement climatique et le réchauffement de la planète, causés par les émissions de carbone et l'incapacité de réduire considérablement la consommation de combustibles fossiles. Des régions entières sont touchées par la pollution atmosphérique, des réseaux de lacs et de rivières rendus toxiques, les eaux et rivages des océans souillés et les sols dégradés. Les dernières grandes forêts de la planète sont gravement menacées. Les problèmes liés à l'expansion tentaculaire des villes, au trafic routier et aux ordures se multiplient, les déchets nucléaires s'accumulent, les nappes phréatiques s'épuisent tandis que se poursuit la perte d'habitat des animaux. Bien qu'aucun pays n'en soit à l'abri, les éléments les plus graves de la dégradation de l'environnement, tels que la montée du niveau des océans et les sécheresses, affectent les populations des pays de l'hémisphère sud, qui exigent des réparations climatiques de la part des sociétés multinationales et des puissances impérialistes. De plus, la classe ouvrière est la plus touchée par la dégradation catastrophique de l'environnement, alors que les riches sont protégés des pires effets de la pollution, des catastrophes naturelles et du changement climatique. Les communautés racisées sont particulièrement touchées par les industries polluantes et sont moins enclines à bénéficier d'efforts de nettoyage. Le racisme environnemental est ancré dans les pratiques d'extraction des ressources, l'absence de développement durable, l'inégalité d'accès aux terres arables et à l'eau potable, ainsi que l'exploitation capitaliste mondiale de l'environnement.

Le Canada dispose de certaines des plus importantes bases de ressources et réserves environnementales encore disponibles au monde. Mais, les abus environnementaux commis par les entreprises et l'inaction des gouvernements qui devraient pourtant mettre fin à une telle dévastation et l'inverser, menacent nos terres, nos rivières et nos rivages, l'air que nous respirons, notre flore et notre faune, ainsi que la santé de la population. Du fait de sa nature, le capitalisme se trouve incapable de résoudre la crise environnementale, puisque sa quête inhérente de profit tend à accélérer l'expansion et l'intensification de l'extraction des ressources. Même les plus petites réformes, telles que des moratoires déterminés et limités sur l'extraction des ressources, se heurtent à une résistance acharnée. Sa préoccupation pour l'emploi dissimule une recherche de profits toujours plus élevés.

La lutte des travailleurs et travailleuses pour la santé et la sécurité au travail, ainsi que pour la sécurité d'emploi est indissociable de la lutte pour la protection et la restauration de l'environnement dans son ensemble, de même que pour un changement fondamental des mentalités et des relations économiques à l'égard de l'environnement. L'ampleur de l'exploitation et des crises capitalistes fait que les enjeux environnementaux sont désormais inévitablement liés aux conditions de vie de la classe ouvrière, et cela ici même au Canada. Une partie du mouvement syndical, en particulier certains syndicats du secteur des ressources, a adhéré aux plans d'activités des entreprises qui opposent les mesures de protection de l'environnement à l'emploi. La protection de l'environnement est un processus continu exigeant un effort décisif, uni et à long terme de la part de toutes les forces progressistes contre leur ennemi commun : le capitalisme de monopole.

À elles seules, les réformes environnementales ne peuvent enrayer la tendance générale à la dégradation de l'environnement, et les nombreuses mesures de protection mises en œuvre jusqu'ici sont aujourd'hui affaiblies ou détruites par la déréglementation néolibérale et les compressions budgétaires. Le capital n'a jamais pleinement accepté les atteintes à sa propriété privée et à son « droit » d'exploiter. Ni les sociétés multinationales ni les capitalistes dans leur ensemble ne sont capables de résoudre la crise environnementale. L'ampleur des problèmes environnementaux qui s'accumulent est telle, l'urgence de mettre en œuvre des solutions connues si grande, et la crise qui s'aggrave si enracinée dans la nature du capitalisme, qu'un changement démocratique révolutionnaire contre le capitalisme lui-même s'impose. Un tel changement fondamental ne peut se faire que par l'action politique organisée de la classe ouvrière et de ses alliés.

Les anciennes sociétés socialistes ont tenté, avec plus ou moins de succès, d'éviter la destruction de l'environnement causée par l'exploitation capitaliste des ressources naturelles. Plusieurs pays socialistes ont également dû faire face aux dommages environnementaux considérables, causés par l'utilisation intensive d'armes chimiques et biologiques par l'impérialisme au cours de ses guerres d'agression contre leurs pays et leurs peuples. Mais, contraints de rivaliser économiquement et militairement avec les pays impérialistes, ils ont souvent commis de graves erreurs entraînant de graves dommages environnementaux. Un facteur important aggravant ce problème a été l'absence de discussion et de débat approfondis de la part d'un certain nombre de partis communistes au pouvoir, qui a affecté négativement les possibilités de prévenir ou de corriger rapidement ces erreurs, afin que le socialisme puisse se construire sur une base écologiquement durable. De telles atteintes à l'environnement ne sont toutefois pas inhérentes au socialisme, car il ne s'agit pas d'un système régi par la course aux profits privés. En fait, le socialisme a permis à Cuba et à la Chine de commencer à s'attaquer à la crise environnementale de manière systématique, par exemple en se tournant massivement vers les énergies renouvelables.

Le socialisme place l'environnement avant les profits, fournissant ainsi les conditions préalables nécessaires à la durabilité de l'environnement et offrant la seule alternative systémique permettant d'éviter la catastrophe, grâce à des mesures économiques planifiées visant à réduire considérablement les émissions de carbone. Seul le socialisme permettra à l'humanité de s'attaquer scientifiquement à l'impact considérable de la destruction sauvage et anarchique de l'environnement naturel par le capitalisme. Les connaissances de l'humanité et les sources d'énergie doivent être utilisées de façon à préserver la Terre pour les générations futures.

La crise des conditions sociales

La domination du capital financier et l'adoption de politiques néolibérales par ses gouvernements ont aggravé les contradictions sociales et les problèmes de société de toutes sortes.

Les droits humains et sociaux – c'est-à-dire le droit à un emploi satisfaisant, les droits à l'éducation et aux soins de santé, les droits à un logement convenable et à la sécurité

sociale pour les personnes âgées, le droit des femmes à une pleine égalité sociale et économique, les droits des immigrants et des autres minorités, les droits des travailleurs et le droit à la dissidence politique –, sont continuellement érodés et attaqués, voire carrément niés. La reconnaissance des droits des personnes 2S/LGBTiQ a connu des avancées majeures. Cependant, ces droits sont également érodés et il existe un mouvement visant à les nier complètement.

La pauvreté, l'itinérance et le désespoir social sont devenus chroniques pour des millions de Canadiens et Canadiennes. Les soins de santé, l'éducation, l'assurance-emploi, les régimes de retraite et d'indemnisation des accidents du travail ainsi que d'autres programmes et services publics sont réduits et privatisés. Les logements sociaux et publics, y compris les logements coopératifs, sont en voie de disparition. Le « filet de sécurité sociale », pour lequel les masses laborieuses se sont battues pendant des décennies, se trouve dans un état lamentable.

La vie sociale et culturelle du pays tend à se détériorer. L'aliénation donne lieu à la criminalité, au fascisme, à la toxicomanie, à la maltraitance et à la violence contre les femmes et les enfants, ainsi qu'à d'autres formes d'exploitation et de comportement antisocial. La cupidité et l'égoïsme, le culte de la consommation, l'apathie et l'indifférence, ainsi que l'individualisme effréné sont alors encouragés. Cependant, les valeurs sociales positives telles que la coopération, la solidarité et l'entraide communautaire sont également présentes et en développement, représentant ainsi la riposte du peuple.

Grâce au contrôle qu'il a sur l'économie, l'appareil d'État, les sciences, les médias et les moyens de communications de masse, l'éducation, la culture et les loisirs, le capital monopoliste exerce une pression psychologique et idéologique constante sur tous les aspects de la vie des gens. Il transforme tout en marchandise, déforme et étouffe le développement des arts et des sciences, ainsi que la vie culturelle en général. Il transforme un nombre toujours croissant de scientifiques, d'artistes et de professionnels en laquais des grandes entreprises. Il soumet la santé physique et mentale des masses laborieuses à une pression constante et croissante. L'aliénation et l'exclusion que perpétue le capital ont pour effet d'isoler de plus en plus les individus.

* * * * *

Le système capitaliste est depuis longtemps devenu parasitaire, incapable de répondre aux besoins grandissants de la population et peu disposé à le faire. Par conséquent, les luttes ouvrières visant à satisfaire leurs propres besoins économiques et pour la démocratie, la souveraineté et l'indépendance sont en fait des luttes contre le capital financier, aussi bien canadien qu'international.

Chapitre 3

LE CANADA DANS UN MONDE EN CHANGEMENT

Au cours du siècle dernier, la révolution scientifique et technologique a créé d'immenses possibilités d'améliorer la qualité de vie. Jamais auparavant l'humanité n'avait disposé de telles possibilités lui permettant de développer autant la productivité que la créativité, tout en réduisant le travail manuel et le temps de travail. Nous avons aujourd'hui la capacité de vaincre la faim, la maladie et la misère partout dans le monde, de permettre une vie digne à tous les peuples et, en même temps, de léguer aux générations futures une planète saine et viable avec ses différents écosystèmes.

Pourtant, au lieu de réaliser ce potentiel, la forte croissance des forces productives et de la richesse sociale sous le capitalisme sert à intensifier l'exploitation du travail humain, ainsi que le pillage et la destruction de l'environnement mondial. Au lieu d'améliorer la vie, le capitalisme utilise les progrès de la technologie pour produire la plus coûteuse des nouvelles générations d'armes meurtrières de destruction massive, et menace l'existence même de l'humanité et d'autres espèces sur notre planète.

Il est donc de la plus haute importance de définir les traits et caractéristiques actuels du système capitaliste mondial, afin de pouvoir déterminer les tâches qui incombent aux communistes et aux forces révolutionnaires et progressistes aujourd'hui. La société capitaliste a connu d'importants changements au cours du siècle dernier. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, a pris forme. Des monopoles se sont créés et ont fini par jouer un rôle décisif dans la vie économique, sociale et politique. Le capital bancaire et le capital industriel ont fusionné pour former le capital financier, de même qu'une oligarchie financière. L'exportation des capitaux a pris une plus grande importance par rapport à l'exportation des marchandises. Des associations internationales monopolistes de capitalistes se sont formées, conduisant à une nouvelle étape dans l'internationalisation du capital et de la production. Le capitalisme monopoliste d'État – la fusion des monopoles les plus puissants du capital financier et de l'appareil d'État bourgeois – a finalement vu le jour.

Le développement de l'impérialisme et la lutte entre les principales puissances capitalistes pour rediviser le monde ont également conduit à des guerres inter-impérialistes mondiales, à la montée du fascisme, au pillage colonial et néocolonial, ainsi qu'à l'agression impérialiste contre les peuples dans de nombreux pays.

Le XXe siècle est également marqué par d'importantes avancées scientifiques, politiques et sociales. L'événement politique le plus important, étant la Révolution socialiste d'octobre 1917 en Russie, qui porte la classe ouvrière au pouvoir politique, conduit à la formation du premier État socialiste et marque le début d'une nouvelle ère dans le développement des relations sociales humaines. Cette révolution historique, le rôle décisif joué par l'URSS dans la défaite du fascisme et l'émergence consécutive d'autres États

socialistes, regroupant ensemble un tiers de la population mondiale, ont eu un impact profond sur l'évolution du monde.

La tendance révolutionnaire au sein du mouvement de la classe ouvrière a grandi et mûri, et d'autres révolutions socialistes ont eu lieu. Des luttes de libération nationale ont réussi à briser les chaînes du joug colonial dans l'ensemble du « Tiers Monde ». Des luttes de classe et des luttes démocratiques acharnées, menées au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays capitalistes, ont permis d'obtenir de nombreux gains sociaux et économiques importants pour les masses laborieuses, et d'étendre les droits de la personne pour les travailleurs, les femmes et les jeunes dans de nombreux pays.

Néanmoins, dans les années 1970, le capitalisme mondial entre dans une nouvelle phase. L'accumulation du capital dans les pays impérialistes doit alors faire face à l'intensification de la concurrence internationale, à l'essor de la révolution technique dans les communications et les transports, à l'augmentation astronomique des dépenses en armement et à des crises énergétiques. Poussé par la baisse du taux de profit, le capital financier s'engage dans une voie néolibérale caractérisée par une forte intensification de l'exploitation de la main d'œuvre et de l'environnement, ainsi qu'une accélération de la mondialisation capitaliste. Fondé sur l'augmentation des exportations de capitaux et leur mobilité internationale, le pillage des sources extérieures de main-d'œuvre et de ressources naturelles, ainsi que l'internationalisation de la production et des marchés dominés par des monopoles impérialistes, un ordre mondial néolibéral commence dès lors à prendre forme.

Peu à peu, puis plus ouvertement, les politiques publiques se sont tourné vers la privatisation, la déréglementation, la sous-traitance, la réduction d'impôts sur les sociétés, le libre-échange, les attaques contre les normes du travail et de l'environnement, ainsi que le démantèlement des programmes sociaux. Il ne s'agissait pas là simplement d'un changement de « politique », mais bien d'un élément clé des nouvelles conditions de l'accumulation du capital à l'échelle internationale. Tous les partis capitalistes – conservateurs, libéraux, sociaux-démocrates – se sont engagés dans la même direction générale, bien qu'à des rythmes différents.

Ce changement mondial s'est traduit par une plus grande paupérisation, tant absolue que relative. Les normes de santé et d'éducation ont chuté. Dans les pays en voie de développement, l'effondrement et la stagnation de l'agriculture ont entraîné une migration massive des paysans vers les villes, submergeant les infrastructures urbaines sous-financées et générant des crises environnementales. Partout dans le monde, l'armée de réserve des chômeurs s'est considérablement accrue.

La nouvelle phase néolibérale du capitalisme a révélé plus clairement le caractère prédateur, parasitaire et moribond de l'impérialisme. Le capitalisme, en tant que système, et sa classe dirigeante ne se maintiennent en place qu'au détriment des grandes masses laborieuses et de l'environnement mondial. Les politiques anti-ouvrières et anti-populaires des gouvernements capitalistes ont conduit, non pas au progrès social, mais plutôt à la régression sociale, aggravant les immenses problèmes auxquels l'humanité se trouve maintenant confrontée.

La situation actuelle sur la scène internationale est marquée par les politiques barbares et inhumaines de l'impérialisme. L'humanité vit des heures sombres en raison de la volonté agressive de domination et d'assujettissement de l'impérialisme, qui se manifeste encore plus ouvertement depuis la défaite du socialisme en Union soviétique et dans plusieurs autres pays anciennement socialistes.

Les revers dramatiques subis par le socialisme au cours de la dernière décennie du XXe siècle ont modifié l'équilibre des forces sociales et de classe dans le monde en faveur de l'impérialisme, forçant les mouvements ouvriers, progressistes et anti-impérialistes du monde entier à se mettre à la défensive.

L'impérialisme profite pleinement de la nouvelle situation résultant de ce recul historiquement temporaire. Les puissances impérialistes, et celle des États-Unis en particulier, intensifient leurs efforts pour étendre leur domination économique, politique et militaire aux quatre coins du monde. L'impérialisme états-unien a adopté une stratégie mondiale visant à étendre sa sphère d'influence et à s'emparer de tous les marchés et sources possibles de matières premières.

Loin de disparaître, toutes les grandes contradictions ayant façonné le monde au cours du siècle dernier ne cessent de s'accroître. Cela crée des conditions objectives permettant de renforcer la lutte des travailleurs et des peuples, une lutte indispensable ouvrant des perspectives d'une alternative progressiste.

Parmi ces contradictions se trouvent celle entre le travail et le capital à l'échelle internationale, ainsi qu'au sein de chaque pays capitaliste respectif; celle entre l'impérialisme et les forces socialistes dans le monde; celle entre l'impérialisme et les peuples des pays en voie de développement; celle entre les principaux pays impérialistes eux-mêmes; et celle entre le mode de production capitaliste et l'environnement mondial.

Dans un monde dominé par les rapports de production capitalistes, la contradiction la plus importante et la plus fondamentale demeure encore celle entre le travail et le capital. Les actions des organisations capitalistes internationales et des multinationales accentuent la contradiction entre la nature sociale de la production et l'appropriation capitaliste de sa production. L'une ou l'autre de ces principales contradictions pourrait, à tout moment, s'intensifier et passer au premier plan. De plus, chaque contradiction en cours de maturation agit sur les autres et les accentue davantage, approfondissant ainsi la crise généralisée du capitalisme.

L'énorme potentiel de développement des forces productives créé par le progrès scientifique et technique est faussé et limité par la logique des rapports de production capitalistes et la recherche du profit maximum. Des secteurs entiers de la principale force productive – les masses laborieuses – sont dévalorisés, mis au rancart et même éliminés. Le chômage, le sous-emploi et le manque d'éducation représentent un énorme gaspillage de potentiel économique ainsi qu'une tragédie humaine. Par ailleurs, la tendance à la privatisation et à la réduction des dépenses sociales signifie que toute recherche qui ne semble pas offrir de gros profits aux entreprises sera étouffée, peu importe à quel point elle est susceptible d'améliorer les conditions humaines ou environnementales.

Le rythme d'accumulation et de concentration du capital lui-même est effarant. Stimulées par une concurrence féroce pour le contrôle du marché mondial, et impliquant même les plus grandes multinationales, les acquisitions et les fusions d'entreprises concentrent le pouvoir économique et politique entre les mains d'une super-élite de capitalistes de moins en moins nombreuse. La restructuration radicale de l'industrie et du commerce, ainsi que les rationalisations massives et les « réductions du personnel » qui en résultent, ont un effet dévastateur sur les travailleurs, les agriculteurs, les professionnels et les autres membres des couches moyennes, et même sur les petites entreprises non monopolistes.

Les changements profonds dans l'organisation du lieu de travail et les taux d'exploitation, associés à des politiques gouvernementales néolibérales inspirées par les entreprises, modifient radicalement la répartition des richesses et des revenus dans tous les pays capitalistes.

Une autre tendance très alarmante est l'accroissement du capital fictif. De vastes ressources ne sont plus employées dans des entreprises productives, mais sont détournées vers la spéculation sur les devises, les « contrats à terme » et le marché boursier, où d'énormes profits sont siphonnés sans jamais générer une quelconque augmentation de la production. Cette spéculation empire le caractère anarchique propre à la production capitaliste, aggravant ainsi les crises cycliques et structurelles au sein des pays, à l'échelle régionale et mondiale.

Les politiques d'ajustement structurel et le modèle économique néolibéral en général ont un effet particulièrement dévastateur sur les femmes dans le monde entier. Avec l'apparition de la société de classe, le patriarcat commence à émerger comme un processus complexe plaçant les femmes en position d'infériorité économique, sociale, culturelle et politique. Pendant des siècles, le patriarcat s'est développé en même temps que le capitalisme jusqu'à devenir aujourd'hui une caractéristique institutionnalisée du développement capitaliste, forçant les femmes à porter le double fardeau de l'exploitation et de l'oppression. L'augmentation du chômage, les crises environnementales et l'impact des conflits régionaux accélèrent le processus d'appauvrissement et d'inégalité des femmes dans le monde. De plus, les agents du néolibéralisme cherchent à en déterminer la nature et à renforcer les institutions du patriarcat dans tous les pays, dans le but de préserver les profondes inégalités sociales et de s'en servir afin d'étendre l'impérialisme.

L'écart ne cesse de se creuser entre les niveaux de développement des pays capitalistes avancés et ceux en voie de développement. Les relations commerciales déloyales, les conditions usuraires de remboursement de la dette imposées par les banques et les institutions financières internationales, ainsi que le monopole impérialiste de la haute technologie concourent pour extraire des milliards de dollars en richesses des pays les moins avancés vers les centres impérialistes, ce qui a pour effet d'accentuer les disparités dans la division internationale du travail et du développement. Ce modèle de développement chaque fois plus inégal donne lieu à une instabilité croissante au sein des économies locales et régionales, entraînant le déclenchement de crises toujours plus violentes et prolongées que l'impérialisme est de moins en moins à même de contenir.

Sous la bannière de la « mondialisation », l'impérialisme s'évertue à restructurer toutes les relations internationales dans une direction profondément antidémocratique. Les organismes multilatéraux tels que l'OMC (Organisation mondiale du commerce), le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale travaillent en étroite collaboration avec les sociétés multinationales, les grandes banques internationales et les États impérialistes. Les pays qui résistent aux diktats impérialistes sont sévèrement punis par le désinvestissement et la fuite des capitaux, les attaques spéculatives contre les monnaies nationales, le retrait de l'aide étrangère, l'arrêt des transferts technologiques, les sanctions commerciales et les embargos et blocus économiques. L'impact de ces mesures est particulièrement dur pour les peuples des pays en voie de développement.

Là où de telles mesures s'avèrent insuffisantes, l'impérialisme n'hésite pas à recourir à la force militaire brutale pour parvenir à ses fins. Les agressions unilatérales menées par les États-Unis, seules ou avec le soutien d'autres États impérialistes, se produisent avec une fréquence alarmante. La capacité des puissances impérialistes de recourir à des menaces militaires et à des agressions ouvertes s'est considérablement accrue depuis la disparition de l'Union soviétique et de la communauté des États socialistes qui constituaient, auparavant, un contrepoids important à l'impérialisme des États-Unis.

L'un des principaux objectifs de cette offensive tous azimuts de l'impérialisme est d'anéantir les derniers États socialistes ou d'orientation socialiste. En recourant au chantage économique, à la pression militaire et à la pénétration idéologique, tout en tirant profit des difficultés et des contradictions internes, l'impérialisme cherche à affaiblir et finalement à démanteler le socialisme, ainsi qu'à restaurer les rapports capitalistes dans ces pays. La période de la « guerre froide » a beau être officiellement terminée, la lutte entre les forces de l'impérialisme et celles du socialisme continue de plus belle. L'un des éléments essentiels de l'offensive impérialiste est la campagne idéologique visant à discréditer le socialisme et à décourager les masses laborieuses de rejoindre la lutte pour une nouvelle vague de transformations socialistes.

L'impérialisme cherche également à consolider la restauration du capitalisme dans les anciens pays socialistes, à piller les richesses sociales de ces pays et à les maintenir dans un état de subordination et de dépendance. Les contradictions au sein même du camp impérialiste s'accroissent également. Bien que les puissances impérialistes aient comme intérêt commun d'imposer un marché mondial unique qu'elles pourraient dominer et contrôler, les trois principaux centres impérialistes que sont les États-Unis, l'Union européenne (UE) et le Japon se livrent une lutte acharnée pour le partage du butin de la domination mondiale. Alors que l'économie capitaliste mondiale devient de plus en plus volatile, chaque centre impérialiste cherche à protéger sa position privilégiée sur les marchés qu'il domine déjà (sa soi-disant « sphère d'influence »), tout en essayant simultanément de pénétrer d'autres marchés nationaux et régionaux, et de supplanter ses rivaux.

Pendant ce temps, l'impérialisme des États-Unis intensifie sa lutte pour consolider sa position dominante, renforcée par le renversement du socialisme dans l'ex-Union soviétique et les anciens pays socialistes au début des années 1990. Cela se manifeste non seulement par des relations divergentes et toujours plus antagonistes entre les trois

principaux centres impérialistes, mais aussi par des actions chaque fois plus agressives visant à freiner le développement et l'influence croissante de la Fédération de Russie et, en particulier, de la République populaire de Chine, qui est en train de supplanter les États-Unis en tant que première puissance économique mondiale. Les pressions économiques exercées par le biais de sanctions et de guerres tarifaires, combinées à l'empiètement stratégique militaire découlant de l'expansion de l'OTAN à l'Est et du renforcement militaire des États-Unis en Asie-Pacifique, exacerbent les tensions et pourraient bien mener à un conflit mondial, avec toutes les conséquences désastreuses que cela entraînerait.

L'impérialisme, et surtout celui des États-Unis, exacerbe les conflits ethniques, religieux et frontaliers, cultive le nationalisme et le chauvinisme, suscite des conflits régionaux et des guerres d'extermination, engendre des forces extrêmement réactionnaires et obscurantistes, et soutient des régimes répressifs et même fascistes.

La militarisation des relations internationales, la poursuite de la course aux armements et la campagne impérialiste visant à affaiblir le rôle et l'autorité des Nations Unies en faveur de « l'unilatéralisme », représenté par l'impérialisme des États-Unis et ses alliés de l'OTAN en sont les éléments les plus dangereux à considérer dans ce changement de réaction politique. La Charte des Nations Unies et les principes du droit international – fondés sur la pleine égalité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États – sont désormais régulièrement violés par les puissances impérialistes, sous le prétexte de la doctrine de la « responsabilité de protéger » (R2P) et/ou du « droit » de protéger leurs intérêts de sécurité nationale. Dans ces conditions, il est essentiel de défendre les principes du droit international et de maintenir le rôle de l'ONU, tout en faisant pression pour sa démocratisation.

L'impérialisme est la principale source de prolifération des armes, de propagation des conflits régionaux et du danger d'une guerre plus généralisée, voire mondiale. Tant et aussi longtemps qu'existera l'impérialisme subsistera le danger d'une guerre impérialiste. Elle constitue le principal danger qui pèse sur le monde aujourd'hui, menaçant l'avenir de l'humanité et de toute vie sur la planète.

Enfin, notre planète souffre également des conséquences de siècles de soumission de la nature au jeu aveugle des forces du marché capitaliste. Sous le capitalisme, autant le travail que l'environnement naturel sont soumis et exploités pour satisfaire l'objectif primordial des capitalistes : c'est-à-dire la plus-value (ou le profit privé). En tant que mode de production et de consommation, le capitalisme a élevé la dégradation de la nature jusqu'à atteindre des niveaux historiquement sans précédent. Ce n'est qu'en se libérant du capitalisme que l'humanité sera en mesure d'établir de nouvelles conditions, lui permettant un changement fondamental dans ses relations avec la nature. Comme le disait Friedrich Engels : « Et ainsi, les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein. »

Toutes ces caractéristiques montrent le vrai visage du processus de mondialisation. Son contenu principal est l'intensification de la tendance à concentrer et à centraliser les

richesses naturelles et productives du monde entre les mains d'une petite élite du capitalisme financier mondial, provoquant un appauvrissement et un chômage généralisés parmi les masses laborieuses et les peuples opprimés du monde entier.

La maturation de ces contradictions approfondit la crise systémique du capitalisme à l'échelle mondiale et suscite, inévitablement, une plus grande résistance et lutte de la part de la classe ouvrière et des opprimés dans tous les pays. Selon le rapport de forces entre les classes dans chaque pays, cela prend de nombreuses formes, y compris des batailles électorales, des manifestations massives et des grèves et, dans certains cas, la lutte armée. Pour contrôler cette opposition croissante, l'impérialisme se tourne davantage vers la réaction politique, telle que la restriction des droits individuels et collectifs et l'oppression manifeste par les services secrets et les mécanismes de l'État impérialiste.

La dépendance croissante du capitalisme à l'égard de la réaction politique et de la répression de l'État a entraîné la croissance de partis et de mouvements d'extrême droite dans le monde entier, y compris des partis fascistes ayant réussi à faire élire des représentants au sein de parlements, d'assemblées législatives et de conseils municipaux dans plusieurs pays.

La montée du fascisme est un indicateur de l'aggravation de la crise systémique du capitalisme. Cela dit, il ne s'agit pas de la succession normale d'un gouvernement par un autre. Il s'agit plutôt de la substitution d'une forme de domination de la classe bourgeoise par une autre, c'est-à-dire le remplacement de la démocratie bourgeoise par une dictature terroriste ouverte.

Les immigrants et les réfugiés fuyant les guerres d'agression impérialistes, l'oppression économique et politique et la dégradation de l'environnement, sont le plus souvent les boucs émissaires des partis et mouvements fascistes qui cherchent à diviser et à terroriser la classe ouvrière, ainsi qu'à liquider toute opposition au régime fasciste. Ces partis et mouvements fascistes représentent, selon Georgi Dimitrov, « les éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier », dont le but est d'écraser le mouvement de la classe ouvrière et la résistance populaire face au régime capitaliste et à son exploitation effrénée. Le fascisme est un chauvinisme débridé et une guerre prédatrice. Le fascisme est une réaction enragée et une contre-révolution. C'est l'ennemi le plus implacable de la classe ouvrière et de toutes les masses laborieuses.

Dans de nombreux pays, dont les États-Unis et le Canada, le populisme de droite est utilisé pour détourner les sentiments anticapitalistes croissants de ceux qui sont victimes de l'austérité et de la mondialisation capitaliste, ainsi que de la cupidité sans précédent des banques et des entreprises. Tout comme le fascisme, le populisme de droite capitalise sur la colère du peuple, ses griefs et son indignation, en utilisant la démagogie pour dénoncer les « élites », les « intérêts particuliers » et la « corruption », pour exiger des changements fondamentaux.

Tout comme le fascisme, le populisme de droite joue sur la division et attise les préjugés, en particulier contre les immigrants et les personnes racisées. Il se nourrit de xénophobie, de racisme, de misogynie, d'homophobie et de transphobie. Ses dirigeants se présentent comme les champions du peuple, reniant les allégeances politiques qui révèlent leur

essence anti-ouvrière et antidémocratiques. Mais contrairement au fascisme, le populisme de droite peut maintenir certains éléments de la démocratie libérale, comme les élections bourgeoises.

Le populisme de droite ne mène pas inévitablement au fascisme, comme le montre clairement la longue histoire de lutte contre le Crédit social au Canada anglais et les créditistes au Québec.

Toutefois, dans le contexte actuel où des mesures de plus en plus réactionnaires sont adoptées pour restreindre et supprimer les droits des travailleurs et les droits démocratiques, pour restreindre les droits relatifs aux parlements et aux assemblées législatives, et pour intensifier la répression du socialisme et des mouvements révolutionnaires dans tous les pays capitalistes, il est clair que le populisme de droite prépare souvent le terrain à l'émergence de mouvements et de partis politiques d'extrême droite, notamment des organisations fascistes et suprémacistes blanches.

La lutte contre la réaction et le fascisme exige l'unité de la classe ouvrière, des mouvements populaires et de tous ceux qui valorisent la démocratie, afin de s'engager dans une lutte de masse pour vaincre le fascisme là où il détient le pouvoir, et l'empêcher de s'implanter là où il s'organise et recrute, en particulier parmi les jeunes et les chômeurs.

Le Parti communiste appelle à une lutte de masse contre le fascisme, la réaction et la guerre impérialiste, dont les défenseurs sont très actifs au Canada, et exige l'interdiction des organisations fascistes. Le Parti communiste, véritable défenseur et champion des travailleurs, exige également la fin de l'austérité, ayant créé la base sociale permettant au fascisme de prospérer, et une action immédiate visant à répondre aux besoins urgents des masses laborieuses en matière d'emplois, de salaires et de niveaux de vie plus élevés, d'accès à l'éducation postsecondaire, de soins de santé universels et de programmes sociaux, ainsi que d'égalité, de démocratie, de souveraineté et de paix.

La réalité sociale contemporaine montre la nécessité, pour la classe ouvrière, de lutter pour une réponse révolutionnaire au capitalisme, c'est-à-dire : renforcer la résistance au capital financier international et aux gouvernements qui défendent leurs intérêts de classe, ainsi qu'à l'idéologie bourgeoise qui justifie leurs politiques et leurs actions. Seule une lutte anti-impérialiste guidée par une conscience de classe peut affaiblir la position dominante du capital financier monopoliste au Canada et à l'échelle internationale, créer les conditions nécessaires pour renverser son pouvoir et construire le socialisme.

Alors que l'expansion internationale du capital transforme le rôle des gouvernements nationaux et restreint leur fonction de régulation économique au profit d'organisations telles que l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, la fonction coercitive de l'État demeure un instrument essentiel servant à protéger les intérêts du capital monopoliste et à réprimer l'opposition. Par conséquent, la lutte pour des réformes démocratiques et antitrust en profondeur et, ultérieurement, pour le pouvoir politique de la classe ouvrière doit toujours principalement être menée au niveau de l'État national dans chaque pays.

Mais, étant donné le caractère mondial du capitalisme contemporain, la résistance de classe et démocratique au niveau de l'État, à elle seule, ne suffit plus. Les luttes menées

dans chaque pays doivent être plus que jamais combinées et coordonnées à des formes de lutte régionales et mondiales. Un front international démocratique et anti-impérialiste est nécessaire de toute urgence, afin de rassembler les forces démocratiques, ouvrières et progressistes du monde entier, pour affronter le pouvoir débridé du capital financier international. Un tel front ou une telle alliance pourrait s'articuler autour d'un programme pour une véritable internationalisation, fondée sur les principes de paix, de non-agression et de désarmement mondial; le respect de la souveraineté de tous les États, de l'égalité et des droits de toutes les nations, grandes et petites, de la coexistence pacifique des différents systèmes sociaux et de la Déclaration universelle des droits de l'homme; une coopération commerciale et économique juste et équilibrée; le respect et la promotion de la diversité culturelle; et la protection de l'environnement mondial.

Le mouvement communiste international peut et doit jouer un rôle central dans la construction d'un front international aussi large de lutte anti-impérialiste. Les efforts visant à renforcer la coopération, la cohésion politique et l'unité d'action entre les partis communistes et ouvriers sont donc d'une importance décisive.

La conscience et le militantisme anti-impérialistes sont en pleine croissance et une nouvelle phase de résurgence arrive déjà à maturité. La phase actuelle, dans laquelle battent en retraite la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire internationales, n'est que temporaire. Les revers subis par le socialisme n'ont pas changé le cours de l'histoire de cette époque. Le XXIe siècle sera celui où les forces révolutionnaires se regrouperont pour repousser l'offensive du capital international, et monter une contre-attaque décisive en défense de l'humanité, de la paix dans le monde et de notre environnement mondial. Il n'existe aucune autre alternative.

Chapitre 4

L'ÉTAT CANADIEN, LES NATIONS ET LES PEUPLES DU CANADA ET LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE

Le fait central de la vie politique au Canada est que le pouvoir de l'État se trouve entre les mains du capital financier canadien. Dans la société capitaliste, les propriétaires des moyens de production à grande échelle, le commerce et la finance contrôlent l'appareil d'État, à savoir : les forces armées, la police, le système judiciaire et la fonction publique. L'État capitaliste est donc un instrument de domination de classe. Une petite minorité – la classe exploiteuse – règne en fait sur la grande majorité de la population qui crée toutes les richesses et fournit tous les services.

Par le passé, le peuple canadien a mené une lutte révolutionnaire pour la démocratie : pour des institutions représentatives, le suffrage universel et les libertés populaires. En 1837, des soulèvements populaires anticoloniaux, menés par les forces démocratiques du Canada français et anglais se produisent contre l'administration coloniale et les couches réactionnaires et privilégiées (le Pact de famille dans le Haut-Canada et la Clique du Château dans le Bas-Canada). Lesquels sont suivis par le soulèvement révolutionnaire des Métis et des peuples autochtones dans l'Ouest. Mais ces luttes, qui ont lieu avant et pendant la période de naissance du capitalisme industriel au Canada, ouvrent la voie au développement de l'industrie et à la domination politique de la classe capitaliste canadienne.

Toujours en possession de la « prérogative royale » encore mal définie, l'État canadien porte l'empreinte de son origine coloniale, c'est-à-dire le maintien d'un monarque d'un autre pays à la tête de l'État. Les membres du Sénat continuent d'être nommés parmi la classe privilégiée.

Au moment de la Confédération, le gouvernement britannique confirme la revendication des capitalistes canadiens à la souveraineté législative du Canada, tandis que ces derniers s'engagent, en retour, à maintenir le dominion au sein de l'Empire. Il en résulte alors des obligations envers les politiques étrangères et les guerres britanniques, et l'acceptation du rôle du Canada en tant que fournisseur de matières premières.

Avec la croissance du monopole capitaliste, le nationalisme bourgeois canadien commence à s'affirmer. En 1931, le Statut de Westminster déclare « l'égalité de statut » entre les membres du Commonwealth. Mais cette période correspond aussi à l'ascension des États-Unis vers la domination mondiale; et la bourgeoisie canadienne, plus étroitement liée que jamais aux intérêts monopolistes états-unien, rend le Canada dépendant de l'impérialisme états-unien. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ce processus a conduit à l'adoption de mesures d'intégration économique, politique et militaire de grande envergure avec les États-Unis.

En offrant un soi-disant « libre choix » entre les partis politiques représentant les intérêts capitalistes, et grâce à son contrôle sur les organismes qui façonnent l'opinion publique,

la classe capitaliste a pu maintenir son pouvoir de classe. Cela comprend le financement public des dépenses électorales des plus grands partis politiques, partis qui se ressemblent de plus en plus sur les principales questions qui préoccupent le peuple. En même temps, les plus petits partis, progressistes et révolutionnaires, sont marginalisés ou carrément exclus de la scène électorale. Les politiques importantes et les affaires de l'État se voient graduellement retirées de l'arène parlementaire et décidées, à la place, en coulisse par le conseil des ministres ou ses représentants non élus dans l'appareil d'État, par des juges et des tribunaux nommés, ou conformément aux termes des accords bilatéraux et multilatéraux imposés au peuple canadien. Une tendance antidémocratique semblable existe aux niveaux provincial et municipal. Déjà limitée, la prise de décision démocratique qu'offre la « démocratie parlementaire » bourgeoise s'érode rapidement. Pour toutes ces raisons, les masses laborieuses sont de plus en plus mises à l'écart par la politique bourgeoise.

Alors que la crise économique s'aggrave, le capital financier utilise davantage le pouvoir coercitif de l'État, faisant ainsi tomber le masque de sa neutralité, pour contrecarrer les luttes légitimes du peuple. L'État et ses institutions n'échappent pas aux conflits sociaux : ce dernier constitue une force partisane, active et toujours plus autoritaire au service du capital financier.

L'État intervient encore et encore directement pour bloquer et saper les libres négociations collectives, ainsi que le droit de grève, de piquetage et de syndicalisation. Le recours à la police, aux tribunaux et aux briseurs de grève, contre les lignes de piquetage et les manifestations, ne cesse d'augmenter. Les réformes démocratiques essentielles visant à protéger et à étendre les droits des travailleurs, des femmes, des personnes 2S/LGBTiQ et des immigrants, ainsi qu'à lutter contre le racisme et la discrimination, sont systématiquement bloquées et éliminées. La déréglementation, la privatisation et le démantèlement des lois du travail et des avantages sociaux acquis au cours des dernières décennies sont au cœur de cette offensive.

Cette attaque contre la démocratie se manifeste, en partie, par la monopolisation croissante des médias de masse et par la diminution du soutien de l'État à la culture démocratique canadienne. À cela s'ajoute l'apport massif d'une culture de masse commerciale, provenant surtout des États-Unis et souvent violente. La presse et les médias traditionnels sont la voix du capital financier et des forces de droite. Les grands médias deviennent un instrument toujours plus sophistiqué et plus puissant pour manipuler l'opinion publique, en répétant comme des perroquets la propagande favorable aux monopoles, en filtrant les nouvelles et les analyses contradictoires et en réduisant au silence toute expression d'opposition au capitalisme. Le développement des nouvelles technologies de l'information, telles qu'Internet, crée les conditions d'un flux d'information sans précédent. Cependant, la libre circulation de l'information constitue une menace pour le capitalisme monopoliste d'État et, par conséquent, l'information utile est souvent noyée dans un déluge de publicité commerciale. Le capital financier tente alors de renforcer sa domination et son contrôle effectif sur Internet.

Les porte-paroles de la bourgeoisie font l'éloge de « la primauté du droit ». Ils soutiennent que le Canada est une démocratie exemplaire, dans laquelle tous les citoyens et citoyennes

sont égaux devant la loi, protégés par la Charte des droits et libertés. Cette « égalité » capitaliste ne garantit même pas des droits économiques minimaux, encore moins une répartition plus équitable de la production de la société.

Ils omettent cependant de mentionner que cette soi-disant bourgeoisie « démocratique » dirige la grande majorité de la population par le biais d'une dictature économique. La bourgeoisie canadienne prétend avec fierté que le pouvoir judiciaire du gouvernement est indépendant des pouvoirs législatif et exécutif. Or, ce pouvoir judiciaire est nommé par l'exécutif et reflète son caractère de classe.

Des syndicalistes sont arrêtés et emprisonnés parce qu'ils placent les droits collectifs de leurs membres au-dessus des droits du patron. La police fait de moins en moins preuve de tolérance lors des manifestations pacifiques. Les mesures d'exception sont de moins en moins exceptionnelles et de plus en plus répressives.

Une approche par classe prédomine en matière de crime et de punition, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un système de justice à deux vitesses. Les lois et les peines sont très sévères pour les criminels qui commettent des délits mineurs, mais les puissants délinquants eux s'en tirent avec des peines légères, voire inexistantes. Les grandes entreprises et les riches qui polluent l'environnement, ou enfreignent les règles en matière de santé et de sécurité au travail, sont traités comme ayant commis des délits mineurs et se retrouvent rarement en prison ou privés de leurs biens.

Par ailleurs, le système judiciaire porte l'empreinte de sa construction colonialiste et raciste : les détenus autochtones sont surreprésentés au sein de la population carcérale, les Noirs et les Autochtones sont surcontrôlés par la police et harcelés dans les communautés partout au pays, et la notion d'accès équitable à la défense juridique n'est plus que fiction, étant donné le financement nettement insuffisant des programmes d'aide juridique.

La corruption, les pots-de-vin et le crime organisé vont de pair avec le développement capitaliste. Bon nombre des familles les plus riches ont bâti leur fortune grâce à des activités illégales effectuées au fil des générations; ces familles et leurs descendants font aujourd'hui partie de la haute société. Le vol commis par les riches devient légalisé et l'exploitation valorisée.

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) sont des éléments particulièrement dangereux de l'appareil d'État. Travaillant de concert avec la CIA et d'autres agences de sécurité impérialistes, le SCRS et le CST portent atteinte aux droits démocratiques et civils des Canadiens et Canadiennes. Ces organismes, qui agissent en dehors de la loi et hors de portée du Parlement, existent pour réprimer la dissidence politique et ont le potentiel de servir de véhicule pour transformer le Canada en un État policier.

Les Forces armées canadiennes constituent un instrument d'agression impérialiste placé sous le commandement des États-Unis et de l'OTAN. Elles ont également pour mission d'intervenir pour réprimer les luttes démocratiques, de classe et nationales du peuple canadien.

Les organisations racistes et fascistes sont autorisées à fonctionner en bénéficiant d'une relative liberté accordée par l'État, et reçoivent en fait le soutien des éléments les plus réactionnaires au sein de la classe dirigeante. Des liens visibles entre ces organisations d'extrême droite et des membres éminents du Parti conservateur existent par l'entremise des médias d'extrême droite. Profitant de la peur, de l'insécurité, des conditions économiques incertaines et du faible niveau de conscience de classe dans certains secteurs de la population canadienne – en particulier chez les jeunes et la petite bourgeoisie –, ces groupes encouragent les préjugés, la haine raciale et l'idéologie fasciste afin de diviser et d'affaiblir la classe ouvrière, tout en créant des conditions favorables à la croissance de l'extrême droite.

En bref, le rôle répressif de l'État canadien en tant qu'instrument de domination de classe est de plus en plus mis en évidence, alors que les intérêts des entreprises les plus puissantes s'étendent aux dépens des droits du travail et des droits démocratiques du peuple. Les possibilités déjà limitées d'expression et de participation démocratiques sont constamment et profondément érodées. Lutter pour unir les forces ouvrières et populaires à la défense de la démocratie est donc devenue une tâche urgente et centrale.

Le Canada, un pays multinational

Le Canada est constitué de plusieurs nations. Le mot « nation » est utilisé de différentes façons, mais ce qu'on entend ici est une communauté stable d'individus historiquement constituée, ayant en commun une langue, un territoire, une vie économique et une conscience nationale qui se manifestent dans une culture commune. Les nations naissent et meurent au cours de processus historiques violents ou pacifiques, ou une combinaison des deux. Il s'agit d'un processus dynamique au cours duquel la création et le développement de chaque nation se font de manière spécifique et différente. Par conséquent, la lutte pour une solution démocratique à la question nationale exige une compréhension et un respect à l'égard de ces différences objectives.

Parmi les plus petites nations au Canada se trouvent des peuples autochtones qui exercent leur droit à la souveraineté, réclamant une plus grande autonomie et une autonomie gouvernementale. Il s'agit notamment des Cris du nord du Québec, du territoire nouvellement créé du Nunavut, des Nisga'as sur la côte ouest et bien d'autres. Les Acadiens des Maritimes constituent également une petite nation au Canada; les deux plus grandes étant le Canada anglophone et le Québec.

La crise de la Confédération réside d'abord et avant tout dans le refus de la classe dominante, la bourgeoisie monopoliste canadienne, de reconnaître le droit de chaque nation à l'autodétermination; c'est-à-dire le droit de choisir la forme de souveraineté que souhaite la majorité du peuple de chaque nation, y compris le droit de se séparer et de former un État indépendant.

La souveraineté peut s'exprimer sous la forme d'un libre choix national, selon l'une des trois formes suivantes : un État indépendant, une confédération de nations ou d'États égaux, ou l'autonomie.

Depuis de nombreuses années, le Parti communiste propose une nouvelle constitution basée sur le partenariat égal et volontaire de toutes les nations du Canada : le Québec, le Canada anglophone, les peuples autochtones et les Acadiens. Un tel nouvel accord constitutionnel doit garantir la protection des droits inhérents des Autochtones, y compris le droit de consentir à tout changement de leur reconnaissance constitutionnelle et à toutes les questions relatives à leur développement national.

Le Parti communiste propose une république confédérale dotée d'un gouvernement composé de deux chambres : la première, semblable à l'actuelle Chambre des communes, serait fondée sur le principe de la représentation de la population, élue selon un nouveau système de représentation proportionnelle. Le point de vue de notre Parti est que l'autre chambre serait une Chambre des nationalités qui remplacerait l'actuel Sénat. Notre proposition – sujette à modification lors de consultations préalables approfondies par les nations au sein de l'État canadien – est qu'une telle Chambre des nationalités serait composée d'un nombre garanti et significatif d'élus tant du Québec, du Canada anglophone, des peuples autochtones (Premières Nations, Inuits et Métis) que des Acadiens. Chaque chambre aurait le droit de proposer des projets de loi, qui ne deviendraient lois que si les deux chambres les adoptent. De plus, les peuples autochtones auraient le droit de veto sur toutes les questions relatives à leur développement national.

Cette structure protégerait ainsi les deux principes démocratiques fondamentaux que sont l'égalité des droits des nations, quelle que soit leur taille, et la règle de la majorité. Des changements structurels reflétant cet arrangement confédéral devraient être apportés à l'ensemble du système juridique et de l'appareil d'État.

Une constitution véritablement démocratique devrait corriger les injustices historiques subies par les peuples autochtones, en reconnaissant leur pleine égalité économique, sociale, nationale et politique, ainsi que le règlement juste de leurs revendications territoriales fondées sur les droits issus de traités, des revendications autochtones et des certificats de Métis. Cela comprend également les droits et les revendications des femmes autochtones. Le droit des nations à l'autodétermination doit être inscrit dans la Constitution canadienne.

Cette lutte pour le changement constitutionnel est cruciale dans le cadre de la lutte générale pour la démocratie, le progrès social et le socialisme. L'unité de la classe ouvrière, partout au pays, ne sera guère possible sans une lutte contre l'oppression nationale et pour établir un nouveau partenariat égalitaire et volontaire entre les nations du Canada.

La manifestation la plus évidente de la crise constitutionnelle concerne le statut national du Québec et le refus de l'État canadien de reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination nationale, jusqu'à et y compris la sécession. La non-reconnaissance des droits du Québec est, en elle-même, l'expression de son oppression nationale historique sur les plans politique, économique et social, depuis la conquête britannique de la Nouvelle-France en 1763. Cette oppression nationale continue, à son tour, de susciter l'indignation nationale parmi le peuple québécois et d'engendrer un mouvement nationaliste et séparatiste dirigé par un secteur de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie au Québec.

La lutte pour la défense des droits nationaux et de la souveraineté du Québec est une lutte sociale et démocratique essentielle. Cependant, dans la situation actuelle, l'indépendance du Québec telle que prônée par les partis nationalistes bourgeois et petits-bourgeois ne résoudrait pas la crise dans l'intérêt supérieur des travailleurs et travailleuses. Le Québec a atteint le stade avancé du capitalisme monopoliste; ses relations économiques avec le Canada anglophone ne sont plus de nature coloniale. La solution séparatiste entraînerait d'importantes difficultés économiques supplémentaires tant pour les travailleurs et travailleuses du Québec que pour ceux et celles du reste du Canada, affaiblissant ainsi leur unité politique face à l'ennemi commun – le capital financier, tant à l'échelle nationale qu'internationale – et leur lutte commune en faveur d'un changement fondamental.

Les récentes modifications apportées à la Constitution du Canada ont maintenu les défauts de structure et les inégalités inhérentes au texte original de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867. Même si elle constitue officiellement un pas en avant, par rapport à une loi coloniale d'un autre pays, l'adoption d'une nouvelle Constitution canadienne et d'une nouvelle Charte des droits et libertés en 1982 n'a toutefois pas permis de régler les causes profondes de la crise de la Confédération. La constitution actuelle maintient les injustices et les iniquités découlant de l'ancien AANB. Les « droits provinciaux » ont été remplacés par de véritables droits nationaux, accentuant ainsi la tendance à la décentralisation, tout en ne faisant rien pour soutenir l'indépendance canadienne ou pour reconnaître les droits nationaux du Québec, des peuples autochtones et des autres nations du Canada.

Les Acadiens, vivant aujourd'hui principalement dans les Maritimes, constituent également une nation. Premiers colons français du XVII^e siècle, les Acadiens ont été chassés de la Nouvelle-Écosse par les colons britanniques qui se sont emparés de ces terres après la défaite du royaume de France en 1755. Bien qu'un nombre important d'entre eux demeurent dispersés géographiquement dans les Maritimes et au Québec, les Acadiens représentent aujourd'hui un tiers de la population du Nouveau-Brunswick et sont majoritaires sur un vaste territoire au nord-est de cette province. Ils forment une communauté numériquement importante et stable qui conserve sa propre langue, culture, histoire et conscience collective nationale.

En tant que nation, les Acadiens ont le droit à l'autodétermination. Ils peuvent alors choisir entre l'autonomie nationale et l'autonomie gouvernementale au sein du Canada, tout en conservant leur droit à la sécession par la suite, s'ils le décident. Ces deux formes d'autonomie devraient compter sur le soutien de l'État pour aider à protéger et à maintenir l'identité nationale acadienne au Canada.

Située principalement le long des rivières se jetant dans la baie d'Hudson, la nation métisse fait son apparition au XVIII^e siècle, à l'époque du capitalisme marchand fondée sur la traite des fourrures. La revendication des droits nationaux des Métis, lors des rébellions de 1869-1870 et de 1885, est brutalement étouffée par la classe dominante anglophone, soutenue par le capitalisme industriel alors en expansion en Ontario et au Québec. Quoiqu'il en soit, la résistance des Métis mène à la création de la province du Manitoba, et contribue à maintenir vivant l'esprit de résistance contre toute oppression nationale au

Canada jusqu'à ce jour. Concentrés principalement dans les provinces des Prairies, environ un demi-million de Métis vivent partout au pays.

Les peuples autochtones vivaient déjà sur l'île de la Tortue depuis des milliers d'années avant l'arrivée des premiers colons européens. L'organisation sociale, culturelle et économique des communautés autochtones avant la colonisation européenne progressait – selon le développement des capacités productives de chacune d'elles – passant de tribus plus petites, dispersées et relativement isolées qu'elles étaient, à des sociétés plus complexes, plus organisées et technologiquement plus avancées, avec de nombreux partenaires commerciaux.

Le gouvernement canadien a mis en œuvre ses politiques génocidaires par la création de pensionnats, en retirant de force les enfants autochtones de leurs communautés et de leurs familles. De nombreux enfants ne survivront pas aux mauvais traitements, à la famine et aux privations qui leur seront infligés intentionnellement. Nombreux sont les survivants qui perdront leur langue, leur culture et le lien avec leurs terres et leurs communautés. Les effets se font encore sentir aujourd'hui, car le dernier pensionnat a fermé ses portes il y a à peine un peu plus de deux décennies. Qui plus est, cette pratique génocidaire se poursuit jusqu'à nos jours à travers le système raciste des familles d'accueil. Les enfants autochtones sont enlevés à leurs parents et placés principalement dans des familles blanches, les déconnectant ainsi de leurs communautés et de leur culture. Afin de justifier cette situation, l'État évoque les mauvais traitements, la toxicomanie et la négligence comme motifs pour retirer les enfants autochtones de leur famille, tout en ignorant et en refusant commodément de rendre compte de l'histoire et des effets actuels du colonialisme.

L'industrialisation capitaliste au Canada s'est développée aux dépens de ses premiers habitants. La colonisation européenne et l'assujettissement des sociétés autochtones ont violemment interrompu le processus de développement et de construction de leurs nations. Leur résistance face à l'empiètement colonial a brutalement été écrasée. L'État a adopté une politique de génocide telle que l'extermination des Béothuks à Terre-Neuve, les primes pour la prise de scalps de Mi'kmaq dans les Maritimes, la réduction en esclavage de certaines nations et d'autres, délibérément décimées par la famine et l'inoculation de maladies mortelles. S'ensuivirent la relocalisation forcée dans des réserves pauvres et isolées, l'appropriation des terres autochtones par des politiques gouvernementales délibérées visant à encourager l'établissement de vagues massives d'immigrants européens, et l'enlèvement d'enfants pour les placer dans des pensionnats autochtones, où beaucoup d'entre eux ont été agressés sexuellement et brutalisés pour avoir parlé leur propre langue. La destruction systématique des cultures autochtones comprenait, entre autres, l'interdiction du potlatch communautaire sur la côte ouest, du tambour traditionnel chez les Anichinabés et de la danse du soleil dans les Prairies. Tel est le bilan de l'histoire du Canada qui se poursuit encore aujourd'hui sous la forme de projets d'assimilation visant à éliminer en permanence leurs droits nationaux inhérents, l'ouverture des terres de réserve à la vente privée et l'absorption progressive des peuples autochtones dans l'ensemble de la population, le tout en violation des droits reconnus à l'échelle internationale, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Dans ce sens très réel, les politiques du colonialisme, dictées par les cercles dirigeants des centres européens servant leurs intérêts et travaillant au profit de la bourgeoisie canadienne, se trouvent au cœur de la fondation de l'État canadien et sont toujours en place au XXI^e siècle. Les traités originaux signés par les peuples autochtones ont constamment été violés et les territoires traditionnels non cédés, appartenant à ceux qui n'ont jamais cédé ni signé de traités, ont été transformés en terres de la Couronne au profit des grands monopoles des ressources naturelles. Les peuples autochtones, et les masses laborieuses venues au Canada à la recherche d'une vie meilleure, pour ensuite être victimes des grands monopoles bancaires, ferroviaires et agroalimentaires, ont un ennemi commun : l'État capitaliste et les grandes entreprises, lesquels visent à maximiser les profits par l'extraction des ressources et l'exploitation des travailleurs et travailleuses. Le Parti communiste du Canada milite pour la libération des peuples autochtones et des autres nations opprimées de ce pays, ainsi que pour l'unité de la classe ouvrière de toutes les nations et de tous les peuples, afin de parvenir à une véritable démocratie, à l'égalité, à la survie de l'environnement et au socialisme.

À l'heure actuelle, les peuples autochtones affichent les taux de suicide, de mortalité infantile, d'appauvrissement et d'incarcération parmi les plus élevés au Canada, et leur espérance de vie est de 10 à 15 ans inférieure à la moyenne. Les femmes et les filles autochtones ont été victimes de programmes de stérilisation forcée et de milliers d'assassinats et de disparitions. Privés de la pleine égalité sociale et des droits humains, et privés de tout contrôle sur leurs territoires traditionnels inhérents, les peuples autochtones continuent de résister aux politiques d'assimilation, de dépossession et de génocide de l'État capitaliste canadien.

Encore aujourd'hui, l'État, agissant au nom du capital financier, tente activement de saper et d'annuler le statut et les droits nationaux des peuples autochtones. Cette situation a engendré une pauvreté et une oppression extrêmes dans les réserves et autres régions habitées par les peuples autochtones. Privés d'une assise territoriale adéquate, d'un niveau de vie acceptable, de la possibilité de vivre selon leur mode de vie traditionnel ou de monter des opérations commerciales coopératives fructueuses là où ils vivent, les peuples autochtones migrent depuis de nombreuses années vers les zones urbaines où ils sont confrontés à un taux de chômage élevé, à la discrimination et à la poursuite de la destruction de leur identité culturelle.

Le Parti communiste lutte pour la réparation immédiate des injustices historiques subies par les peuples autochtones. Cela doit inclure, en priorité, un traitement préférentiel en matière de logement, de soins de santé, d'éducation et de création d'emplois. Par ailleurs, le respect immédiat de leurs droits nationaux et le règlement juste et rapide de leurs revendications territoriales contribueront à améliorer les perspectives d'un développement plus complet des peuples autochtones en tant que nations, un processus que le Parti communiste soutient sans réserve.

Le Parti communiste appuie également la lutte des nations telles que les Cris du nord du Québec, qui cherchent à obtenir la pleine reconnaissance de leur droit à l'autodétermination.

On assiste aujourd'hui à un regain d'esprit d'insurrection chez les peuples autochtones. Un sentiment d'unité entre les différents peuples autochtones s'intensifie dans leurs luttes individuelles et particulières contre l'État capitaliste. Le Parti communiste appuie ce sentiment d'unité croissant entre les peuples autochtones dans leur juste lutte.

Au sein de chaque nation vivent des minorités nationales dont le foyer national se situe à l'intérieur des frontières d'une autre nation au Canada. C'est le cas des minorités francophones vivant au Canada anglophone, de la minorité anglophone vivant au Québec, ainsi que des membres des nations autochtones et des Acadiens vivant en dehors de leur foyer national. Toutes ces minorités nationales ont le droit d'éduquer leurs enfants et de recevoir des services dispensés par l'État dans leur propre langue, là où le nombre le justifie.

À l'exception de la minorité anglophone du Québec, toutes les autres minorités nationales vivant au pays voient leurs droits bafoués à différents niveaux.

Au Canada, environ 1,5 million de personnes se définissent comme Autochtones (Inuits, Métis et Premières Nations), dont un peu plus de la moitié des Premières Nations vivent hors réserves. Leurs droits nationaux sont totalement niés, et ils sont victimes de politiques de génocide qui se poursuivent depuis des siècles jusqu'à nos jours.

Plus d'un million de francophones vivant à l'extérieur du Québec et de l'Acadie continuent de résister à l'assimilation depuis bien avant la Confédération. Même s'ils ont officiellement le droit de jouir des services et de l'éducation de l'État en français, là où le nombre le justifie, dans les faits, l'accès à l'éducation et aux services en français leur est régulièrement refusé, ce qui oblige les communautés francophones à lutter pour préserver leur identité nationale, leur langue et leur culture, sans aucun soutien de l'État.

À l'exception des peuples autochtones, le Canada est un pays d'anciens et de nouveaux immigrants. Composés de centaines de groupes ethniques divers, qui finiront par fusionner avec le Québec francophone ou le Canada anglophone, ces groupes ethniques ont le droit de préserver leur langue et leur patrimoine et de les transmettre aux générations futures, grâce à des programmes linguistiques parascolaires et des activités culturelles et communautaires financés par l'État. Le Parti communiste reconnaît que ce processus bilatéral de fusion et de préservation de la langue, de la culture et du patrimoine est de longue durée, et qu'il influence et enrichit les différentes cultures nationales existant au Canada.

La politique de multiculturalisme mise de l'avant par l'État canadien depuis un demi-siècle soutient que l'identité canadienne est formée uniquement par la contribution d'une mosaïque de différents groupes ethniques, égaux entre eux, arrivés comme immigrants et qui, pour la plupart, se sont rapidement intégrés et continuent de s'intégrer principalement dans la nation anglophone dominante du Canada.

Cette politique a été créée soi-disant pour différencier le multiculturalisme canadien du melting-pot (ou creuset) états-unien, qui oblige les immigrants à abandonner leur langue maternelle et leur culture lorsqu'ils immigrent aux États-Unis.

En fait, la politique de multiculturalisme au Canada a été créée pour nier l'existence de nations en son sein, bafouer leurs droits nationaux, maintenir la domination du Canada anglophone sur toutes les autres nations et maintenir le pouvoir de la classe capitaliste anglophone.

Mais on ne peut nier indéfiniment le caractère multinational du Canada. Les sentiments nationaux démocratiques des peuples se feront entendre dans leurs demandes de reconnaissance et de réparation. Le Parti communiste prône un nouveau partenariat égal et volontaire entre les nations du Canada dans une nouvelle Constitution, fondée sur la reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination jusqu'à et y compris le droit de sécession.

Les travailleurs et travailleuses immigrants de nombreux pays ont joué un rôle essentiel dans la création des industries, la construction des chemins de fer et le développement de l'agriculture au Canada. Les nouveaux immigrants y représentent une part considérable de la main d'œuvre. Malgré tout, les travailleurs immigrés continuent de faire l'objet d'une discrimination intense, résultant principalement de l'exploitation capitaliste et des attitudes de chauvinisme national. Depuis sa fondation, le Parti communiste ne cesse de lutter pour mettre fin à la discrimination à leur égard, en s'efforçant d'exposer comment le capitalisme engendre le racisme et le chauvinisme national, profite des secteurs à bas salaires et divise la classe ouvrière pour freiner la lutte générale.

La majeure partie de l'immigration au Canada a été structurée de façon à soutenir l'expansion colonialiste et l'exploitation capitaliste. Pendant la période coloniale, les classes dirigeantes françaises et anglaises ont non seulement dirigé la colonisation blanche qui opprimaient et déplaçaient les peuples autochtones, mais ont également exploité la plupart des immigrants comme source de main-d'œuvre bon marché et de production primaire. Les tendances ultérieures en matière d'immigration, sous l'État canadien, ont continué d'appliquer des politiques racistes, chauvines et anti-ouvrières dans l'expansion de la colonisation et le développement de l'industrie capitaliste. Les tristement célèbres mauvais traitements infligés à la main-d'œuvre chinoise dans la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique, de même qu'à la main-d'œuvre immigrante dans l'industrie textile et l'agriculture, sont caractéristiques de la façon dont les capitalistes canadiens ont tendance à isoler et à surexploiter les groupes de travailleurs et travailleuses immigrants.

La politique d'immigration du Canada est également axée sur les classes sociales. Les programmes de travailleurs migrants temporaires sont particulièrement abusifs, car ils offrent un flux constant de travailleurs et travailleuses vulnérables à bas salaires, sans avantages sociaux ni protection de la main d'œuvre, et sans voie vers la citoyenneté. Ces programmes établissent les conditions d'un esclavage et d'une exploitation extrême, les travailleurs et travailleuses étant exclusivement liés à leurs employeurs.

Des millions de personnes sont massivement déracinées en raison de l'appauvrissement croissant des pays moins développés, des guerres déstabilisatrices d'inspiration impérialiste et des catastrophes environnementales, et de la croissance du trafic criminel d'immigrants. Pour réduire ces mouvements internationaux de populations dépossédées et de réfugiés politiques, il faut des politiques progressistes favorisant le développement

économique et la paix dans le monde, et non pas plus de répression envers les immigrants ou l'élimination de leurs droits démocratiques. Les communistes réclament la priorité en matière d'immigration des réfugiés, l'élimination de l'entrée privilégiée des investisseurs capitalistes, l'élimination progressive des dispositions relatives aux travailleurs temporaires, sauf dans les cas d'un véritable échange éducatif, scientifique ou culturel, et l'adoption d'une déclaration des droits des immigrants assurant leur pleine protection. Une telle déclaration des droits devrait donner la priorité à la réunification des familles pour les immigrants existants ainsi qu'élargir les droits de parrainage pour inclure les frères et sœurs; prendre des mesures énergiques contre la traite des personnes, l'esclavage et l'exploitation, et rationaliser le processus d'immigration afin de réduire les préjugés de classe et les barrières linguistiques et culturelles.

La Charte des droits et libertés présente également de graves lacunes. Tout en reconnaissant formellement certains droits fondamentaux tels que la liberté d'association, de réunion, de religion, la liberté de la presse; les droits à la liberté et à la sécurité, et l'égalité sans discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion ou l'origine nationale, cette charte permet également aux assemblées législatives fédérales et provinciales d'invoquer tout simplement la clause « nonobstant » pour nier ces droits humains fondamentaux dans la pratique. Une déclaration des droits du travail a été refusée aux masses laborieuses du Canada, laissant le mouvement syndical sans droits garantis par la Constitution.

Les municipalités continuent de se voir refuser le statut prévu par la Constitution rapatriée. Bien que la majorité des Canadiens et Canadiennes vivent dans des municipalités urbaines, ces entités peuvent être créées et dissoutes à volonté par les gouvernements provinciaux.

Une nouvelle constitution devra interdire toute violation des libertés civiles des immigrants. Elle devra proscrire le racisme et la discrimination. Elle devra garantir les droits démocratiques, culturels et linguistiques des groupes ethniques non francophones et non anglophones du Canada. Une nouvelle constitution devra comprendre une déclaration générale des droits et une déclaration des droits des travailleurs, afin de garantir les droits syndicaux et démocratiques qui s'appliquent aux peuples de toutes les nations, au sein de l'État canadien. Ces garanties devront assurer l'égalité économique, sociale, culturelle et linguistique, le droit de réunion, le droit syndical et de grève, le droit d'habeas corpus de ne pas être arbitrairement privé de sa liberté, le droit à un emploi, à la liberté de circulation, à la santé, à l'éducation et au logement.

Une constitution véritablement démocratique devra s'accompagner de réformes structurelles fondamentales. Pour surmonter les inégalités régionales, ces réformes devront reposer sur la nécessité d'un développement économique général dans toutes les régions du Canada, combiné à la nationalisation des ressources naturelles, et surtout de l'énergie. Par l'intermédiaire des sociétés d'État, les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources naturelles et énergétiques devront servir l'ensemble de la population canadienne, ainsi que le développement industriel et social des provinces où elles se trouvent.

L'érosion de la démocratie locale trouve son origine dans l'absence de statut constitutionnel, de compétence et de droits pour les municipalités. Une constitution

démocratique devra reconnaître les municipalités, garantir l'autonomie municipale locale et créer les conditions les plus favorables au contrôle démocratique local.

Une nouvelle constitution devra unifier la législation sociale pour assurer l'égalité des chances et des normes élevées dans tout le Canada, tout en respectant la souveraineté du Québec et le droit à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones. Elle devra faire en sorte que les sociétés ne puissent pas échapper à leur responsabilité quant à la contribution qu'elles doivent apporter à l'éducation publique, au niveau de vie, à la santé et au bien-être collectif de tous les Canadiens et Canadiennes.

Plus important encore, une nouvelle constitution devra aider à éliminer les causes de la désunion, des frictions et du ressentiment qui existent depuis longtemps entre le Canada anglophone et le Québec, ainsi que l'inégalité et l'oppression nationale des peuples autochtones.

Le Parti communiste considère que la lutte pour une solution démocratique de la crise constitutionnelle fait partie intégrante de la lutte contre le régime capitaliste. Il soutient l'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre cet ennemi commun : le capital financier national et international. La victoire dans la lutte pour la démocratie et contre la réaction politique, pour l'indépendance du Canada et pour le socialisme exige une puissante alliance de la classe ouvrière du Canada anglophone et du Québec, ainsi que des forces progressistes des communautés autochtones et des minorités nationales et ethniques.

La direction historique de ces luttes vise la réalisation d'une forme supérieure de démocratie, par l'établissement d'un État socialiste qui donnerait le pouvoir à la grande majorité du peuple canadien.

Chapitre 5

LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DU PEUPLE

La lutte du peuple canadien pour la démocratie, la souveraineté, la paix et le progrès social est essentiellement une lutte politique contre les grandes entreprises et leur contrôle de l'État canadien. Les intérêts de la grande majorité de la population au Canada entrent en conflit avec les politiques antidémocratiques et néolibérales des multinationales et des banques.

La classe de ceux et celles qui travaillent pour que les capitalistes puissent en tirer profit – la classe ouvrière – est la plus nombreuse au Canada. Ses intérêts s'opposent directement à ceux des capitalistes. Cependant, l'expérience de travailler ensemble a pour résultat de discipliner les travailleurs et travailleuses et de les former à une éventuelle action collective. Raison pour laquelle, non seulement ils doivent, mais peuvent agir efficacement pour soutenir les intérêts de leur classe contre les intérêts et les politiques de la classe capitaliste. Cela fait d'eux les leaders naturels de toutes les forces progressistes. Cela établit également l'importance primordiale du mouvement ouvrier, le secteur le mieux organisé de la classe ouvrière.

La classe ouvrière a besoin d'alliés pour vaincre l'immense pouvoir coordonné du capital financier. Par conséquent, le mouvement syndical – son contingent organisé – doit bâtir l'unité de concert avec les autres secteurs et mouvements du peuple canadien qui subissent les contrecoups de la domination du capital financier, et qui ont objectivement intérêt à s'engager dans une nouvelle voie démocratique pour le Canada. Pour être efficace et couronnée de succès, la lutte contre le capital financier doit avoir pour noyau la classe ouvrière, sa force motrice et dirigeante.

Le Parti communiste travaille à la création d'une alliance démocratique, anti-monopoliste, anti-impérialiste, dirigée par la classe ouvrière et unissant tous les mouvements ouvriers et autres mouvements démocratiques. Une telle alliance est à même de mobiliser un large soutien pour des politiques alternatives visant à réduire le pouvoir des monopoles : la propriété publique et le contrôle démocratique des industries-clés et des ressources naturelles, la création d'emplois, l'amélioration du niveau de vie et des avantages sociaux, la protection de l'environnement et la défense des libertés démocratiques.

L'unité de la classe ouvrière

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière constitue le facteur indispensable pour une unité d'action efficace du peuple contre le capital monopoliste; et l'unité de la classe ouvrière est essentielle à sa capacité à jouer ce rôle de premier plan.

Le mouvement de la classe ouvrière ne peut progresser en se limitant à la seule lutte économique. Il doit défier le pouvoir politique de la classe dirigeante capitaliste et finir par le vaincre. Pour y arriver, la classe ouvrière a besoin de son propre parti politique. Le

Parti communiste, par son idéologie révolutionnaire sans compromis du socialisme scientifique, entend être ce parti.

Un mouvement syndical fort et uni est essentiel à la défense et à l'avancement de la classe ouvrière dans son ensemble. Les travailleurs et travailleuses canadiens ont créé leurs propres syndicats et organisations de masse pour protéger et faire avancer leurs intérêts économiques en tant que salariés. Les syndicats sont leurs organisations de base de la lutte des classes. Les gains réalisés par le mouvement syndical servent les intérêts de toutes les masses laborieuses, qu'elles soient syndiquées ou non. Les gains économiques et sociaux réalisés par les syndicats contribuent à améliorer le niveau de vie et les conditions sociales de la classe ouvrière et des masses laborieuses en général. C'est pourquoi la classe dirigeante mène une campagne idéologique systématique visant à retourner les masses laborieuses contre le mouvement syndical.

La lutte entre la classe ouvrière et le capital continuera de s'intensifier. La classe capitaliste et son État ont lancé une attaque sur tous les fronts pour affaiblir et détruire le mouvement syndical. Il s'agit là d'un élément déterminant de la volonté des entreprises d'abaisser les salaires réels et le niveau de vie. En recourant au chômage de masse et à l'intervention directe de l'État, le capital monopoliste cherche à réduire le pouvoir de négociation des travailleurs et travailleuses, pour leur arracher des concessions partout où cela est possible. Lutter contre les concessions et pour élargir le champ de la négociation collective fait partie intégrante de la lutte contre le capital financier.

La tâche la plus urgente à laquelle se trouve confronté le mouvement syndical organisé consiste à unir ses rangs autour de politiques de lutte des classes et d'actions militantes pour contrecarrer l'offensive des entreprises, à provoquer une transformation démocratique et anti-monopoliste et à rééquilibrer les forces de classe en faveur de la classe ouvrière et de ses alliés. Des politiques de lutte des classes et un programme élargi représentant les secteurs et les couches les plus larges de la population canadienne sont nécessaires, pour reconstituer les rangs des travailleurs et gagner le soutien populaire nécessaire afin de devenir le catalyseur qui unit le peuple dans son ensemble en un mouvement politique de gauche. La transition vers le syndicalisme de lutte de classes et la création de coalitions est nécessaire afin de lutter contre la collaboration et pour la démocratie et l'unité des classes.

Pour un mouvement syndical souverain, indépendant et uni

Pour combattre le pouvoir des grandes entreprises et des multinationales, le mouvement syndical doit devenir souverain, indépendant et uni au plus haut niveau de stratégie et d'actions coordonnées. Un mouvement syndical souverain est un mouvement dont les affiliés sont des syndicats canadiens ou québécois ou, dans le cas des syndicats « internationaux » basés aux États-Unis, dont les membres au Canada ont l'autonomie et le contrôle de leurs affaires, y compris l'action politique indépendante. L'autonomie canadienne est une étape sur la voie de la pleine souveraineté. L'indépendance signifie l'absence de tout contrôle de la part des employeurs. La souveraineté et l'indépendance sont les conditions d'un mouvement syndical véritablement uni et militant, régi par le principe d'« Une attaque contre un est une attaque contre tous », plaçant en tout temps les

intérêts du mouvement en question dans son ensemble au-dessus des intérêts particuliers des membres affiliés. Il doit s'opposer au maraudage syndical et résoudre les conflits de compétence dans l'intérêt des travailleurs concernés et du mouvement dans son ensemble.

Face à la restructuration capitaliste, les travailleurs et leurs syndicats doivent exiger un plus grand contrôle sur l'introduction de changements technologiques, le déplacement ou la fermeture des usines, la durée du temps de travail, les politiques d'investissement des entreprises, le recyclage de la main-d'œuvre, la santé et la sécurité au travail, ainsi que l'équité salariale. Pour obtenir une plus grande part des avantages de la nouvelle technologie, les travailleurs et les syndicats doivent se battre pour une semaine de travail plus courte sans perte de salaire net. Ils doivent également s'opposer à la privatisation et lutter pour l'expansion du secteur public. Ces revendications s'attaquent au pouvoir des entreprises sur les lieux de travail.

Le mouvement syndical doit défendre les intérêts de tous les travailleurs et travailleuses, qu'ils soient employés ou chômeurs, syndiqués ou non, et accorder une attention toute particulière à ceux et celles qui sont les plus exploités et sous-payés. La solidarité d'aujourd'hui doit s'engager dans les changements structurels de la classe ouvrière elle-même, en grande partie jeune, instruite et employée précaire, toujours plus féminisée et basée dans des communautés racisées.

Grâce à la syndicalisation du secteur public, la majorité des travailleurs et travailleuses syndiqués sont désormais membres de syndicats canadiens. Cependant, un grand nombre d'entre eux, surtout dans les syndicats du secteur privé, sont toujours représentés par des syndicats internationaux dont le siège social se trouve aux États-Unis. Par conséquent, la lutte pour l'autonomie canadienne et l'indépendance des sections canadiennes des syndicats internationaux devra se poursuivre, toujours fondée sur la nécessité vitale de maintenir l'unité du mouvement syndical, tout en veillant à ce que les travailleurs et travailleuses canadiens aient le droit de prendre toutes les décisions les concernant au sein de leurs syndicats respectifs et du mouvement syndical dans son ensemble.

Le mouvement syndical doit combattre avec fermeté toutes les formes de discrimination et d'intolérance qui divisent la classe ouvrière, tant dans ses propres rangs qu'au sein de la société dans son ensemble. Il doit lutter contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie et contre la discrimination à l'égard des jeunes, des travailleurs âgés et des personnes handicapées.

Le mouvement syndical, dont plus de 50 % des membres sont désormais des femmes, doit défendre les droits sociaux et les droits en milieu de travail des femmes et des personnes non binaires, et promouvoir leur pleine participation au sein des structures syndicales à tous les niveaux de responsabilité et de direction.

Il doit également consolider l'unité de classe entre les travailleurs et travailleuses du Québec et ceux et celles du reste du Canada, ainsi qu'entre les travailleurs et travailleuses autochtones et non autochtones. Il doit s'opposer aux manifestations de chauvinisme national et respecter la diversité nationale et culturelle au sein de la classe ouvrière dans son ensemble.

Comme condition pour assurer ses propres avancées, le mouvement syndical doit également renforcer sa solidarité internationale avec les travailleurs et travailleuses du monde entier et appuyer leurs luttes.

Il doit également rechercher et établir des alliances stables et durables avec d'autres mouvements démocratiques et sociaux pour défendre et promouvoir les droits démocratiques, la souveraineté et le bien-être socioéconomique des masses laborieuses en général, et s'opposer au néolibéralisme, à la mondialisation capitaliste, à l'impérialisme et à la guerre.

La tâche consistant à syndiquer la majorité des non-syndiqués de la classe ouvrière, pour les aider à élever leur niveau de vie et à s'engager dans l'action politique et la lutte contre le capital financier n'en demeure pas moins urgente. Il s'agit notamment de syndiquer le nombre croissant de techniciens, de scientifiques et de professionnels, ainsi que de travailleurs des industries de services qui emploient un grand nombre de femmes, de jeunes et d'immigrants. Cette tâche implique également des efforts particuliers pour syndiquer les travailleurs et travailleuses à temps partiel, temporaires et contractuels, et l'organisation des chômeurs. Cela exigera une vision du syndicalisme social et de lutte de classe qui cherche à représenter la classe dans son ensemble, au-delà des limites d'une négociation collective étroite. C'est l'ingrédient essentiel de la création d'une coalition où les syndicats se font le noyau de la résistance et de la transition. Cette tâche comporte une lutte active pour l'égalité et contre la discrimination en milieu de travail.

Les droits des chômeurs et chômeuses doivent également être défendus, et tous les efforts doivent être déployés pour les aider à organiser leurs rangs et à se battre pour qu'ils reçoivent leurs pleines prestations d'assurance-emploi et qu'ils arrivent à se trouver des emplois décents.

Le mouvement syndical doit protéger les droits de tous ses membres au sein même des syndicats, en particulier les membres de la base, et les encourager à participer à toutes les activités syndicales. Il doit défendre le principe de la démocratie syndicale et s'opposer aux pratiques bureaucratiques et autres pratiques non démocratiques qui nuisent à la participation des membres et à leur exercice du contrôle.

Pour faire avancer la lutte générale de la classe ouvrière, le mouvement syndical doit s'engager dans un programme complet d'action politique syndicale indépendante pouvant mobiliser les travailleurs et travailleuses syndiqués dans une lutte démocratique et politique, en plus des luttes économiques sur les lieux de travail contre leurs employeurs.

Pour rallier le mouvement syndical à un tel programme de lutte, il faut d'abord remettre en cause les politiques de droite de collaboration de classe et de trahison des intérêts des travailleurs et travailleuses, et les remplacer par des politiques en cohérence avec la lutte des classes. La lutte contre l'opportunisme, la collaboration, la concurrence et la trahison est un combat essentiel pour la démocratie syndicale, l'expansion, la survie et l'unité de la classe ouvrière dans son ensemble. Historiquement parlant, les communistes se sont toujours dédiés à cette lutte au sein du mouvement syndical et travaillent à faire respecter

les meilleurs principes du militantisme syndical, et à une participation démocratique la plus large possible à la prise de décisions.

Politiques et perspectives de la classe ouvrière

La conquête de la classe ouvrière et l'unité du peuple puis, éventuellement, celle du pouvoir politique exige une idéologie indépendante de la classe ouvrière. Cela implique une longue bataille pour une véritable politique de la classe ouvrière, forgée dans le processus de lutte contre l'idéologie capitaliste au sein du mouvement ouvrier et contre les porteurs de cette même idéologie.

Historiquement parlant, l'exploitation impérialiste des peuples coloniaux et semi-coloniaux a toujours servi de base économique au réformisme et à l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier, permettant ainsi aux impérialistes des pays exploités de céder une petite part de leurs superprofits à une partie des travailleurs et travailleuses, sous la forme de salaires plus élevés. Cela a servi de base pour la collaboration avec la classe capitaliste, c'est-à-dire la collaboration de classes, et pour la pénétration des idées capitalistes au sein du mouvement ouvrier. Dans la mesure où les monopoles canadiens se sont partagé les superprofits coloniaux, ce processus a pu avoir ses effets sur le mouvement ouvrier canadien.

Dans la période qui suivra la Seconde Guerre mondiale, la croissance considérable des forces productives du capitalisme, l'augmentation de la productivité du travail et l'intensification de son exploitation, ainsi que le taux croissant d'accumulation du capital, aura permis au capital financier de poursuivre une politique de concessions face aux revendications de la classe ouvrière. Ce qui aura eu pour effet d'encourager la pensée réformiste parmi les travailleurs et travailleuses, notamment (comme par le passé) ceux et celles des secteurs privilégiés bénéficiant d'avantages matériels particuliers. La pensée réformiste était également encouragée, comme toujours, par la propagande idéologique de la classe dirigeante et par les salaires et les styles de vie relativement privilégiés d'une partie importante des dirigeants syndicaux.

La classe capitaliste et l'aile droite du mouvement ouvrier ont utilisé cette longue période de développement capitaliste relativement dynamique, pour cultiver l'illusion que le capitalisme est capable d'engendrer un progrès social continu, pouvant répondre aux exigences toujours plus grandes du peuple tout entier. La grande influence de cette propagande tendait à rendre le capitalisme acceptable pour d'importantes couches de travailleurs et travailleuses.

Cependant, la base économique du réformisme et de la collaboration de classes ne cesse de s'éroder. Au fur et à mesure que la crise systémique du capitalisme monopoliste s'aggrave, les grandes entreprises imposent de plus en plus d'exigences à la classe ouvrière pour lui arracher davantage de concessions. Ce qui oblige, à leur tour, les travailleurs et travailleuses à renforcer leur résistance. Par conséquent, les possibilités de parvenir à un accord global – ou « contrat social » –, entre le travail et le capital, se font de plus en plus difficiles.

Mais ce changement objectif de la part du monopole, vers une attaque plus ouverte contre les masses laborieuses, n'élève pas automatiquement ni immédiatement la conscience du peuple. C'est ainsi que le réformisme bourgeois et social demeure la caractéristique dominante du mouvement ouvrier. Même s'il est en pleine croissance, le militantisme, à lui seul, ne suffit pas à élever la conscience de classe et politique.

Sous le capitalisme, les conditions de vie réelles des travailleurs et travailleuses créent les conditions pour combattre et vaincre les illusions qui consistent à croire que le capitalisme est toujours capable de livrer la marchandise. L'exploitation des travailleurs et travailleuses s'intensifiant, ils doivent en conséquence mener des luttes plus larges, plus militantes et plus unies pour satisfaire leurs besoins. Les illusions entretenues par le réformisme social entrent toujours plus en conflit avec les réalités de la lutte des classes.

Ainsi, la bataille pour la politique et l'unité de la classe ouvrière implique une lutte idéologique contre les illusions du capitalisme qui circulent au sein du mouvement ouvrier.

Le Parti communiste mène une lutte constante contre l'idéologie réformiste, c'est-à-dire ces idées opportunistes qui associent étroitement les intérêts de la classe ouvrière à ceux du capitalisme. Les réformistes voient l'État capitaliste comme une autorité impartiale, se tenant au-dessus des classes. Le réformisme au sein de la classe ouvrière conduit à la collaboration de classes – et à l'illusion d'un éventuel partenariat de classes – entre les travailleurs et les capitalistes. Les idées réformistes limitent les mouvements populaires à des objectifs parlementaires étroits et à des réformes partielles. Certains réformistes définissent le but du socialisme comme une « société juste » ou un « État-providence », voyant le socialisme comme le résultat d'une suite interminable d'améliorations ou d'étapes du capitalisme. C'est ainsi qu'ils désarment politiquement la classe ouvrière et adaptent le mouvement ouvrier à la préservation du capitalisme.

Les communistes soutiennent que les lois générales du capitalisme ne laissent aux travailleurs et travailleuses d'autre choix que de riposter contre les conséquences de sa crise systémique, d'affronter et de briser le pouvoir du capital financier pour enfin renverser le système capitaliste et de le remplacer par le socialisme.

Tout en s'opposant au réformisme, le Parti communiste soutient la lutte pour des réformes visant à protéger les masses laborieuses des effets de l'exploitation capitaliste. Lutter pour des réformes aide la classe ouvrière à gagner en confiance et en expérience, à renforcer son unité et son organisation, à approfondir sa conscience de classe et à renverser en sa faveur le rapport de force entre les classes dans la société. Le Parti communiste considère que la lutte pour des réformes est liée à la transformation révolutionnaire de la société.

La social-démocratie

La social-démocratie est la principale expression politique de l'idéologie réformiste et de la collaboration de classes au sein du mouvement ouvrier au Canada. L'histoire de la social-démocratie au Canada, surtout depuis 1945, est intimement liée à un anticommunisme virulent et à la collaboration de classes, ayant comme ambition de

gouverner au nom du capital. Voilà le grand défaut de la social-démocratie, qu'il serait impossible de corriger par de nouvelles incarnations de réformisme social.

Un grand nombre de personnes qui se considèrent comme des « socialistes démocrates » se lancent dans l'action politique, autour de luttes pour de meilleurs salaires et un meilleur niveau de vie, l'égalité sociale, les droits démocratiques et civils, de même que d'autres questions. Malgré ces contributions positives, le « socialisme démocratique », une forme de social-démocratie, est une théorie qui rejette le socialisme scientifique et constitue une impasse dans le mouvement ouvrier : il n'est ni fondé sur les classes, ni anticapitaliste, ni révolutionnaire. Le « socialisme démocratique » définit le mouvement communiste comme antidémocratique. Il rejette la nécessité d'un parti politique révolutionnaire de la classe ouvrière, et nie les réalisations historiques de la classe ouvrière sous le socialisme. Son contenu est essentiellement la collaboration de classes et l'anticommunisme.

La social-démocratie n'est cependant pas le seul moyen de propagation de l'idéologie bourgeoise au sein des mouvements syndicaux, ouvriers et populaires. Les partis bourgeois tentent d'agir au sein des syndicats et d'autres mouvements démocratiques de masse pour y exercer leur influence. L'appareil d'État et son infrastructure y compris les établissements d'enseignement et les institutions culturelles, les médias de masse capitalistes et d'autres institutions de la classe dirigeante mènent chaque jour leurs attaques idéologiques contre les masses laborieuses.

Cela dit, le principal obstacle à l'unité du mouvement ouvrier, à l'unification des forces progressistes et à l'établissement d'une unité antitrust est la social-démocratie de droite et l'anticommunisme.

Le Parti communiste s'est toujours efforcé d'unir les secteurs réformistes et révolutionnaires du mouvement ouvrier dans la lutte pour la paix, la démocratie et l'indépendance du Canada, et contre la domination des entreprises.

Cependant, l'aggravation de la crise du capitalisme et l'intensification de la lutte entre le capital et le travail qui en résulte suscitent un profond conflit idéologique et politique dans les rangs de la social-démocratie. Tant au Canada qu'à l'échelle internationale, les dirigeants de droite du mouvement social-démocrate ont complètement abandonné les buts du « socialisme », pour adopter ceux du capitalisme mondialisé et réorienter les partis sociaux-démocrates, en prônant l'illusion de pouvoir gérer un capitalisme « à visage humain ».

La nouvelle orientation de la social-démocratie – reflet d'un changement de sa base de classe, de la classe ouvrière vers la petite bourgeoisie, les professions libérales et d'autres secteurs de la classe moyenne – ne s'est pas faite sans lourdes conséquences. Ce changement a provoqué de profondes divisions au sein du Nouveau Parti démocratique (NPD) – principal représentant de la social-démocratie au Canada anglophone –, entre ses dirigeants de droite et un secteur de plus en plus marginalisé de ses membres qui gardent leurs convictions socialistes, voire des positions traditionnelles de la social-démocratie même. Ce vif débat s'est donc poursuivi au sein du mouvement ouvrier lui-même, remettant en question le maintien des liens politiques et organisationnels entre le NPD et le Congrès du travail du Canada (et ses affiliés). Le Parti communiste estime que le

mouvement syndical n'est pas avantagé par une affiliation automatique de ses membres ou par des liens organisationnels permanents avec le NPD ou tout autre parti politique, mais qu'il doit plutôt mener une action politique indépendante dans la lutte extraparlamentaire au sein des masses, ainsi que soutenir certains candidats et candidates aux élections, partis, programmes de coalition ou politiques en particulier.

Ces développements témoignent du fossé qui ne cesse de se creuser entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la social-démocratie de droite.

Dans la lutte de tous les jours, les communistes travaillent en étroite collaboration avec les sociaux-démocrates de gauche et d'autres militants des mouvements ouvriers et progressistes, et s'efforcent de développer l'unité d'action et la coopération. Le Parti communiste continue de travailler à une coopération avec le NPD autour d'enjeux et de réformes en commun, malgré l'écart croissant entre les principes et l'allégeance de classe des deux partis. De même, au Québec, le Parti communiste travaille en coopération avec Québec solidaire, un parti social-démocrate de gauche et indépendantiste.

Plus le Parti communiste travaillera efficacement à l'unité de la gauche et de la démocratie et renforcera son activité politique indépendante, tout en mettant de l'avant son programme et ses politiques marxistes-léninistes, plus les forces de gauche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du NPD, pourront être amenées à lutter ensemble pour de véritables politiques progressistes.

La construction d'alliances au sein des forces populaires

Alors que le capital monopoliste s'attaque au niveau de vie et aux intérêts de la classe ouvrière et d'autres couches sociales, de larges secteurs de la population canadienne sont contraints, pour défendre leurs propres intérêts économiques et politiques, de lutter contre le pouvoir du capital financier et de l'État. Tel est le processus croissant qui caractérise notre époque.

Les mouvements populaires font participer un nombre croissant de Canadiens et Canadiennes à des activités politiques extraparlamentaires. L'union de ces forces, avec la classe ouvrière elle-même, au sein de larges coalitions pour résister à l'offensive du capital financier, devra jeter les bases d'un progrès démocratique et social et de l'émergence d'une alliance démocratique, anti-monopoliste et anti-impérialiste pleinement développée.

Ces forces incluent d'autres classes et couches sociales dont les conditions contradictoires les amènent plus souvent, et à des degrés divers, à entrer en conflit avec les intérêts des grandes entreprises. Les agriculteurs et autres producteurs primaires, les professionnels, les intellectuels, les propriétaires de petites entreprises et les capitalistes indépendants et non monopolistes partagent des intérêts communs à s'opposer aux politiques réactionnaires du capital financier et de ses gouvernements.

Ces forces comprennent aussi des courants progressistes au sein du mouvement national québécois. Bien que ce dernier soit principalement dirigé par des forces bourgeoises et petites-bourgeoises, il attire également dans ses rangs certaines personnes à l'esprit démocratique et progressiste.

De même, par leurs luttes croissantes pour la justice sociale, ainsi que pour leurs droits inhérents, y compris le droit à l'autodétermination, les peuples autochtones constituent une force importante dans la lutte pour la démocratie et contre la domination monopoliste.

Une multitude de mouvements populaires, de caractères hétérogènes, s'unissant autour des luttes démocratiques et sociales, jouent un rôle particulièrement important partout au Canada. Parmi lesquels figurent le mouvement pour l'égalité des femmes et celui pour la protection de l'environnement, les mouvements pour la paix et la solidarité, le mouvement des jeunes et des étudiants, les mouvements de justice sociale, les mouvements contre le racisme, la discrimination et le fascisme, le mouvement 2S/LGBTiQ pour l'orientation sexuelle et les droits liés à l'identité et à l'expression de genre, les forces progressistes au sein des communautés religieuses et les luttes croissantes au sein des communautés culturelles, pour les personnes âgées et pour les réformes communautaires et urbaines.

À la fin du siècle dernier, le mouvement des femmes était devenu une force encore plus efficace et importante au sein du mouvement du peuple contre la réaction et le néolibéralisme. Une attaque prolongée de la part des gouvernements néolibéraux, y compris l'arrêt du financement des organisations pancanadiennes, provinciales et locales de femmes, a eu pour effet d'affaiblir et de diviser le mouvement des femmes. Cependant, l'organisation et la lutte pour l'unité se poursuivent. La lutte en faveur d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, d'une action positive, de congés de maternité et parentaux entièrement payés, du choix en matière de procréation et de la mise en place de services publics de garde d'enfants accessibles à tous, abordables et de qualité a reçu un large soutien de la part des mouvements ouvriers et populaires. L'une des luttes les plus importantes pour les droits des femmes et pour la justice est celle pour les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Pour unir les masses laborieuses dans une lutte commune contre l'ennemi commun, il faut d'abord combattre les pratiques et les idées sexistes, renforcées par les médias et la culture contrôlés par les monopoles. Il convient également de s'opposer à la campagne idéologique croissante, organisée par les forces socialement conservatrices et néolibérales, voire carrément fascistes, qui cherchent à promouvoir des idées réactionnaires.

La crise du capitalisme touche directement les jeunes, entraînant une augmentation du militantisme et de la résistance dans leurs rangs. Alors qu'ils voient leurs aspirations à un avenir meilleur minées par le capitalisme, les jeunes travailleurs, étudiants et ceux provenant des couches moyennes désirent davantage de changements. Leurs luttes sont axées sur l'emploi et l'éducation. Nombre d'entre eux s'opposent également à la mondialisation capitaliste et à l'agression impérialiste.

Les attaques néolibérales contre l'éducation postsecondaire font de l'éducation un privilège davantage pour les riches. Le mouvement étudiant riposte à ces attaques, en exigeant des programmes d'éducation accessibles, de qualité et financés de manière adéquate, ainsi que la fin des frais de scolarité et de la dette étudiante. Les jeunes protestent contre un système éducatif conçu pour répondre aux besoins du capital financier.

Les jeunes travailleurs et travailleuses sont confrontés à un taux de chômage supérieur à la moyenne, à des conditions de travail dangereuses et à un manque de formation. Ils font l'objet d'une exploitation accrue par le biais de contrats précaires et de « travail à la demande », ainsi que de stages non rémunérés. Les jeunes chefs de famille représentent une grande proportion des personnes vivant dans la pauvreté. Pour lutter contre ces conditions, le mouvement syndical doit syndiquer les non-syndiqués, qui sont le plus souvent de jeunes travailleurs.

Bien que l'aliénation générée par le capitalisme monopoliste soit largement répandue, démoralisant de nombreux jeunes, ces derniers luttent pour y mettre fin. Cette lutte, tout comme celles portant sur l'éducation et l'emploi, n'est en fait qu'une lutte pour un changement social fondamental.

Une lutte s'intensifie également contre la domination des États-Unis sur notre vie économique, politique et culturelle, facilitée par la trahison de la classe dirigeante canadienne. Aujourd'hui, la lutte pour la souveraineté et l'indépendance du Canada en est une pour son avenir, une lutte qui constitue une condition essentielle et un pas en avant vers le socialisme.

Un nombre toujours croissant de Canadiens et Canadiennes unissent leurs efforts pour faire avancer les revendications démocratiques, anti-corporatistes et progressistes sur une multitude de questions sociales et relatives aux classes. Parmi ces mouvements figurent, entre autres, ceux qui visent à :

défendre le régime d'assurance maladie, l'éducation publique, les pensions et les autres programmes sociaux; s'opposer à la déréglementation et empêcher la privatisation et le démantèlement du secteur public par les gouvernements néolibéraux;

lutter contre la mondialisation capitaliste et le pillage des peuples du tiers monde par les sociétés multinationales, défendre la souveraineté du Canada et empêcher l'aliénation des richesses et des ressources naturelles de notre pays;

protéger et préserver l'environnement de la dévastation gratuite des entreprises;

s'opposer à la guerre, à l'agression impérialiste, à la poursuite de la course aux armements et à la participation du Canada à l'OTAN; exiger l'élimination de toutes les armes de destruction massive et l'adoption d'une politique étrangère canadienne indépendante de paix et d'amitié avec toutes les nations et tous les peuples;

lutter contre le racisme, la discrimination et l'intolérance, et s'opposer à toute résurgence du fascisme au Canada;

soutenir les revendications légitimes des peuples autochtones, y compris le règlement équitable des revendications territoriales, la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination et de leurs droits inhérents, et la fin des politiques génocidaires qui se poursuivent jusqu'à nos jours;

défendre les droits à l'égalité des lesbiennes, des gais, des bisexuels et des transgenres;

défendre les droits des personnes fondés sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et sur les caractéristiques sexuelles des personnes intersexuées;

reconnaitre le logement comme un droit humain universel, augmenter l'offre de logements abordables dont les frais de logement ne dépassent pas 20 % du revenu, et étendre le droit des locataires à s'organiser et à agir collectivement;

défendre et étendre les droits des personnes handicapées;

lutter contre la masse réactionnaire des États-Unis, la culture d'entreprise et assurer le développement d'une culture canadienne démocratique qui reflète les aspirations progressistes et les luttes démocratiques des masses laborieuses de toutes les nations et de toutes les origines;

défendre les droits de la personne et les droits individuels, sociaux et démocratiques du peuple canadien, et empêcher leur érosion par les entreprises et les gouvernements.

En luttant pour atteindre leurs buts et objectifs, ces mouvements entrent inévitablement en conflit avec le capitalisme monopoliste. Dans une plus ou moins grande mesure, leurs efforts pour changer la politique du gouvernement et obtenir des réformes progressistes, même légères, défient les intérêts acquis et rencontrent la résistance combinée du capital financier réactionnaire et de son État. En ce sens, ces mouvements ont un caractère objectivement antitrust et constituent donc des forces importantes dans la lutte pour un changement démocratique et social fondamental, en alliance avec la classe ouvrière.

* * * * *

Pour rallier la majorité de la population canadienne à l'idée de se soustraire à l'influence du capitalisme, il faudra mener une lutte continue et complexe, tout en adoptant des tactiques politiques flexibles.

L'action politique indépendante que mènent les syndicats, les mouvements populaires et démocratiques, peut être le moyen de gagner les masses populaires à l'idée de rejeter les partis capitalistes, et de les engager dans la voie de l'indépendance politique et d'un changement fondamental. Le Parti communiste fera tout en son pouvoir pour convaincre tous ceux et celles qui participent à une activité politique indépendante de lutter pour des mesures systématiquement antitrust et progressistes.

Le Parti communiste voit dans les luttes du peuple autour de ses aspirations économiques, sociales et politiques le facteur décisif qui déterminera le cours du développement social.

Le Parti communiste associe le travail de masse à la base, le soutien et la participation aux mouvements de masse, à la lutte incessante visant à élire une majorité de députés de gauche au Parlement, comme faisant partie intégrante de la voie vers le socialisme. Aucun progrès important de la lutte parlementaire n'est possible sans action de masse du peuple.

Conformément à notre lutte continue pour l'unité de la classe ouvrière et de la démocratie, le Parti communiste détermine sa propre tactique électorale en fonction des circonstances et du rapport de forces en présence à chaque élection. Il présente des candidats sur la base

de sa plateforme électorale, dans le cadre de la lutte générale pour l'unité des forces démocratiques, de gauche et contre les monopoles.

Les gouvernements locaux sont plus accessibles et plus près des collectivités et de la population, mais leurs pouvoirs et leur rôle sont minés par les législations des niveaux supérieurs. Sur le plan municipal, le Parti travaille à la mise en place d'alliances civiques larges et progressistes pour faire face aux difficultés croissantes de nos villes, de nos municipalités et de nos régions rurales, qui affectent négativement la vie des travailleurs, des propriétaires et des locataires.

* * * * *

Dans tous les aspects de son travail politique de masse, le Parti communiste s'efforce de contribuer à la construction d'une alliance démocratique, anti-monopoliste et anti-impérialiste. Une telle nouvelle alliance devra inclure le Parti communiste et d'autres partis et organisations politiques, les organisations populaires démocratiques du Québec et du Canada anglophone, les peuples autochtones, les syndicats, les organisations agricoles, les organisations de jeunes et d'étudiants, les associations d'intellectuels et de professionnels, les organisations de femmes et de 2S/LGBTiQ, les organisations de personnes âgées et les coopératives.

Le Parti communiste travaille à unir toutes ces forces populaires pour constituer la base d'un gouvernement populaire démocratique, anti-monopoliste et anti-impérialiste, dirigé par la classe ouvrière, dans lequel il aspire à jouer un rôle clé.

Chapitre 6

POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE

Une alliance démocratique, anti-monopoliste et anti-impérialiste devra avoir pour objectif la restructuration démocratique de la société canadienne, afin de donner la priorité aux intérêts de la majorité des Canadiens et Canadiennes et de briser la domination du capital financier sur tous les aspects de la vie. Elle devra chercher à faire avancer les intérêts des masses laborieuses en utilisant tous les moyens disponibles de lutte, fondés sur une action de masse unie et extraparlamentaire.

Cette alliance devra aspirer à remporter des victoires électorales et à conquérir le pouvoir grâce à un gouvernement populaire déterminé à prendre des mesures radicales, pour démocratiser la société et transformer les relations économiques dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la population canadienne dans son ensemble.

Une telle percée sera difficile à réaliser étant donné les moyens sophistiqués dont dispose la classe dirigeante pour manipuler l'opinion publique, décourager le militantisme politique et influencer autrement le résultat des élections bourgeoises. L'une des tâches essentielles de l'alliance devra consister à défendre et promouvoir la démocratie, tout en luttant contre les attaques des entreprises et des gouvernements contre le processus électoral.

Un gouvernement démocratique antitrust, fondé sur une majorité parlementaire et agissant de concert avec les mouvements populaires extraparlimentaires unis et militants, marquerait un changement qualitatif dans l'équilibre des forces de classe au sein de la société canadienne, et ouvrirait la porte à la transformation révolutionnaire vers le socialisme. Cela aurait l'effet d'impliquer le peuple d'une façon vraiment concrète.

Un gouvernement populaire s'engagerait à mettre en œuvre un programme d'action visant à servir le peuple avant les profits. Surgissant au cours des luttes sociales, économiques et politiques de la classe ouvrière et de ses alliés démocratiques, ce programme serait soumis à la discussion la plus large et à l'approbation de toutes les forces de l'alliance.

Les communistes devront lutter pour obtenir le soutien du programme de transformation politique, économique et sociale le plus avancé possible, en fonction de l'évolution des conditions. Le programme doit viser : (1) à confronter et à restreindre le pouvoir du capital financier (tant étranger que national), ainsi qu'à étendre la propriété publique des secteurs clés de l'économie; (2) à redistribuer les richesses et à élever le niveau et les conditions de vie de la grande majorité de la population; et (3) à introduire des réformes démocratiques radicales pour renforcer le contrôle populaire et la gestion de l'État canadien à tous les niveaux de gouvernement.

Pour que les masses laborieuses puissent exercer un contrôle démocratique et souverain sur l'économie canadienne, la domination du capital financier international devra d'abord

être contestée puis brisée. Les communistes proposent un programme populaire qui viserait à réduire le pouvoir de monopole par le biais de réformes fiscales radicales, qui augmenteraient considérablement les impôts sur les bénéficiaires des entreprises et la richesse individuelle, par l'établissement de contrôles sur les investissements, la bourse et les activités spéculatives, et par l'élargissement des droits des travailleurs et travailleuses à décider des pratiques en matière de travail, de gestion et d'investissement. Le programme populaire impliquerait également d'inverser la privatisation et de passer à la nationalisation, ainsi que de placer sous contrôle populaire démocratique les monopoles existants dans les secteurs vitaux de l'économie, en particulier dans le secteur financier (banques et institutions financières), dans le secteur de l'énergie et des ressources naturelles (extraction, production, etc.), ainsi que dans celui des transports et des communications. Des mesures seraient également nécessaires pour obtenir le contrôle démocratique public sur le commerce extérieur et pour retirer le Canada de l'ALÉNA 2.0 (ACEUM), de l'AECG, de l'OMC et d'autres accords d'investissement et blocs commerciaux injustes et favorables aux entreprises.

La lutte pour la souveraineté économique, politique et culturelle devra constituer un élément essentiel de ce programme populaire. Le contrôle de la souveraineté est essentiel pour assurer que la classe ouvrière et ses alliés puissent mener à bien le reste du programme de transformation sociale et avancer vers un Canada socialiste.

Les mesures visant à redistribuer la richesse et à améliorer le niveau et les conditions de vie de la grande majorité du peuple devraient inclure (entre autres réformes) les suivantes :

1. une réduction substantielle de la journée et de la semaine de travail, sans réduction de salaire ni perte de service pour le public;
2. d'importantes hausses des taux de salaire minimum, des pensions et d'autres avantages liés à l'emploi pour tous les travailleurs et travailleuses à temps plein et à temps partiel;
3. un programme de création d'emplois de grande envergure pour remettre au travail des millions de Canadiens et Canadiennes sans emploi et sous-employés, pour s'assurer de réduire substantiellement le chômage et que tous les travailleurs et travailleuses puissent bénéficier des prestations d'assurance-emploi pendant toute la durée du chômage;
4. l'application de lois assurant l'équité salariale complète pour les travailleuses, la garantie de droits complets en matière de procréation et la fourniture de services universels et gratuits de garde d'enfants et d'autres services essentiels, pour que les femmes puissent jouer pleinement un rôle, sur un pied d'égalité, dans tous les aspects de la vie économique, politique et sociale;
5. la prestation de services complets, gratuits et universellement accessibles à tous les Canadiens et Canadiennes, y compris les soins de santé, l'éducation primaire, secondaire et postsecondaire, les pensions suffisantes, le logement et d'autres services de base; et

6. l'élargissement et la protection des droits des travailleurs et travailleuses à la syndicalisation, à la libre négociation collective et au droit de grève.

Le gouvernement populaire, avec le soutien actif et la mobilisation de la classe ouvrière et de ses alliés, introduirait également des réformes radicales pour renforcer le contrôle et la gestion par le peuple de l'État canadien et de ses gouvernements à tous les niveaux. La démocratisation de la vie politique et sociale devrait permettre à la classe ouvrière et aux masses du peuple canadien d'exercer un plus grand pouvoir politique et de participer pleinement à la mise en œuvre du programme populaire.

Ce gouvernement populaire permettrait aussi d'établir une nouvelle politique étrangère, indépendante, fondée sur la paix et le désarmement, et de développer des relations économiques, culturelles et diplomatiques avec tous les pays, sur la base de la pleine égalité et du respect mutuel. Il retirerait le Canada de l'OTAN et du NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord), s'opposerait à tous les pactes militaires et aux actes d'agression et chercherait des solutions politiques pacifiques aux conflits régionaux et internationaux. Le Canada travaillerait à l'établissement de relations économiques équitables et non basées sur l'exploitation entre tous les États, à l'avancement des pays en voie de développement et à la solidarité internationale avec les peuples du monde qui luttent pour l'indépendance, la paix et le progrès social. Le Canada s'efforcerait d'éliminer le contrôle impérialiste du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'État canadien et en particulier son appareil répressif, c'est-à-dire l'armée, les forces policières, les tribunaux et le système carcéral, serait placé sous une surveillance et un contrôle véritablement démocratique, et le Service canadien du renseignement de sécurité, la GRC (Gendarmerie royale du Canada) ainsi que le Centre de sécurité des télécommunications, tous réactionnaires et antidémocratiques, seraient démantelés. Une réorganisation aussi fondamentale contribuerait à empêcher les forces de classe hostiles d'utiliser cette partie de l'appareil d'État, pour perturber et saper les intérêts des masses laborieuses et du gouvernement populaire.

Des mesures devraient également être prises pour démocratiser les lois et les structures électorales, afin de garantir la tenue d'élections libres et équitables, par l'introduction de la représentation proportionnelle, du droit de révoquer les représentants élus et de dispositions visant à mettre fin au monopole des entreprises sur les médias de masse.

Le programme populaire devrait également inclure un appel à la réécriture de la Constitution canadienne par le biais d'une assemblée constituante. Cette nouvelle constitution devrait être soumise en vue de son approbation par les diverses composantes nationales du Canada. Elle devrait consacrer les droits démocratiques, sociaux et individuels de la personne dans la loi fondamentale du pays. Une nouvelle constitution doit parallèlement garantir les mêmes droits à toutes les nations du Canada et déclarer leur union volontaire. Les mesures visant à réduire les inégalités nationales constitueront un facteur décisif en vue de forger l'unité de la classe ouvrière et de ses alliés à travers le pays.

* * * * *

De telles mesures ne sauraient constituer le socialisme, toutefois la victoire d'un gouvernement populaire consacré à la mise en œuvre d'un programme aussi ambitieux marquerait une étape importante dans la lutte pour un changement fondamental et une transformation socialiste.

Pour réussir, un gouvernement populaire devra pouvoir compter sur la mobilisation générale et consciente de la classe ouvrière de même que de ses alliés extraparlimentaires. À chaque réforme importante adoptée, à chaque mesure démocratique obtenue, à chaque empiètement sur le pouvoir et les privilèges du capital, la classe dirigeante et ses partenaires internationaux impérialistes auraient pour effet de renforcer leur résistance par tous les moyens à leur disposition. Mais de telles mesures peuvent contribuer, du même coup, à galvaniser les masses et à promouvoir des actions de la classe ouvrière en soutien au gouvernement populaire.

Cette période en sera une d'intensification de la lutte de classes sur tous les fronts : politique, économique et idéologique.

La mise en œuvre réussie du programme populaire et le rythme auquel il sera exécuté dépendront de l'unité et du militantisme de la classe ouvrière et de son avant-garde révolutionnaire, ainsi que de l'unité durable de l'alliance démocratique, antimonopoliste et anti-impérialiste dans son ensemble. Les conditions régionales et internationales dominantes devront exercer également une influence sur le rythme des transformations sociales.

Tout au long de ce processus, la classe ouvrière et les forces populaires devront se mobiliser socialement et politiquement pour soutenir et mettre en œuvre le programme du gouvernement populaire, par des luttes électorales et sur les lieux de travail, des manifestations de rue et d'autres actions. Simultanément, la classe dirigeante se sentant menacée tentera d'ébranler la confiance et l'unité des forces populaires, ainsi que d'entraver leur capacité de mener à bien le programme populaire.

Pour préserver ses privilèges de classe et rétablir sa suprématie, la classe capitaliste tendra à recourir au chantage économique et au sabotage, à la subversion de l'intérieur dans les secteurs de l'appareil d'État sur lesquels elle continue d'exercer une influence et un contrôle, à la violence politique et au terrorisme, voire à la rébellion ouverte et à l'intervention étrangère. Le gouvernement populaire, grâce au soutien inconditionnel de la classe ouvrière, sera tout à fait en droit de contrer de telles attaques antidémocratiques et illégales contre le pouvoir populaire.

La classe ouvrière, agissant de concert avec ses alliés, indirectement par son gouvernement élu, mais aussi, plus directement, sur les lieux de production dans les usines et les bureaux, de même qu'au sein des communautés, devra élargir et approfondir progressivement le contenu de ce programme populaire. Des réformes plus radicales devront être mises en œuvre, pour réduire le pouvoir du capital au moyen de mesures progressistes telles que la nationalisation d'entreprises ou le contrôle des investissements et des devises.

Au fur et à mesure que la classe ouvrière et ses forces politiques gagneront en expérience et en confiance, et que les changements sociaux et économiques modifieront progressivement l'équilibre des forces de classes au sein de la société, des conditions révolutionnaires s'établiront. L'option socialiste avancée par le Parti communiste recueillera alors un large soutien.

La transformation révolutionnaire vers le socialisme marquera le transfert absolu du pouvoir de la classe capitaliste à la classe ouvrière et à ses alliés. Ce processus devra subir l'influence à la fois des conditions et des événements nationaux et internationaux. Le rythme et les caractéristiques de cette transformation dépendront de l'unité et de la détermination de la classe ouvrière et de ses alliés les plus proches aux moments décisifs, ainsi que de la capacité des forces progressistes et révolutionnaires à contrecarrer et à limiter les activités contre-révolutionnaires qui violent la démocratie et la primauté du droit.

Chapitre 7

LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Pour que les Canadiens et Canadiennes puissent exercer un véritable pouvoir populaire sur la vie collective du pays, ils doivent contrôler l'économie canadienne. La démocratie exige donc l'instauration du socialisme, c'est-à-dire la socialisation des machines, des matières premières et des autres moyens de production nécessaires à la vie humaine et à son amélioration.

Le socialisme devra se développer dans notre pays selon les orientations démocratiquement établies par la classe ouvrière et ses alliés. Il devra avoir des caractéristiques uniques qui refléteront l'histoire et le niveau de développement actuel du Canada, ainsi que la richesse et la diversité de ses cultures et de ses traditions sociales. Le socialisme devra suivre son propre rythme et avoir son propre contenu, en fonction du développement planifié, équilibré et proportionné de l'économie par la propriété publique des moyens de production. Il n'existe ni modèle universel de socialisme, ni calendrier ou échéancier préétabli à suivre pour son développement.

Mais le socialisme n'a pas à être réinventé à partir de zéro. Toutefois, il faudra tenir compte des importantes leçons tant positives que négatives sur la construction du socialisme, tirées des expériences de nombreux pays au cours du siècle dernier. Ces expériences et ces leçons devront éventuellement être appliquées avec créativité à la construction du socialisme au Canada.

Malgré les revers du processus révolutionnaire, nous vivons actuellement à l'époque historique de la transition du capitalisme au socialisme, et ce, à l'échelle mondiale, un processus dans lequel la classe ouvrière joue un rôle central et de plus en plus prépondérant dans la promotion des transformations démocratiques, progressistes et révolutionnaires.

L'expérience soviétique

Il est particulièrement important d'évaluer les expériences du développement du socialisme dans le premier État ouvrier au monde, c'est-à-dire l'Union soviétique, et d'en tirer certaines leçons, afin de mieux comprendre pourquoi le socialisme y a été renversé, et le capitalisme restauré, après plus de soixante-dix ans. Cette question exige une réflexion et des discussions des plus approfondies, et ce, pour deux raisons. D'une part, comprendre à la fois les grandes réalisations du peuple soviétique et les causes externes et internes responsables de leur sérieux revers peut aider les Canadiens et Canadiennes à construire le socialisme, tout en évitant de répéter ce qui n'a pas fonctionné. D'autre part, la défaite du socialisme en URSS est une arme idéologique puissante entre les mains du capitalisme monopoliste, utilisée pour convaincre les travailleurs, les travailleuses et les progressistes que le socialisme ne fonctionne pas. En niant le socialisme comme solution de rechange révolutionnaire au capitalisme, les grandes entreprises cherchent à décourager

les travailleurs et travailleuses, à affaiblir leur lutte de classe et à les amener plutôt à s'accommoder de l'ordre capitaliste dominant.

Nous rejetons l'idée bourgeoise selon laquelle le socialisme serait un échec et qu'il ne constituerait en soi qu'une solution de rechange médiocre et inapplicable au remplacement du capitalisme. Le socialisme a été affaibli, puis finalement écrasé en URSS (et dans d'autres anciens pays socialistes), en raison d'une combinaison complexe de circonstances et de contradictions internes et externes étroitement liées les unes aux autres, qui ont abouti à sa défaite et à la victoire temporaire de la contre-révolution.

La révolution socialiste d'Octobre 1917 en Russie marque une véritable ère nouvelle dans le développement humain et social. Pour la première fois dans l'Histoire, des travailleurs et travailleuses entreprenaient de construire une nouvelle société libérée de l'exploitation et de l'oppression. L'Union soviétique a réalisé de nombreuses grandes avancées sociales, en éliminant le chômage, l'analphabétisme, la famine, l'itinérance et la profonde aliénation. Le socialisme en Union soviétique a transformé un pays économiquement et culturellement « arriéré » en l'une des principales puissances mondiales, et a fait d'énormes progrès dans les domaines de la culture et de la science.

Ces réalisations étaient d'autant plus remarquables, compte tenu des pressions impérialistes incessantes exercées sur l'URSS tout au long de son histoire. Dans leurs efforts inlassables pour écraser le socialisme, les puissances impérialistes ont entrepris à deux reprises des invasions militaires directes (le Canada ayant participé à la première). Ces puissances avaient appliqué des sanctions économiques sévères et précipité une course aux armements nucléaires extrêmement coûteuse et dangereuse afin de saigner à blanc l'URSS, tout en menant une guerre idéologique et de propagande prolongée, et en recourant à la subversion et au sabotage purs et simples.

Sur le plan international, l'Union soviétique a joué un rôle décisif dans la défaite du fascisme européen pendant la Seconde Guerre mondiale, défendu la cause de la décolonisation, soutenu les mouvements de libération dans tout le tiers monde et fourni une aide vitale aux nouveaux États émergents. Sa politique de paix a également contribué à limiter, sans toutefois y mettre fin totalement, la tendance de l'impérialisme à l'agression militaire.

Le socialisme a également profité à la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés, en renforçant considérablement la pression sur les classes dominantes pour qu'elles accordent des concessions substantielles aux classes laborieuses sous la forme de droits des travailleurs, de la semaine de travail de quarante heures, de l'assurance-emploi, des droits des femmes, des soins de santé, de l'éducation publique et des pensions de retraite.

Les causes internes de la crise et de la défaite du socialisme en Union soviétique n'étaient pas ancrées dans la nature même du socialisme, mais consistaient plutôt en une déformation, allant jusqu'à s'éloigner carrément de la théorie et de la pratique socialistes. Ces déviations sont, en partie, attribuables aux conditions extrêmement difficiles dans lesquelles se construisait alors le socialisme.

La Russie prérévolutionnaire était un vaste pays, mais économiquement sous-développé. Elle possédait une immense population paysanne, mais une classe ouvrière relativement petite. La pauvreté et l'analphabétisme y sévissaient. La Première Guerre mondiale et la guerre civile qui s'ensuivit ont aggravé les conditions auxquelles était confrontée la jeune république soviétique. Par ailleurs, en raison de l'hostilité acharnée de l'impérialisme — notamment de l'Allemagne nazie, qui a envahi le pays en 1941 —, une industrialisation moderne a dû être mise en place à un rythme effréné.

Dans une large mesure, les conditions objectives défavorables ont forcé le gouvernement soviétique à accélérer la transformation socialiste de la vie économique et sociale, en sautant rapidement de nombreuses étapes de transition dans la construction du socialisme, ce qui aurait permis un processus de développement beaucoup plus équilibré. L'une des graves erreurs a été de ne pas conserver le caractère indépendant des syndicats soviétiques en tant qu'organisations d'autodéfense des travailleurs et travailleuses soviétiques.

C'est dans ces conditions que le Parti communiste de l'Union soviétique a dû assumer pleinement la tâche de représenter le rôle dirigeant de la classe ouvrière. La classe ouvrière soviétique elle-même ayant été frappée et massivement décimée par les deux guerres brutalement destructrices menées sur le sol soviétique, de nouveaux travailleurs inexpérimentés ont été recrutés dans les campagnes pour remplacer ceux tombés au combat et combler les postes administratifs laissés vacants. Cela explique en partie, mais ne justifie pas la façon dont les activités du Parti se sont progressivement fusionnées avec les fonctions de l'État, en particulier avec l'appareil administratif et bureaucratique qui a dû nécessairement se mettre en place pour centraliser et contrôler étroitement les ressources rares et épuisées du pays. Ces conditions difficiles ne justifient pas non plus les graves violations de la légalité socialiste, les purges et les crimes graves commis contre des personnes innocentes.

Une planification économique centralisée a permis pendant plusieurs décennies d'obtenir d'importants succès économiques. Ce n'est pas la planification, en tant que telle, qui a miné la capacité des sociétés socialistes à maîtriser la révolution scientifique et technologique, mais plutôt des rigidités étouffantes ainsi qu'une myriade d'autres déviations des principes de la construction socialiste, combinées à des pressions impérialistes externes. En conséquence, l'URSS et d'autres pays socialistes avaient pris un dangereux retard sur les pays capitalistes développés quant à la productivité du travail et le niveau de vie matériel. Cela a entraîné des conséquences déstabilisatrices.

Le Parti lui-même s'était intégré davantage dans l'administration de l'État. Les fonctions assumées par les soviets élus (conseils populaires) sont devenues chaque fois plus formelles. Un véritable gouvernement populaire, ouvert à la critique, avait cédé la place à la bureaucratie et à l'autoritarisme. Au fil du temps, c'est la relation politique entre le Parti et la classe ouvrière, de même que le peuple dans son ensemble, qui en a souffert. La démocratie interne du Parti s'était également érodée, trop souvent remplacée en son sein par le carriérisme et l'opportunisme.

Si des progrès considérables ont pu être accomplis dans l'amélioration des conditions des femmes soviétiques, particulièrement au travail, en revanche, certains agissements

dépassant les limites du sexisme entravant l'émancipation des femmes ont toutefois été autorisés sans remise en question.

Tous ces éléments négatifs, qui reflétaient une dégénérescence du rôle central de la démocratie socialiste dans la construction d'un État ouvrier, ont eu pour conséquence de retarder le développement du rôle politique dirigeant de la classe ouvrière et de ses alliés, dans la transformation et la construction d'une nouvelle société socialiste. En effet, les atteintes à la démocratie et à la légalité socialistes ont joué un rôle important dans la diminution de la participation du peuple au sein du gouvernement et de l'État, et ont conduit à un cynisme généralisé et à l'aliénation sociale.

Une sclérose dogmatique de la théorie minait aussi de plus en plus la dynamique du Parti, empêchant une véritable analyse des conditions et des problèmes concrets dans la construction du socialisme. De graves erreurs théoriques ont conduit : à porter un jugement erroné sur la situation internationale, à sous-estimer la capacité de résilience du capitalisme, à proclamer l'irréversibilité des acquis du socialisme et à se fier à un équilibre militaire des forces entre le socialisme et le capitalisme, ainsi qu'à des erreurs et à un manque de sensibilité. Par exemple, la question nationale a été proclamée comme étant entièrement « résolue », et le socialisme a pratiquement été déclaré comme ayant éliminé la nécessité de toute préoccupation écologique. La mise au banc des débats publics et des discussions au sein du Parti, autour de ces questions, a nui à la politique étrangère et nationale résultant de ces erreurs. La conséquence la plus grave de la stagnation de la théorie marxiste-léniniste a été l'affaiblissement du Parti lui-même, y compris sa capacité à reconnaître et à combattre la montée de l'idéologie bourgeoise, réformiste et ouvertement contre-révolutionnaire, autant en son sein qu'au-delà de ses propres rangs.

Ce sont ces facteurs, internes et externes, qui ont permis aux forces opportunistes et contre-révolutionnaires de prendre le dessus au sein de la direction du Parti pour, finalement, provoquer l'effondrement du système soviétique et, avec lui, des autres États socialistes d'Europe. Depuis l'effondrement du socialisme, les masses laborieuses de ces anciens pays socialistes ont été confrontées à la privatisation massive et au vol de la propriété sociale, au chômage de masse et à la pauvreté, à la détérioration considérable de l'éducation, des soins de santé et d'autres droits sociaux, à la montée du crime organisé et de la corruption, de même qu'à la montée de la haine ethnique et raciale.

La construction du socialisme et de l'État socialiste au Canada

Contrairement aux conditions qui prévalaient dans les premières années de l'ancienne Union soviétique ou dans d'autres pays, le socialisme au Canada devra se construire sur une base économique et technique hautement développée, grâce à une classe ouvrière hautement qualifiée et instruite, une infrastructure développée, d'abondantes ressources naturelles et une grande variété d'industries secondaires et tertiaires. Ces conditions, combinées aux leçons — tant positives que négatives — que l'on peut tirer des expériences socialistes antérieures, seront susceptibles de fournir une base solide pour la construction d'un Canada socialiste.

Construire le socialisme exige l'établissement d'un État de type nouveau, c'est-à-dire socialiste, dirigé par la classe ouvrière et ses alliés. Un État socialiste est essentiel pour planifier et organiser la production et la distribution, pour briser le pouvoir de la classe capitaliste, pour étendre la démocratie afin que la force créatrice des masses laborieuses se tourne vers la construction d'une société nouvelle et socialiste, et ainsi empêcher la restauration contre-révolutionnaire du capitalisme.

De nombreuses preuves historiques montrent que les forces capitalistes réactionnaires ne céderont pas volontairement leur pouvoir et leurs privilèges. Ils tenteront de mettre fin au processus démocratique. Le danger de violence capitaliste contre l'État socialiste et la volonté exprimée par la majorité du peuple est inévitable : on ne saurait l'ignorer, car les conséquences seraient extrêmement graves. Une fois le pouvoir socialiste instauré, la classe ouvrière et ses alliés seront justifiés d'utiliser le pouvoir et l'autorité de l'État pour protéger la volonté démocratique de la majorité contre la minorité, qui s'efforcera de reprendre les positions perdues. La nature des lois et des mesures adoptées pour protéger le pouvoir de la classe ouvrière dépendra du degré de résistance que les éléments capitalistes réactionnaires opposeront à la loi et à l'ordre socialiste.

La transition pacifique vers le socialisme, qui est souhaitable, dépend non seulement de la volonté du peuple, mais aussi du rapport des forces du moment. Pour résister et mettre fin à la violence capitaliste et à la réaction politique, il sera crucial de développer l'unité maximale et de concentrer tous ses efforts sur les objectifs du peuple, la participation unie des masses les plus larges de la classe ouvrière à la lutte politique et la formation de l'unité avec les petits producteurs (agriculteurs, pêcheurs et artisans) et les couches moyennes de la population. La classe ouvrière doit être prête à utiliser toutes les formes de lutte pour combattre l'inévitable résistance du capital au progrès social.

Cependant, pour la première fois dans l'histoire du Canada, ce sera la majorité du peuple qui dirigera le pays et établira une véritable démocratie. La dictature du capital sur le travail, c'est-à-dire la domination de la minorité sur la majorité, sera abolie et remplacée par une démocratie socialiste dans laquelle le pouvoir politique sera exercé par la classe ouvrière et ses alliés. Pour la première fois, ce seront les intérêts du peuple canadien qui prévaudront dans notre vie économique, politique et culturelle.

Quelle que soit la forme qu'il prendra, l'État socialiste, du point de vue de son essence de classe, devra représenter le pouvoir de la classe ouvrière. C'est ce que Marx appelait « la dictature du prolétariat ». Concrètement, le pouvoir de l'État sera exercé par la grande majorité de la population canadienne sur l'ancienne minorité capitaliste.

La transformation socialiste

La vie politique de l'État socialiste sera plus profondément démocratique que tout ce qui est réalisable sous le capitalisme. Des millions de travailleurs et travailleuses participeront à l'administration des affaires du pays.

Afin d'établir l'unité la plus large possible pour la construction d'un Canada socialiste, notre parti préconise un accord sur un programme commun de tous les partis politiques et

organisations populaires, qui reconnaissent la nécessité d'une transformation sociale révolutionnaire et le rôle de premier plan que doit jouer la classe ouvrière.

Bien qu'il soit impossible de savoir avec certitude la forme exacte que prendrait un Canada socialiste, notre Parti prévoit qu'un tel État socialiste devra avoir les caractéristiques suivantes :

Notre Parti prône la formation d'un gouvernement multipartite des forces politiques qui s'entendraient sur la réalisation et la construction d'une société socialiste. Dans un tel gouvernement multipartite, tous les partis désireux de participer à la construction du socialisme devront apporter leur contribution, simultanément, les partis d'opposition pourraient également apporter une contribution positive, à condition toutefois de respecter les lois et la constitution socialiste.

Bien que le capitalisme prépare les conditions matérielles au socialisme, ce dernier ne se développera pas spontanément, mais devra se construire par une lutte prolongée contre l'ancien système et pour le nouveau. Dès sa création, l'État ouvrier entreprendra la tâche d'organiser et de diriger, étape par étape, la transition du Canada vers le socialisme.

On ne saurait dire, aujourd'hui, par quelles étapes ce processus historique devra passer, ou qu'il ne comportera que des avancées et non des reculs. Le rythme auquel la construction du socialisme peut se poursuivre dépendra de la volonté démocratique et de la lutte de classe menée par les travailleurs et travailleuses canadiens et le peuple en général, de la force de la résistance opposée par les exploiters capitalistes, ainsi que du contexte international.

Le gouvernement socialiste devra remplacer l'ancien État capitaliste par un nouvel État socialiste. Afin de réorganiser l'économie et la société canadiennes en général dans l'intérêt des masses laborieuses, il aura le devoir d'appliquer la Constitution et les lois de la République socialiste du Canada, de maintenir le pouvoir populaire et de protéger la propriété socialiste ainsi que les droits et les biens personnels des personnes.

Les droits du peuple devront être proclamés et les moyens permettant à chacun de les exercer seront fournis. Les nouvelles technologies permettront de réduire la bureaucratie et l'arrogance des autorités dans les opérations gouvernementales et sur le lieu de travail.

La liberté d'expression, de presse, d'association et de réunion sera garantie par la Constitution. Les moyens de communication de masse seront mis à la disposition des masses laborieuses et de leurs organisations. L'Église et l'État, de même que l'Église et l'école seront séparés. Les gens auront le droit d'avoir, de pratiquer et de défendre des opinions religieuses ou non. Les droits civils fondamentaux, y compris l'interdiction d'arrestations et d'actions arbitraires de la police, l'accès de tous les citoyens et citoyennes aux tribunaux, l'habeas corpus et le procès devant jury seront inscrits dans les lois et dans la Constitution. Le pouvoir judiciaire devra respecter la Constitution et la législation de l'État socialiste et protéger les droits individuels, y compris le droit à la vie privée.

Le gouvernement socialiste devra décréter la socialisation des secteurs financier et industriel de l'économie, des terres et des ressources, ainsi que des transports et des communications.

Le fonctionnement de l'économie exigera que les petites et moyennes entreprises non marchandes continuent de fonctionner, pendant un certain temps dans le cadre du plan économique général, sous diverses formes de propriété et de production, selon les conditions établies par le gouvernement socialiste. En plus des entreprises d'État et des entreprises privées, il y aura des coopératives de producteurs et de consommateurs et, si les conditions le justifient, des entreprises mixtes, c'est-à-dire à capitaux publics et privés.

La propriété individuelle des masses laborieuses sur leurs biens personnels, y compris le droit de posséder une maison et un chalet, un fonds de pension, des épargnes et des polices d'assurance leur seront garanties. Le peuple canadien devra décider lui-même, à la lumière des circonstances, de toute compensation à verser aux grands capitalistes pour leurs biens expropriés.

La planification socialiste de l'économie, utilisant les dernières avancées scientifiques et technologiques et s'appuyant sur les capacités créatrices des masses laborieuses, permettra d'assurer le plein emploi et de mettre fin aux disparités régionales à travers le Canada. Les programmes sociaux seront progressivement étendus de façon à remplacer davantage les produits de consommation privée qui, pour le moment, ne sont plus accessibles qu'en échange d'un prix. Par conséquent, le rôle du marché dans la société canadienne sera graduellement réduit et remplacé par une production pour l'usage. Les avantages des nouvelles technologies et d'une augmentation de la productivité serviront à réduire les heures de travail et les tâches physiquement pénibles, tout en permettant aux masses laborieuses de consacrer plus de temps à des loisirs éducatifs et à des activités culturelles.

La production sera planifiée pour répondre aux besoins matériels et culturels changeants de la population, tout en stoppant et en inversant la dégradation et la destruction de l'environnement causées par le capitalisme. Les besoins en matière d'environnement au Canada et dans le monde seront respectés, et les stratégies de développement seront choisies de façon à réduire au minimum l'épuisement des ressources. La production peut être planifiée de façon à satisfaire les besoins de la population, sans faire la promotion de la surconsommation axée sur le profit qui accompagne la pauvreté de masses dans le monde d'aujourd'hui. Une économie socialiste devra créer les conditions nécessaires pour mettre pleinement en œuvre l'utilisation prudente et efficace des ressources naturelles, ainsi qu'une gestion planifiée de l'environnement, mais la vigilance et le contrôle devront néanmoins se faire en permanence.

En supprimant le lourd tribut exigé par la classe capitaliste sous la forme du profit, de la rente et de l'intérêt, de même que de la spéculation parasitaire, et en éliminant les énormes gaspillages qu'entraînent la production militaire et les guerres, les crises économiques, la surproduction, l'obsolescence programmée des biens de consommation, le chômage, la rivalité acharnée et la publicité concurrentielle, l'État socialiste mettra à la disposition de la société d'énormes quantités de ressources auparavant gaspillées.

Sous le socialisme, la création de richesse sociale n'a qu'un seul objectif : servir les intérêts du peuple, en élevant le niveau de vie, en améliorant et en étendant les services sociaux et en libérant les forces culturelles actuellement étouffées par la domination des grandes entreprises.

Sécurité, liberté et progrès humain

Une fois instauré, le socialisme garantira, en vertu de la loi, le droit à un emploi à tous les Canadiens et Canadiennes. Les salaires seront payés en fonction de la quantité et de la qualité du travail effectué, ainsi que du niveau de compétence atteint.

Comme l'industrie appartiendra aux masses laborieuses, la bourgeoisie disparaîtra en tant que classe. Par conséquent, les conditions seront ainsi créées pour mettre fin au conflit entre le travail et le capital. De nouveaux rapports sociaux, à caractère socialiste, verront le jour, dans lesquelles les intérêts des travailleurs et travailleuses, des ingénieurs, des scientifiques et des gestionnaires seront harmonisés.

Parallèlement au fonctionnement d'un État populaire révolutionnaire, la démocratie canadienne devra reposer toujours plus sur les institutions non gouvernementales du peuple. Sous le socialisme, les syndicats auront non seulement les droits dont ils ont besoin pour fonctionner dans une économie capitaliste — se syndiquer librement, négocier et faire la grève —, mais ils pourront également participer aux processus gouvernementaux et prendre une part active à la gestion du processus de production et des organismes de planification sur le lieu de travail, et ce, à l'échelle régionale, provinciale et nationale partout au Canada. Les droits des travailleurs et travailleuses seront garantis par la Constitution. Les syndicats devront conclure des conventions collectives avec l'industrie socialiste, en augmentant progressivement les salaires, en réduisant les heures de travail et en améliorant les conditions de travail. Soutenus par les tribunaux, ils auront le pouvoir de faire appliquer les Lois sur la santé et la sécurité au travail, de gérer l'assurance sociale et l'assurance maladie, de même que de superviser les mesures relatives à la santé mentale et physique des travailleurs et travailleuses.

Les agriculteurs et agricultrices se verront garantir la sécurité d'occupation des terres qu'ils cultivent en vertu de la loi, et seront libérés du fardeau de la dette imposé par les monopoles financiers et industriels. Les coopératives de commercialisation des agriculteurs et agricultrices seront un moyen d'échange entre la ville et la campagne. Là où il est possible de réaliser des économies d'échelle en regroupant de petites exploitations agricoles en coopératives de production, l'État socialiste, par le biais de prêts abordables et d'autres moyens, facilitera ce processus pour les agriculteurs et agricultrices intéressés.

L'État socialiste encouragera le développement des sciences et des technologies, de programmes accessibles et inclusifs pour les sports amateurs et l'exercice physique, et d'une culture populaire démocratique. Un soutien de l'État stimulera le processus créatif et créera les conditions nécessaires à l'épanouissement des arts. La liberté d'expression artistique sera garantie par la Constitution.

Les conditions matérielles permettant de mettre complètement fin aux diverses formes d'oppression fondée sur le sexe seront fournies sous le socialisme. Il sera important pour la société socialiste de valoriser pleinement toutes les contributions sociales et économiques des femmes, d'assurer l'égalité des sexes en matière de travail rémunéré et non rémunéré, et de faire en sorte que l'égalité entre les hommes et les femmes imprègne tous les aspects de la vie. La société socialiste permettra d'éliminer la pauvreté. Les soins aux enfants, aux malades et aux personnes âgées ne doivent plus incomber uniquement aux femmes, mais à tous les adultes, et des services de garde d'enfants de haute qualité doivent être accessibles à tous les travailleurs et travailleuses. L'égalité des sexes signifie également une tolérance zéro pour la violence à l'égard des femmes, des personnes trans et non binaires, sous quelque forme que ce soit. Un ferme engagement en faveur de la solidarité entre les hommes et les femmes est nécessaire à la création et au maintien d'un Canada socialiste. L'éradication des inégalités entre les genres sera cruciale pour passer carrément outre du capitalisme à un stade supérieur de la société.

Une société socialiste devra protéger les droits des enfants et des jeunes. L'accès à l'éducation sera offert à tous et à toutes dans un système éducatif public, entièrement démocratisé et gratuit, et ce, à tous les niveaux. Les droits de scolarité et le matériel d'apprentissage seront gratuits, et les étudiants des établissements d'enseignement postsecondaire recevront des allocations de subsistance. Une formation professionnelle sera dispensée aux jeunes.

Le peuple sera libéré du grand fardeau de l'insécurité. Des services sociaux complets seront fournis. L'accès à des soins de santé de qualité sera garanti. Des services de garde d'enfants de haute qualité et une aide à l'éducation des enfants seront fournis. Les personnes âgées auront accès à une gamme complète de services sociaux. Dans un Canada socialiste, personne ne mourra de faim et ne sera sans abri. Le droit de la famille supprimera le concept patriarcal de privilège pour la famille nucléaire hétérosexuelle, et reconnaîtra pleinement la variété des formes familiales et des orientations sexuelles.

Le socialisme crée les conditions d'une solution fondamentale et pleinement démocratique de la question nationale. La Constitution d'un Canada socialiste, fermement fondée sur le principe du droit des nations à l'autodétermination, devra garantir l'union volontaire de nations libres et égales. Les droits des minorités nationales et des groupes ethniques, qui sont essentiels, seront garantis par la Constitution.

Un Canada socialiste devra corriger les injustices historiques et actuelles dont les peuples autochtones ont été victimes, tout en leur fournissant une assistance complète à la promotion de leurs droits et aspirations nationaux. Les peuples autochtones devront atteindre la pleine et entière égalité dans tous les aspects de la vie, car tous les vestiges du racisme et de la discrimination seront éliminés. La propriété coopérative et publique permettra aux communautés autochtones de mettre fin à l'exploitation de classe. Une aide économique et d'autres formes d'assistance seront nécessaires, pour que les peuples autochtones puissent protéger et développer leurs langues, leurs cultures et leurs valeurs. Les droits des peuples autochtones seront expressément énoncés dans la Constitution socialiste.

Les droits collectifs seront protégés et mis en valeur de manière à garantir également les droits individuels essentiels des Canadiens et Canadiennes. Il faut avant tout protéger le droit à la prise de décisions démocratiques et le droit à la dissidence légitime.

La Constitution devra déclarer que tout pouvoir émane du peuple et est exercé à tous les niveaux de gouvernement par l'intermédiaire de leurs représentants et représentantes élus. Le droit de révocation de ces derniers par les électeurs et électrices, le droit d'accès à l'information et le droit de pétition et de critique à l'égard du gouvernement ou de tout autre organe de celui-ci doivent prévaloir. Par l'intermédiaire des organes élus du gouvernement et des syndicats, des comités d'usine, des organisations agricoles, communautaires et professionnelles, les masses populaires devront participer à l'administration du Canada d'une façon nouvelle et plus démocratique que jamais auparavant. Une armée populaire et une milice populaire seront formées pour le maintien de la loi et de l'ordre sous le socialisme et pour assurer la défense du pays.

Les relations du Canada avec tous les autres pays devront être régies par des principes d'égalité, de paix, d'amitié, de diplomatie ouverte, d'échanges culturels et scientifiques et de commerce à des conditions mutuellement avantageuses.

Il sera illégal de pratiquer ou de préconiser le mauvais traitement ou la discrimination fondée sur l'origine nationale, ethnique ou autochtone, le genre, la racialisation, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle ou la religion.

Le socialisme créera de nouvelles relations sociales et économiques fondées sur l'égalité. L'exploitation d'une classe de personnes par une autre sera abolie, la condition essentielle à la construction d'une nouvelle société dans laquelle les droits de la personne seront garantis.

Non seulement le socialisme modifiera radicalement les institutions fondamentales de la société, mais il créera les conditions d'un développement libre et sans entrave de l'humanité dans son ensemble. En s'appuyant sur la capacité des êtres humains d'utiliser leur intelligence pratique et d'offrir leur solidarité bienveillante, comme ils l'ont toujours fait dans une certaine mesure, même dans les conditions les plus défavorables, avec le temps, le socialisme finira par changer le ton des relations quotidiennes des gens entre eux. Le peuple commencera à prendre en charge toujours plus directement ses affaires de façon collective. Le travail lui-même, pour reprendre les mots de Marx, « ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais sera devenu le premier besoin vital ». Les gens auront tendance à devenir moins passifs et moins compétitifs sur le plan social, et à avoir un esprit plus critique et coopératif.

Avec le temps, un nouveau peuple verra le jour, libéré de l'intolérance et des préjugés, élevé dans un climat d'humanité et d'amitié. Le travail créatif pour le bien de la société et des personnes sera l'une des caractéristiques des citoyens et citoyennes d'une communauté socialiste canadienne. Ils devront instaurer la société communiste dont l'humanité rêve depuis des siècles : c'est-à-dire une société sans classes, fondée sur une abondance de richesses matérielles et spirituelles, dans laquelle l'État devra disparaître et où chacun devra contribuer selon ses capacités et recevoir selon ses besoins.

Chapitre 8

LE PARTI COMMUNISTE

La mission historique de la classe ouvrière et du Parti communiste consiste à faire passer le Canada du capitalisme au socialisme et, finalement, au communisme. Pour atteindre ce noble objectif, la classe ouvrière et le Parti doivent également lutter pour empêcher le déclenchement de la guerre mondiale et pour protéger l'environnement naturel de la dévastation.

Le Parti communiste entend être le principal parti politique de la classe ouvrière, de tous les travailleurs et travailleuses manuels et intellectuels. Il est issu de la classe ouvrière et en constitue le détachement politique organisé. Le Parti n'a pas d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière dans son ensemble.

La vision du monde du Parti communiste est basée sur le marxisme-léninisme, qui incarne la théorie du socialisme scientifique mise en évidence par Karl Marx, Frederick Engels et Vladimir Ilitch Lénine. Le marxisme-léninisme n'est pas un dogme : il s'agit d'une théorie vivante en constante évolution, d'un outil d'analyse et d'un guide pour l'action. Il intègre l'expérience concentrée de toutes les luttes de la classe ouvrière, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde. Le marxisme-léninisme s'est imposé en tant que théorie et pratique du socialisme depuis la rédaction du Manifeste du Parti communiste en 1848.

Les travailleurs et travailleuses mènent une lutte économique quotidienne sur les lieux de travail, pour obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Or, la théorie et la pratique socialistes ne surgissent pas spontanément du lieu de travail. Le Parti communiste, par son travail, fusionne le socialisme scientifique avec la lutte des classes et, ce faisant, répand la conscience politique et socialiste parmi les travailleurs et travailleuses, par une prise de conscience de leur mission historique en tant que classe.

Le Parti communiste travaille activement à ce que la classe ouvrière s'approprie la vision marxiste-léniniste du monde et il en défend les principes contre toute tentative de les rejeter ou de les déformer. La science du marxisme-léninisme et le Parti qui l'incarne sont essentiels à l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière, sa consolidation et la construction du socialisme.

Les communistes s'efforcent de jouer un rôle actif et initiateur dans les luttes quotidiennes du peuple pour défendre son niveau de vie et satisfaire ses besoins matériels, sociaux et culturels.

Le Parti vise à jouer un rôle dirigeant auprès de la majorité de la classe ouvrière, en faisant la promotion de ses politiques dans les luttes quotidiennes pour les besoins immédiats des masses laborieuses et en soulignant les leçons à en tirer. Il intervient publiquement sur toutes les questions d'actualité et se bat pour l'unité de la classe ouvrière.

Le Parti communiste cherche constamment à élargir son influence publique et à gagner dans ses rangs les couches les plus avancées de la classe ouvrière, les agriculteurs, les intellectuels, les étudiants, les femmes et les jeunes. Le Parti communiste est présent à la fois sur la scène électorale et au sein des luttes extraparlimentaires.

Le Parti mène une lutte pour défendre l'idéologie de la classe ouvrière contre l'idéologie capitaliste et sa défense par le socialisme réformiste. Il combat à la fois l'opportunisme de droite comme celui de gauche, ainsi que le dogmatisme, le sectarisme, le chauvinisme, le nationalisme bourgeois, l'anarchisme et l'aventurisme. Il coopère avec les organisations de la classe ouvrière dans une lutte commune pour les besoins du peuple. Dans les débats démocratiques, il s'efforce de convaincre ceux et celles qui suivent les dirigeants socialistes réformistes de la vérité du socialisme scientifique.

Le Parti communiste cherche à unir, au sein d'un même parti, tous ceux et celles qui luttent pour le socialisme sur la base du marxisme-léninisme.

Le Parti communiste prend position sur toutes les questions qui touchent la population canadienne. Il défend le peuple canadien et les droits de toutes les nations au sein du Canada. Il défend les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et des masses laborieuses dans leur ensemble, qui sont ceux de la grande majorité des Canadiens et Canadiennes. Il défend la souveraineté du Canada. Il défend les droits des femmes et se bat pour la pleine égalité des sexes.

Le Parti s'efforce d'établir dans ses rangs des relations sur la base de nos principes et notre éthique communistes. Il lutte contre toute manifestation de sexisme, de racisme, d'homophobie, de transphobie ou d'autres formes de discrimination et d'intolérance qui pourrait survenir dans ses rangs. Il défend et promeut la démocratie en tout temps au sein du Parti, et protège les droits constitutionnels de tous ses membres.

Le Parti communiste se consacre aux progrès démocratiques, défend les droits légaux et démocratiques du peuple contre les attaques réactionnaires et cherche à étendre ces droits. Le Parti communiste n'est pas un parti qui fomenté des coups d'État, des putschs ou des conspirations. Il s'oppose aux actes de terrorisme individuel et à quiconque voudrait remplacer le travail patient et constant d'éducation et d'organisation révolutionnaires des masses par des phrases pseudo-révolutionnaires creuses et des appels irresponsables à l'action sans égard à la situation réelle.

Le Parti communiste poursuit ses activités en s'appuyant sur les traditions de ceux et celles qui se sont battus pour les libertés démocratiques et l'indépendance du Canada. Il incarne les rêves et les aspirations associés aux héros des innombrables luttes ouvrières au Canada.

Le Parti communiste travaille à l'avancement politique des travailleurs, des pêcheurs et des agriculteurs canadiens, ainsi que des couches moyennes de la population. Au cours d'une lutte constante pour la démocratie, la majorité du peuple canadien, du fait de ses propres unités d'action et sa volonté politique, et sous la direction de la classe ouvrière, est capable de grands progrès. Le Parti communiste travaille à la coopération avec toutes les forces ouvrières et démocratiques, afin d'amener une nouvelle majorité à lutter pour

un changement fondamental et le progrès social par l'instauration d'un gouvernement populaire, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles transformations révolutionnaires et à la victoire du socialisme.

Les communistes font leur possible pour renforcer l'unité d'action de toutes les forces ouvrières, progressistes et démocratiques. Le Parti communiste cherche à coopérer avec d'autres organisations au sein des mouvements ouvriers et démocratiques et favorise le développement de vastes coalitions, alliances et formations de front uni qui défendent et font progresser les intérêts de la classe ouvrière et les droits sociaux, économiques et démocratiques du peuple canadien. La création d'alliances augmente la force matérielle des masses laborieuses et montre que l'oppression particulière, subie par un groupe d'ouvriers, s'inscrit dans un cadre plus large d'oppression capitaliste qui affecte toutes les masses laborieuses. Cela illustre les liens qui existent entre ces classes et ces groupes, de même qu'avec l'État. Ces alliances permettent aux masses laborieuses de riposter à d'autres cas d'oppression capitaliste. Elles leur apprennent à travailler avec d'autres classes et groupes de la société. En d'autres termes, elles contribuent à jeter les bases d'une direction de la société dans son ensemble par la classe ouvrière.

Simultanément, le Parti communiste du Canada maintient son indépendance idéologique, politique et organisationnelle. Il explique ouvertement son programme au peuple, mettant en avant la nécessité et la pertinence d'une transformation socialiste.

Le Parti communiste s'oppose au chauvinisme de « grande nation », ainsi qu'au nationalisme étroit dans les domaines politique, économique, culturel et social. Il lutte fermement pour l'unité des peuples du Canada, sur la base de la pleine égalité et le respect des droits nationaux. Il favorise des liens plus étroits d'amitié et de coopération entre les Canadiens et Canadiennes de toutes origines nationales et ethniques, et se bat pour leur droit de soutenir leur culture, leur langue et leurs traditions.

À l'instar des premiers démocrates radicaux et des pionniers du mouvement ouvrier au Canada, les communistes qui sont internationalistes estiment que les intérêts fondamentaux des masses laborieuses du monde entier ne font qu'un. La lutte pour faire valoir les intérêts de la classe ouvrière et du peuple canadien, et pour défendre sa souveraineté, est indissociable de l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire la solidarité de la classe ouvrière de tous les pays en coopération contre la domination impérialiste et pour un monde en paix.

Le respect de l'égalité de tous les peuples et de la souveraineté de toutes les nations, grandes et petites, est l'un des principes directeurs de l'internationalisme prolétarien.

Les travailleurs et travailleuses du Canada ont le devoir de lutter contre l'exploitation des peuples d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique par l'impérialisme canadien. Dans les Amériques, il existe un besoin particulier de solidarité entre les masses laborieuses du Canada, des États-Unis, de Cuba socialiste et de toute l'Amérique latine et des Caraïbes, dans la lutte commune contre l'impérialisme états-unien et pour la libération nationale et sociale.

Les communistes militent pour l'émancipation de toute l'humanité contre l'exploitation capitaliste, le pillage colonial, la guerre impérialiste, la pauvreté et l'ignorance. Le Parti communiste travaille à convaincre la classe ouvrière au Canada, de la nécessité de se solidariser avec les masses laborieuses de tous les pays, qui tentent de se libérer de la domination de l'impérialisme et qui luttent pour la construction du socialisme.

Conformément à sa vision du monde marxiste-léniniste, le Parti communiste étudie les expériences des mouvements ouvriers d'autres pays et en tire des leçons, tout en tenant compte des conditions et des traditions propres au Canada et à sa population. Il entretient des relations étroites avec d'autres partis communistes et ouvriers, de même que des mouvements de libération nationale selon le principe de la solidarité, de l'indépendance, de la pleine égalité et de la non-ingérence. Il travaille en vue de l'unité politique et idéologique du mouvement communiste mondial.

Le centralisme démocratique, principe organisationnel du Parti, combine la participation de tous ses membres aux discussions et décisions démocratiques sur la politique et l'élection de toutes les commissions compétentes, avec une direction collective centrale en action et à des décisions contraignantes pour tous les membres. Il s'appuie sur la critique et l'autocritique, ainsi que sur la reconnaissance publique de ses erreurs, afin d'en tirer des leçons et d'améliorer son travail.

Le cours du développement au Canada mène à une voie compliquée, mais inexorable, vers le remplacement du capitalisme par le socialisme. En luttant pour ce changement fondamental, les communistes expriment en fait les idéaux d'un grand nombre de Canadiens et Canadiennes qui aspirent à un nouvel ordre social humain, libre de l'exploitation et de l'oppression.

Le Parti communiste chérit et promeut les plus hautes qualités morales de la classe ouvrière, c'est-à-dire le dévouement à la cause de la libération socialiste, la cause de la liberté et du bonheur humain. Il cherche à cultiver cette éthique humaniste au sein des masses laborieuses.

Pour toutes ces raisons, le Parti communiste constitue la fraction la plus avancée de la classe ouvrière et vise à en devenir l'avant-garde.

Depuis la fondation du Parti communiste du Canada en 1921, les communistes canadiens et canadiennes portent haut la bannière de la paix, de l'internationalisme, de l'indépendance du Canada, de la démocratie et du socialisme. Ils ont toujours soutenu les luttes des travailleurs et des agriculteurs pour une vie meilleure, assurant souvent la direction de ces luttes.

Tel est le programme communiste pour le Canada.

Le Parti communiste invite quiconque est d'accord avec ce programme, et prêt à se l'approprier et à lutter pour sa réalisation, à en devenir membre.

Adhérez au Parti communiste! Prolétaires et peuples opprimés de tous les pays, unissez-vous!